

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LA

JURIDICTION ET LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 27 Mai 1910, à 3 heures

PAR

Alexandre DE LAVENÈRE-LUSSAN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LARNAUDE.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur
CHÉNON, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LA

JURIDICTION ET LA COMPÉTENCE

EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Vendredi 27 Mai 1910, à 3 heures

PAR

Alexandre DE LAVENÈRE-LUSSAN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LARNAUDE.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur
CHÉNON, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE SUR LA JURIDICTION ET LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PRESSE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION HISTORIQUE

Parmi les problèmes que soulève la réglementation de la Presse, l'un des plus importants est de savoir quelle juridiction sera compétente pour connaître des délits commis en cette matière. En effet, suivant que ces délits seront jugés par telle ou telle juridiction, il sera vrai de dire que la presse vit sous un régime de liberté, ou, au contraire, qu'elle est soumise à des règles oppressives.

La liberté de la presse fait partie des libertés nécessaires ; on ne concevrait pas les droits politiques sans cet accessoire indispensable, qui constitue le droit d'exprimer sa pensée par la voie d'articles de journaux, de revues, de brochures ou de livres, de nature à renseigner l'opinion publique sur la marche des événements, sur l'attitude que prennent en face d'eux les

membres du Gouvernement. Aussi, le rôle considérable que la presse tient dans le mouvement des idées a-t-il permis d'affirmer, parfois, qu'elle constituait un quatrième pouvoir.

La liberté de la presse appartenant au droit public, il est facile de concevoir que, suivant les régimes, elle ait connu successivement des périodes d'oppression, puis des règles plus libérales. Mais à toutes les époques, le meilleur criterium permettant de discerner la condition qui était faite à la presse, consiste à rechercher la juridiction appelée à statuer sur les délits commis par les journalistes et les publicistes.

Sous l'ancien régime, la presse était soumise à une réglementation des plus sévères. La publication des journaux n'était pas libre ; aucun écrit ne pouvait être imprimé sans une autorisation royale. Toute infraction à cette prescription était sanctionnée par des peines très dures (Edits de 1551, de 1572, du 10 juillet 1624 ; Déclarations du 10 sept. 1565, du 16 avril 1571, du 11 mai 1612, du 10 juin 1659, du 12 mai 1717, du 10 mai 1728 ; Ordonnances de Moulins de février 1566, de janvier 1626 ; Règlements du 23 février 1723 et du 10 janvier 1767).

Avec un pareil régime, le nombre des journaux est nécessairement très limité, puisque, seuls, ceux qui sont favorables au Gouvernement poursuivent leur publication sans entrave. Avant la Révolution Française, on ne compte que quatre Journaux : la *Gazette de France*, fondée en 1631 par Théophraste Renaudot, avec la permission du Roi. Le privilège des publications périodiques fut accordé à Renaudot et à ses descendants par un Arrêté de février 1635. Ce fut l'unique journal politique que toléra la monarchie absolue. Cependant,

dix ans plus tard, un autre journal était fondé, le *Mercur*e *Français*, mais il fut surtout une feuille mondaine. Les deux autres publications avaient un caractère littéraire : c'était le *Journal des Savants* fondé par Denis de Sallo, Conseiller au Parlement de Paris et investi par Colbert, en 1685, du monopole de la presse littéraire ; puis le *Journal de Paris* ou *Poste du soir*, dont le premier numéro parut en 1777. Comme aucun citoyen n'avait le droit de divulguer sa pensée par la voie de la presse sans le contrôle du Roi, la censure royale avait bientôt fait de réprimer les écarts d'un « reporter » trop bien informé sur la chronique scandaleuse de la Cour, la moindre attaque l'exposait à un internement à la Bastille. Les inconvénients d'une oppression aussi intolérable furent dénoncés au XVIII^e siècle par les philosophes de l'Encyclopédie. De toutes parts, une réglementation plus libérale fut réclamée ; l'opinion des libéraux s'affirma d'abord au sein du Parlement de Paris ; elle allait bientôt être énergiquement formulée dans les Cahiers des Etats-Généraux de 1789.

Il n'y avait donc pas de juridiction compétente en matière de presse sous l'ancien régime ; l'arbitraire du pouvoir royal aboutissait à la suppression du journal des revues ou des livres, dès la moindre infraction.

Une condition tout opposée est appliquée à la presse par la Révolution : sans doute, la période intermédiaire ne s'est pas signalée par de grands progrès législatifs en cette matière ; mais on doit reconnaître que les hommes de cette époque ont eu le mérite d'affirmer le principe de la liberté de la presse, qui avait été vainement réclamée jusque-là. D'après l'art. 11

de la Déclaration des Droits de l'Homme « tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Siéyès avait montré combien la liberté de la presse était un droit précieux pour les citoyens : il déclarait que « dans tout espèce de travail, c'est la liberté de faire et la facilité du débit qui soutiennent, excitent et multiplient la production : ainsi, gêner mal à propos la liberté de la presse, ce serait anéantir une partie des lumières qui doivent faire la gloire et les richesses de votre postérité » (*Rapport du 20 janvier 1790, Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome XI, p. 259). Il en concluait que les lois ne devaient intervenir qu'en vue de réprimer les abus commis par la presse ; et le meilleur moyen de concilier la liberté avec l'ordre social lui paraissait être la compétence du jury en matière de délits de presse.

Cette idée fut acceptée, en effet, par la Révolution. Le jury était d'ailleurs l'une des institutions fondamentales proposées par le projet d'organisation judiciaire présenté le 22 déc. 1789. La loi du 25 sept. 1791 érige le jury en institution de droit commun pour les procès criminels. Avec l'établissement du jury, les droits des citoyens semblent accrus, puisque l'exercice du pouvoir judiciaire est enlevé au Roi et conféré au peuple. On se préoccupa de montrer spécialement l'utilité du jury en matière de presse : dans le Rapport que nous avons déjà cité, Siéyès, constatant que les délits de presse sont commis surtout dans les grandes villes, remarquait qu'il était facile d'y trouver des jurés instruits et impartiaux. Sous l'influence de ces idées, le Comité de Constitution déposa, le 20

janvier 1790, un projet spécial relatif à la Presse. D'après l'art. 35 de ce projet, l'instruction tout entière était faite verbalement. Le jury du jugement n'avait qu'à se prononcer sur la culpabilité de l'accusé (art. 44) ; mais l'effet de la loi proposée était limitée à deux ans (art. 1^{er}).

Avec la Constitution du 3 sept. 1791, la compétence du jury pour les délits de presse se trouve définitivement consacrée ; le jury devait déclarer : 1^o Si l'écrit incriminé était délictueux ; 2^o si l'inculpé était coupable. Le jury pouvait connaître également de l'action civile et de l'action criminelle (Titre III, chap. V, art. 18). Certains délits spéciaux, les délits de lèse-nation, étaient déférés à une Haute-Cour de justice nationale (Titre III, chap. V, art. 23). Mais le sens exact de ces mots « délits de lèse-nation » n'avait pas été précisé, malgré les réclamations de Cazalès, à la séance du 25 nov. 1789, et, en présence de l'imprécision de ces délits, les infractions relatives à la presse étaient, dans certains cas, de nature à y être comprises. Or, l'art. 23 de la Constitution de 1791 attribue la connaissance des délits de lèse-nation à une juridiction spéciale : la Haute-Cour nationale, composée de membres du Tribunal de Cassation et de hauts jurés. Elle était saisie par un décret du Corps Législatif. Puis, à la suite des événements du 10 août 1792, un tribunal criminel extraordinaire est constitué par l'Assemblée Législative pour juger les citoyens coupables d'avoir résisté à la Révolution (Décret du 11 août). Ce Tribunal est composé de jurés élus par le peuple : l'une des premières condamnations qu'il prononça fut portée contre un journaliste qui était accusé d'avoir publié

des écrits royalistes. Un autre Tribunal extraordinaire fut institué par le décret du 10 mars 1793 ; il avait pour mission de punir les entreprises contre-révolutionnaires, ainsi que tous les délits contre la légalité et la liberté. Dès lors, les délits de presse devenaient susceptibles d'être visés par la nouvelle loi ; et, en effet, le décret du 29 mars 1793 renvoyait devant le Tribunal révolutionnaire ceux qui, notamment, se rendraient coupables de délits de presse, par exemple, les auteurs ou les imprimeurs d'écrits tendant au rétablissement de la royauté ou à la dissolution de la Convention, ou conseillant le meurtre et le pillage, enfin, les colporteurs et les vendeurs d'écrits prohibés. C'était incontestablement une atteinte à la liberté de la presse ; mais on l'excusait en affirmant que ce principe n'était pas absolu, qu'il comportait toutes les dérogations nécessitées par le respect du régime nouveau. On constate, d'ailleurs, des contradictions chez les hommes politiques de l'époque : alors que le Tribunal révolutionnaire condamnait avec la dernière rigueur les auteurs d'articles qui blâmaient des mesures prises par le Gouvernement, la Convention n'hésitait pas à proclamer, dans la Déclaration des Droits de l'Homme du 27 mars 1793 (art. 7), que la liberté de la presse ne pouvait être interdite, suspendue ni limitée.

La rigueur et la partialité qui ont entaché la plupart des décisions rendues par le Tribunal révolutionnaire s'explique, si l'on réfléchit à la manière dont il était recruté. C'était moins des jurés que des agents de la Convention, dont les fonctions ne duraient qu'un temps très limité (elles devaient prendre fin le 1^{er} mai 1793 ; par la suite, elles furent prorogées d'un

mois). Ils étaient, en outre, dans l'obligation d'émettre leur vote à haute voix ; enfin, ils étaient élus par les sections de Paris, c'est-à-dire par des citoyens qui avaient déjà participé au grand mouvement populaire et qui étaient eux-mêmes ou des factieux ou des créatures de ces derniers. La mise en accusation était ordonnée par une Commission des 6 membres de la Convention (Décret du 10 mars 1793, art. 10). Le Décret du 11 avril de la même année donna une nouvelle facilité à l'accusateur public, et lui permit de faire comparaître devant le Tribunal révolutionnaire les personnes qui lui seraient dénoncées soit par les autorités, soit même par de simples particuliers.

Bientôt cette mesure est suivie par d'autres qui viennent supprimer les dernières garanties des accusés : d'après le Décret du 27 Germinal, le Tribunal révolutionnaire de Paris est seul compétent pour connaître des délits commis dans les départements ; le Décret du 22 Prairial décide que de simples preuves morales suppléent à la preuve par témoins, et permettent d'obtenir une condamnation (art. 13). Les accusés sont privés de défenseurs (art. 16) et une seule peine est infligée aux **condamnés** : la peine de mort. Les délits de presse, comme les autres, furent jugés par ce Tribunal, pendant la Terreur, et tout écrit qui contenait une allusion au rétablissement de la royauté ou à la dissolution de l'Assemblée exposait son auteur à cette répression impitoyable. Le même sort était réservé à ceux qui avaient parlé en termes injurieux des membres de la Convention, à ceux qui avaient copié, même sans les répandre, des écrits contre-révolutionnaires. Ce fut

cette juridiction qui prononça la peine de mort contre les publicistes les plus célèbres (Camille Desmoulins, André Chénier) : « La liberté ! le Tribunal la poursuivit sous toutes ses formes. Liberté de la presse : l'auteur était puni de mort, et l'on en était revenu à brûler les livres par la main du bourreau. Liberté de la parole : pas un délit dans toute la série de crimes imaginaires, justiciables du Tribunal, qui lui ait fourni plus de victimes. Liberté même de la pensée, entendue dans le sens étroit du sentiment le plus intime : témoin la peine de mort appliquée aux propos tenus dans l'ivresse » (Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, Titre II, Chap. XVIII). Et cependant toutes les Constitutions avaient posé en principe que le droit d'écrire et de publier sa pensée doit exister chez tout individu, la loi n'intervenant que pour fixer les responsabilités, c'est-à-dire pour réprimer les écarts de la liberté de la presse. Aussi sous l'empire des mesures draconiennes qui avaient été portées contre eux, les journaux réduisaient leur rôle à celui de serviteurs du pouvoir, et beaucoup cherchaient à se préserver contre les rigueurs des gouvernants en leur dénonçant des ennemis de la République.

L'avènement du Directoire marque la fin de ce régime de terreur ; cependant la presse est loin d'avoir obtenu la liberté absolue. Comme les précédentes, la Constitution de l'An III reconnaissait aux citoyens la liberté d'écrire. D'après l'art. 353, nul ne peut être empêché de dire, d'écrire, de publier sa pensée ; les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure avant leur publication, et enfin nul ne peut être responsable de ce qu'il a écrit ou publié, sauf dans les cas prévus par la loi.

Mais la liberté de la presse était menacée par l'art. 355, décidant que des mesures prohibitives seront appliquées si les circonstances l'exigent. En réalité, ces mesures prohibitives déguisaient le maintien de certaines dispositions des lois terroristes. La loi du 28 Germinal, An IV, défère au jury les auteurs d'écrits tendant au renversement du Gouvernement; d'autre part, les distributeurs, afficheurs, imprimeurs, qui refuseraient de faire connaître le nom de l'auteur, encourraient la peine de deux années de fers, et, en cas de récidive, la déportation. Un peu plus tard, l'Arrêté du 29 Nivôse, An VIII, décréta qu'aucun journal ne paraîtrait plus sans l'autorisation du Ministre de la Police. Tout article contraire au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou contenant des invectives contre les Gouvernements et les nations amies ou alliées de la République entraîne la suppression immédiate. Les procès étaient toujours déférés au jury.

Le Premier Empire n'a pas été davantage une période de liberté pour la presse. D'abord, à la fin du Consulat, les crimes les plus graves en matière de presse étaient déférés non pas au jury, mais à un Tribunal spécial, composé de trois militaires et de deux citoyens directement choisis par le Gouvernement; il en fut ainsi à partir de 1801 (*Cruppi, Napoléon et le Jury*). Cependant la Constitution impériale donnait un moyen de veiller au maintien de la liberté de la presse : le sénatusconsulte organique du 28 Floréal, An XII, avait créé une commission sénatoriale de la liberté de la presse, qui pouvait, avec l'assentiment du Sénat, déférer les Ministres à

la Haute-Cour Impériale (art. 64 et s. et 112). Mais les pouvoirs de cette commission restèrent à l'état de lettre morte, et, d'ailleurs, ses attributions ne paraissaient pas viser les journaux ni les périodiques. En réalité, la police contrôlait avec soin la publication de tous les écrits : elle imposait aux journaux des censeurs, que les propriétaires de ceux-ci étaient obligés de subventionner eux-mêmes. Le Décret du 5 février 1810 déclare qu' « il est défendu de rien écrire contre l'intérêt de l'Etat et contre l'Empereur ». D'autre part, le Gouvernement avait limitativement arrêté le nombre des publications quotidiennes autorisées, et il n'y en eut plus que quatre, à partir du 23 septembre 1811 : le *Moniteur*, le *Journal de Paris*, la *Gazette de France* et le *Journal de l'Empire*. Réglementés dans leur nombre, les journaux l'étaient également dans leur contenu : aux termes d'un Arrêté ministériel du 14 mars 1808, le *Mercur de France* devait être exclusivement consacré à la littérature française, les *Archives littéraires* à la littérature étrangère, le *Magasin Encyclopédique* aux sciences exactes le *Journal des Modes* ne pouvait publier que des articles du genre que son titre annonçait.

Les journalistes et les écrivains demeuraient d'ailleurs soumis aux juridictions ordinaires, car le Code pénal de 1810 ne rangeait pas les délits de presse dans une catégorie spéciale. La compétence, en cette matière, était attribuée, suivant les cas, tantôt aux tribunaux criminels et tantôt aux tribunaux correctionnels (Cf. art. 43 du décret du 5 février 1810, portant règlement sur l'imprimerie et sur la librairie). Les infractions de presse qualifiées crimes étaient déférées à la Cour d'Assises ;

il est vrai qu'elles étaient très peu nombreuses ; par suite, la compétence de la Cour d'Assises était tout exceptionnelle. Les Tribunaux correctionnels statuaient sur les simples délits de presse. Mais les procès de ce genre ont été peu nombreux sous le Premier Empire, car le Gouvernement avait à sa disposition des moyens bien plus efficaces qu'une action en justice ; la confiscation et la censure avaient été rétablies ; de plus, la profession d'imprimeur n'était pas libre, elle était devenue une profession brevetée et assermentée, une fonction gouvernementale (Décret du 5 février 1818). Il arriva même que l'Administration fut appelée à juger seule et en dernier ressort les délits de presse, car, malgré l'autorisation d'imprimer accordée par les censeurs, le Ministre de la police était investi du droit de saisir le journal et d'en ordonner la suspension ; le Conseil d'Etat statuait définitivement (art. 27 du décret de 1810). Il y a eu une application célèbre de cette disposition : M^{me} de Staël, dont le livre *l'Allemagne*, avait été accepté par les censeurs, vit son Ouvrage saisi et mis au pilon après la publication.

Un régime plus libéral ne devait apparaître que sous la Restauration à partir de 1814. La Déclaration du 2 mai reconnaissait la liberté de la presse et proclamait qu'elle serait respectée, sauf les précautions nécessaires à la sécurité publique. En outre, la Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 posait en règle, dans son article VIII, que « les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté. Mais l'Ordonnance royale du 14 du même mois continuait d'assu-

jettir à l'inspection de la police, à l'autorisation préalable et à la censure préventive les journalistes et leurs articles (Cf. la loi des 21 et 27 Oct. 1815). Comme par le passé, nul ne peut être imprimeur ou libraire, s'il n'est assermenté ou breveté. Le point intéressant de cette législation nouvelle de la Restauration, c'est qu'elle contient en germe pour la première fois la distinction des délits de presse contre les particuliers et des infractions de presse commises contre l'Etat et les fonctionnaires, car si les journalistes sont en règle avec le pouvoir, ils peuvent être poursuivis en responsabilité par les particuliers, désireux de réparer le préjudice que leur causent les attaques de la presse.

A son retour, en France, Napoléon fut obligé de consacrer, pendant les cent jours, les réformes libérales inaugurées par la Charte de 1814. L'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire dispose que « tout citoyen a le droit d'imprimer et de publier ses pensées en les signant, sans aucune censure préalable, sauf la responsabilité légale après la publication par jugement, par jurés, quand même il n'y aurait lieu qu'à l'application d'une peine correctionnelle » (art. 14).

La seconde Restauration ne tarda pas à revenir sur les progrès accomplis dans le sens de la liberté, et, en 1817, la censure préventive et l'autorisation préalable sont rétablies par les lois des 28 février et 30 décembre. Ces lois s'étaient heurtées à une assez vive opposition dans les deux Chambres ; l'opinion publique était encore impressionnée par le souvenir des Cours Prévotales, qui avaient fonctionné pendant quelque temps, à la suite de la loi du 27 décembre 1815. Ces juridic-

tions exceptionnelles jugeaient en dernier ressort, après une procédure rapide, les auteurs d'écrits séditeux, dans lesquels devait être rangés les écrits cherchant à affaiblir l'autorité du Roi (Loi du 9 nov. 1815). Une répression aussi sanglante avait amené un jugement défavorable de l'opinion publique et les esprits aspiraient maintenant à des garanties qu'ils espéraient trouver dans une juridiction nouvelle en matière de presse.

Dès la discussion de la loi en 1817, on proposa d'attribuer au jury la connaissance des délits de presse, dans le but d'appliquer un régime plus libéral. Le Gouvernement lui-même se rangea à l'avis de l'opinion publique ; il se montra favorable à l'émancipation de la presse et à la compétence du jury, considéré comme un moyen de poursuivre cette émancipation. » Quelque soin qu'apporte la loi pénale, soit à protéger les intérêts publics ou privés, soit à préserver la libre manifestation de la pensée contre l'abus de la répression, elle ne saurait atteindre ce double but qu'autant qu'une autre loi dictée par le même esprit offrira à tous sûreté dans la poursuite, impartialité dans le jugement » (*Exposé des motifs du deuxième projet*, par le Garde des Sceaux, M. de Serre, *Moniteur* du 25 mars 1819). Le Ministre de la Justice, de Serre, promoteur du projet, était, en effet, un adepte des idées libérales ; il acceptait les revendications formulées à cette époque par Benjamin Constant, Guizot, Etienne, en faveur de la liberté de la presse. Ce qui caractérise la législation de 1819, ce n'est pas à proprement parler une innovation radicale et absolue quant à la juridiction, c'est la consécration, dans tous les cas,

de la compétence du jury en matière de délits de presse, sauf l'exception portée dans l'article 14 de la loi du 26 mai 1819.

Trois projets de loi furent présentés aux Chambres, le 22 mars 1819 : le premier, relatif à la répression des crimes et des délits, commis par la voie de la presse, est devenu la loi du 17 mai 1819 ; le second, concernant la compétence des juridictions répressives et fixant la procédure à suivre dans la poursuite a été transformé en loi le 26 mai 1819 ; enfin, un troisième projet abolissait la censure pour les journaux et écrits périodiques et la remplaçait par le cautionnement, la désignation de deux éditeurs responsables et la formalité du dépôt, il est devenu la loi du 9 juin 1819. Ces trois lois présentent ce caractère commun qu'elles s'appuient sur ce même principe, formulé en ces termes par M. de Serre. « Il n'y a pas de délits particuliers de la presse ; mais quiconque fait usage de la presse est responsable, selon la loi commune, de tous les actes auxquels elle peut s'appliquer. ...La presse rentre, comme tout autre instrument d'action, dans le droit commun ; et, en y rentrant elle n'obtient aucune faveur qui lui soit propre ; elle ne rencontre aucune hostilité qui lui soit particulière ». Ce principe est resté le fondement même de la conception contemporaine de la liberté de la presse.

Il résulte de là que, dans l'esprit des législateurs de 1819, les délits commis par la voie de la presse ne devaient pas être rangés dans une catégorie particulière : ce qui les différenciait des délits de droit commun, ce n'était pas leur nature, c'était plutôt leur mode d'exécution. Cette idée engendrait cette conséquence que les délits de presse ne comportaient pas une

répression exceptionnelle. On leur appliquait cependant une juridiction qui dérogeait au droit commun, mais au nom de la liberté même et non pas en vue d'amener une répression plus rigoureuse. De droit commun, la compétence en cette matière aurait appartenu au Tribunal de simple police, au Tribunal correctionnel ou à la Cour d'Assises, suivant qu'il se serait agi d'une contravention, d'un délit ou d'un crime. Contrairement à ces règles normales, la Cour d'Assises était érigée, dans tous les cas, en juridiction compétente, sauf l'exception mentionnée plus haut. On avait, sans doute, élevé, dès cette époque, des objections quant à la compétence des jurés ; on soutenait qu'ils manqueraient des connaissances nécessaires pour se prononcer, et que, d'autre part, ils pourraient manquer de l'impartialité désirable. Dans un discours en date du 26 avril 1819, M. de Serre répondit que l'attribution aux jurés de la compétence criminelle en général les obligeait à émettre des appréciations bien plus délicates que pour les délits de presse ; quant aux magistrats, le désir de l'avancement et la crainte de déplaire au pouvoir étaient de nature à les rendre singulièrement plus suspects que les jurés. Le jury, pour M. de Serre, devait être compétent, parce qu'il représentait l'élite de la société ; il le considérait comme particulièrement qualifié pour réprimer les délits de cette nature ; il ne redoutait pas les acquittements systématiques, les représentants de la société devant être naturellement portés à punir sévèrement les atteintes dangereuses à l'ordre social. Dans l'exposé des motifs du projet de loi en date du 3 décembre 1821, qui était destinée à modifier la loi du 26 mai 1819, il

constatait que « la répression des délits de presse, par les arrêts rendus sur la déclaration du jury, a été proportionnellement égale à la répression, dans le même temps, de tous les autres crimes et délits. Mais voici ce qui doit surtout être remarqué : c'est que cette nouvelle attribution donnée au jury a plutôt accru qu'affaibli son autorité morale ». Ainsi se trouvait justifiée la disposition de l'art. 13 de la loi du 26 mai 1819 : « Les crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication seront renvoyés devant la Cour d'Assises ».

Toutefois, le principe érigeant la Cour d'Assises en juridiction de droit commun pour les délits de presse devait, d'après l'art. 14, recevoir certaines restrictions. Quelles seraient-elles ? A cet égard, plusieurs amendements avaient été proposés : M. Duvergier de Hauranne voulait n'attribuer à la Cour d'Assises que les délits de presse ne constituant pas une injure ou une diffamation. M. Dupont de l'Eure estimait que toute diffamation par les journaux contre les fonctionnaires ou contre les particuliers devait être déférée à la Cour d'Assises. Enfin, M. Jacquinot de Pampelune distinguait entre les crimes et les délits, les crimes demeurant de la compétence du jury, les délits lui étant attribués seulement s'ils ne consistaient pas en injures.

Le projet du Gouvernement réunit l'adhésion des Chambres ; il se trouve formulé dans l'art. 14 : « Les délits de diffamation verbale ou d'injure verbale contre toute personne, et ceux de diffamation ou d'injure par une voie de publication quelconque contre les particuliers seront jugés par les Tribunaux

de police correctionnelle, sauf les cas attribués aux Tribunaux de simple police ». Par suite, le jury est seul appelé à statuer sur les autres délits, savoir : la diffamation et l'injure écrites envers les fonctionnaires et tous les délits de presse ne constituant pas une injure ou une diffamation.

Il restait à déterminer la compétence territoriale de la Cour d'Assises ; le projet disposait d'abord que les poursuites ne pourraient avoir lieu que devant les juges du lieu du dépôt. On objecta que des poursuites pourraient être intentées à raison d'écrits publiés dans une ville éloignée de celle du dépôt ; et ainsi fut admise, à côté de la compétence de la Cour d'Assises du lieu du dépôt, celle de la Cour d'Assises de la résidence du prévenu. A défaut de dépôt la poursuite était portée devant cette dernière Cour, ou devant celle du lieu où l'écrit avait été saisi.

La poursuite avait lieu à la requête du Ministère public ou sur la plainte de la partie lésée (art. 1 à 15) ; l'art. 7 autorisait la saisie préalable, ordonnée par le Juge d'Instruction. C'était la procédure ordinaire qui était suivie devant le jury, sauf une règle particulière, relative à la preuve des faits diffamatoires (art. 20). Ce texte crée un délit nouveau : *la diffamation*, qui se caractérise par ce trait qu'il y a lieu à une poursuite pour diffamation, même quand le fait allégué est exact ; et, même alors, la preuve de ce fait sera interdite. On admet toutefois, que la preuve du fait diffamatoire serait autorisée dans deux cas : 1° Lorsque l'imputation serait dirigée contre des dépositaires ou des agents de l'autorité, ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public ; 2° Quand il

s'agirait de faits relatifs à leurs fonctions. Mais M. de Serre ne crut pas devoir admettre, à l'instar de la loi anglaise, la preuve du fait diffamatoire contre les simples particuliers.

M. de Serre aurait voulu compléter sa réforme libérale en matière de presse, par des mesures conçues dans le même esprit relativement à la formation du jury. Mais il quitta le Ministère, en 1821, sans avoir pu compléter son œuvre ; on a porté sur elle un jugement exact, en disant que « ces lois formaient un Code complet. Les bases sur lesquelles elles reposaient, et surtout les principes développés dans l'exposé des motifs, attestaient des vues larges et généreuses. Le respect, l'amour de la liberté, l'intelligence de ses conditions, s'y combinaient avec le désir sincère de donner des garanties à l'ordre public et à la société » (De Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, t. VII, ch. XLVIII).

Le régime libéral institué par les lois de 1819, ne devait pas être de longue durée ; grâce à la liberté dont jouissait la presse, les opinions purent se faire jour librement, des feuilles nouvelles apparurent, les partis politiques opposés reprirent la lutte ; l'agitation fut portée à son comble par l'assassinat du duc de Berry. Immédiatement, le Gouvernement proposa des mesures de répression. Tel était l'objet de trois projets de loi dont le premier modifiait le système électoral. le second suspendait la liberté individuelle, le troisième rétablissait la censure.

Ces projets suscitèrent de vives protestations à la Chambre des Députés. Cependant la censure n'en fut pas moins

rétablie par la loi du 31 mars 1820, et la conséquence fut la disparition de plusieurs journaux qui avaient mené une vive campagne contre le Gouvernement. La censure fut prorogée de nouveau par la loi du 26 juillet 1821.

Avec le Ministère Villèle, la presse continue d'être assujettie à des règles très strictes. La loi des 17 et 18 mars 1822 et du 25 août du même mois, conservent la censure, rétablissent l'autorisation préalable, et accordent aux tribunaux la faculté de suspendre et même de supprimer les journaux. Le législateur entend réprimer non seulement la rédaction de l'article, mais même l'esprit dans lequel il était conçu. C'est la création d'un délit nouveau, le *délit de tendance*. Jusquelà, les poursuites n'étaient possibles qu'à l'égard de délits de presse nettement caractérisés, où se retrouvaient tous les éléments exigés par la loi ; c'était le cas, par exemple, dans les lois de 1819, du délit d'offense publique commise contre la personne du Roi : si ce délit n'apparaissait pas nettement constitué, il n'y avait pas de sanction possible. Avec la loi de 1822, la répression devient beaucoup plus facile et, par là même, plus menaçante. Un journal pourra être l'objet d'une poursuite, à raison de la tendance que manifeste un certain nombre d'articles publiés par lui, alors même que chacun d'eux, envisagé isolément, ne serait pas de nature à comporter une sanction. C'était là une création des art. 15 et s. de la loi du 25 mars 1822. En outre, ces délits de tendance étaient jugés non plus par le jury, mais la Cour d'appel toutes chambres réunies. Il faut dire que la plupart des poursuites échouèrent devant la résistance de l'esprit juridique des ma-

gistrats de la Cour d'Appel. Des peines sévères étaient édictées contre ceux qui auraient excité à la haine ou au mépris du Roi, qui attaqueraient l'inviolabilité de sa personne, la religion et la charte. En pareil cas, la suspension du journal, d'abord temporaire, puis définitive, pouvait être prononcée par les Cours royales (art. 3 de la loi du 17 mars 1822. Telle fut la peine appliquée au *Courrier Français*, organe de Benjamin Constant.

D'autre part, au point de la compétence, les juridictions qui sont appelées à connaître des procès de presse sont complètement modifiées ; les délits de presse étaient jugés non plus par le jury, mais par les tribunaux correctionnels, et sur appel par les Chambres civiles et correctionnelles des Cours royales dont la réunion formait un tribunal d'exception, toujours prêt, suivant le mot célèbre, à rendre des services et non des arrêts (art. 17 de la loi du 25 mars). L'art. 15 de la même loi modifiait encore plus radicalement la compétence, en introduisant une règle nouvelle, imitée de la pratique anglaise : les Chambres étaient dotées du droit de juger les offenses qui leur étaient faites, et l'art. 7 considérait comme une offense le compte rendu infidèle des séances ; il suffisait, pour que la Chambre se saisit de l'affaire, d'une réclamation d'un de ses membres, dénonçant l'auteur de l'offense et demandant l'application des peines portées par le législateur. Des poursuites pouvaient, d'ailleurs, être autorisées dans ce cas conformément à la voie ordinaire ; c'était les peines normales qui pouvaient être édictées. La raison de l'attribution nouvelle ainsi conférée aux Chambres est facile à découvrir :

la plupart du temps, les Chambres avaient hésité jusque-là à accorder l'autorisation de poursuivre, parce qu'elles redoutaient que leur décision ne fut mal interprétée par l'opinion. En cas de condamnation de l'offenseur par le tribunal, on n'aurait pas manqué de dire que l'influence de la Chambre avait été la cause de cette rigueur ; au contraire, un jugement d'acquittement aurait été un véritable affront pour les représentants du pays, qui avaient réclamé la poursuite. On comprend, dès lors, que les Chambres hésitassent beaucoup à accorder l'autorisation de poursuivre. La loi du 25 mars 1822 avait ainsi suscité de vives critiques. —

Il y avait même au profit des cours et des tribunaux, une institution analogue à celle dont les membres des Chambres pouvaient se prévaloir ; les Cours et Tribunaux étaient investis du droit de juger eux-mêmes, le délit d'infidélité dans le compte rendu de leurs audiences (art. 16).

Nombreux furent alors les procès de presse ; les articles des journaux étaient soigneusement choisis par l'accusation, désireuse de constituer un dossier contenant une collection d'articles, susceptibles d'être incriminés et de nature à conduire son auteur devant les tribunaux. C'est le régime des lois de 1822, qui fut appliqué pendant toute la durée du Ministère de Villèle.

Avec le Ministère de Martignac, des idées plus libérales apparaissent ; ce Ministère fit déposer, le 17 avril 1828, par le Garde des Sceaux, Portalis, un projet qui contenait, dans l'exposé des motifs, l'intention certaine du Ministère, d'affranchir la presse de la censure et du régime du monopole.

Ce fut la loi du 18 juillet 1828 ; désormais, le droit de fonder un journal était reconnu à tout citoyen ; la censure facultative était supprimée ainsi que l'autorisation préalable, les délits de tendance et toute la rigueur de la prévention instituée par le nouveau Gouvernement. En outre, la loi de 1828 crée une institution nouvelle en matière de journalisme : les gérants responsables. Cette innovation provient de ce que la conception du journal n'est plus la même. Auparavant, le journal n'était envisagé que comme un instrument d'action ; en 1828, il se présente avec un autre caractère, celui d'une entreprise industrielle, d'une spéculation commerciale. Or, toutes les entreprises qui, dans le monde du commerce ou de l'industrie, peuvent intéresser l'ordre public, sont assujetties à des mesures de précaution qui doivent évidemment s'appliquer à l'établissement d'un journal. Les gérants responsables devaient signer chaque numéro publié, et, inculpés, le cas échéant, en qualité de complices, ils étaient poursuivis comme auteurs principaux, le délit consistant essentiellement dans la publication.

Dans toutes ces questions, il ne semble pas que le tribunal de simple police ait été jamais doté d'une large compétence ; on doit reconnaître cependant qu'il était qualifié pour juger les injures, n'ayant nullement le caractère d'imputation d'un vice déterminé et les diffamations ou injures qui n'étaient pas publiques.

En cas de récidive imputable au gérant, les magistrats pouvaient prononcer la suspension du journal, pour un temps qui ne pouvait excéder deux mois, ni être moindre de dix

jours. La loi de 1828 marquait incontestablement un progrès sur les précédentes ; elle fut cependant attaquée par les amis comme par les ennemis du Ministère : ces derniers la trouvaient trop modérée ; les libéraux prétendaient, au contraire, que le législateur accordait ainsi le minimum de liberté dû aux journalistes et que ceux-ci ne bénéficiaient aucunement d'une faveur. Mais avec les Ordonnances de 1830, nous assistons à un retour offensif de l'opinion publique, qui s'irrite contre les mesures de rigueur édictées par le Roi. Et, en effet, il n'est pas douteux que la liberté de la presse aurait vécu, si les fameuses Ordonnances avaient pu être appliquées. La nécessité de l'autorisation préalable était imposée de nouveau par la première des Ordonnances, celle du 26 juillet 1830 ; les deux autres prononçaient la dissolution de la Chambre des Députés et restreignaient le droit de vote. Alors éclata l'Insurrection ; trois journaux, le *Globe*, le *Temps* et le *National* refusèrent de se soumettre aux Ordonnances, et le peuple les soutint. Charles X rapporta ces Ordonnances ; mais il était trop tard.

Le Gouvernement de Juillet s'est montré beaucoup plus favorable que le précédent à la liberté de la presse. La charte constitutionnelle promulguée par Louis-Philippe, le 14 août 1830, proclame hautement la liberté de la presse, abolit la censure (art. 7), et promet de rétablir la compétence des jurés pour les délits de presse. Cette promesse fut tenue par loi du 8 oct. 1830, qui rend aux journaux leur indépendance et défère les délits de presse au jury. On se demanda alors s'il ne convenait pas d'attribuer au jury la connais-

sance aussi bien de la diffamation envers les particuliers que de la diffamation envers les fonctionnaires. Le duc de Broglie, qui était alors Ministre, se déclara un adepte convaincu de la conception qui avait inspiré la loi de 1819, et qui se traduisait par une distinction entre la diffamation publique et la diffamation privée : « Il importe à la liberté comme un Gouvernement, déclarait le Ministre, que ces dispositions tracent la ligne de démarcation entre la diffamation publique et la diffamation privée ». La juridiction des Chambres fut cependant conservée pour les injures qui leur étaient adressées. Ce fut ainsi qu'un journal, la « Tribune » fut condamné pour avoir traité la Chambre de prostituée. Le maintien de la juridiction exceptionnelle des Chambres, en matière de presse, était justifié par cette idée qu'il n'était pas de leur dignité de recourir au gouvernement pour se faire respecter ; et ainsi cette disposition emprunté à la législation de 1822 se trouva maintenue.

Si l'on veut caractériser la loi du 8 oct. 1830, on peut dire qu'elle contenait une grande distinction, entre les contraventions d'une part, ou infractions simplement matérielles, et celles qui supposaient une intention coupable (Gustave le Poittevin, *Traité de la Presse*, 1904, Tome III, n° 1324). La juridiction correctionnelle demeurait compétente pour connaître des premières ; les secondes seules étaient déférées au jury.

Toutefois, la Cour d'Assises ne pouvait juger : 1° les délits énumérés dans l'art. 14 de la loi du 26 mai 1819 ; 2° les délits d'offense envers les Chambres ou de compte rendus infidèles

et de mauvaise foi de leurs séances, ou des audiences des Cours ou Tribunaux, si les Chambres, Cours ou Tribunaux jugeaient à propos de réprimer eux-mêmes ces délits.

La compétence du jury fut étendue, ultérieurement, au delà de ces limites : ainsi, la loi du 10 déc. 1830 attribua au jury les délits suivants : 1° L'affichage de nouvelles politiques ; 2° la vente ou la distribution de faux extraits de journaux, jugements ou actes de l'autorité publique.

Cette législation présentait en définitive, un caractère libéral assez marqué, mais les passions politiques demeuraient vives et l'agitation continuelle porta le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures ; en 1835, plusieurs modifications à la loi de 1830 furent proposées ; elles avaient été déterminées par l'attentat de Fieschi, dont l'opinion générale rendait responsable la presse d'opposition. Toutefois, la juridiction du jury fut conservée et on n'alla pas jusqu'à rétablir la censure ; on voulait maintenir la liberté de la presse tout en cherchant, par des pénalités élevées, à anéantir la presse qui ne soutiendrait pas les principes de la monarchie constitutionnelle

Les trois lois du 9 sept. 1835, dont la première, seule, est relative à la compétence étaient destinées à mettre fin aux attaques constantes dirigées contre le Gouvernement ; elles donnèrent lieu à d'importants discours prononcés par Dupin, Dufaure, de Broglie, Duvergier de Hauranne, Guizot, Lamartine, Royer-Collard et Thiers. Les faits qualifiés « crimes » par la première loi du 9 sept. 1835, art. 1 et 2, étaient déférés à la Cour d'Assises ; il s'agissait des provocations, même non

suivies d'effet, aux crimes d'attentat, à la sûreté de l'Etat et de l'offense publique envers le Roi, lorsqu'elles avaient eu pour but d'exciter au mépris ou à la haine de sa personne et de son autorité constitutionnelle. Il était même possible de déférer le jugement de ces crimes à la Chambre des Pairs constituée en Cour de Justice. L'attaque contre le principe et la forme du Gouvernement établi par la charte de 1830 (art. 5) était assimilée aux attentats contre la sûreté de l'Etat et déférée, en vertu de l'art. 28, à la Chambre des Pairs. Ces dispositions avaient naturellement soulevé de vives protestations ; les adversaires du Gouvernement assimilaient la juridiction de la Chambre des Pairs aux juridictions d'exception, qui sont les instruments du pouvoir ; on redoutait l'empiètement de cette juridiction sur celle du jury : « Les délits les plus importants de la presse, transformés, déclarait Royer-Collard, sortent du jury et s'en vont clandestinement à la Chambre des Pairs » (*Discours du 25 août 1835 à la Chambre des Pairs ; De Barante, Vie politique de Royer-Collard, Tome II, p. 501*). Comment donc, parvenait-on à établir la compétence de la Chambre des Pairs ? On en trouve la justification dans un discours prononcé par M. Dupin au cours des travaux préparatoires des lois de 1835. En vertu de la charte 1830, la Chambre des Pairs ne pouvait connaître que des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'Etat. Or certains délits de presse vont être considérés comme des attentats à la sûreté de l'Etat. Il en sera ainsi de la provocation à certains crimes, de l'offense au roi excitant à la haine et au mépris de sa personne, de l'attaque contre la forme du Gouvernement établi par la

Charte de 1830. Désormais tous ces délits de presse vont être regardés comme des attentats à la sûreté de l'Etat et relevant de la compétence de la Chambre des Pairs. Cette conception était antijuridique et allait directement à l'encontre de l'art. 69 de la Charte de 1830, d'après lequel des lois séparées doivent déférer au jury les délits de presse et les délits politiques. Cette fallacieuse notion de l'attentat, élargie de manière à comprendre des délits qui n'en présentaient nullement le caractère, avait pour but de réduire la presse au silence par la perspective d'une répression d'autant plus rigoureuse et certaine qu'elle dépendait du Pouvoir. Enfin, pour la compétence en matière de délits, les règles antérieures, étaient maintenues.

En résumé, sous le régime des lois de 1835, six juridictions peuvent, suivant les cas, se trouver compétentes : 1° Compétence de la Chambre des Pairs pour les délits prévus par les art. 1, 2 et 3 de la loi du 9 sept. 1835; 2° compétence des Chambres pour les offenses qui leur étaient adressées, en vertu des art. 15 et 16 de la loi de 1822 et 3 de la loi du 8 oct. 1730; 3° compétence des Cours et Tribunaux pour la publication des comptes rendus inexacts, de leurs audiences (art. 16 de la loi de la loi de 1822, et 3 de la loi de 1830; 4° compétence des Cours d'Assise pour les délits prévus par l'art. 13 de la loi du 26 mai 1819, l'art. 1 de la loi de la loi du 8 oct. 1830, l'art. 1 de la loi du 29 nov. 1830, les art. 1 et 4 de la loi du 10 déc. 1330; 5° compétence des tribunaux correctionnels pour les délits prévus par les art. 14 de la loi du 26 Mai 1819 et 2 de la loi du 8 oct. 1830; enfin, 6° les tribunaux de simple

police jugeaient les contraventions. La presse fut soumise à cette législation jusqu'en 1848. Il importe de retenir qu'à un autre point de vue elle contenait des dispositions manifestement contraires à la liberté : le vote des jurés était secret et le nombre des voix nécessaires pour la condamnation était réduit de 8 à 7.

Avec le Gouvernement Provisoire, constitué en 1848 après la proclamation de la République, les lois de septembre 1835 furent immédiatement supprimées ; ce fut l'objet des Décrets des 6 et 12 mars 1848 ; le Gouvernement décida, en même temps, que les lois antérieures sur la presse auxquelles il n'aurait pas été dérogé par décrets reprendraient leurs effets jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'Assemblée Nationale. Comme conséquence de cette abrogation, le jury était rendu de nouveau compétent pour tous les délits commis par la voie de la presse ; il reprenait notamment la connaissance des délits de presse antérieurement déferés à la Chambre des Pairs ; d'autre part, était abolie la règle qui déclarait la simple majorité suffisante pour la condamnation. Le décret du 22 mars 1848 étend même la compétence de la Cour d'Assises ; d'après les art. 1 et 2 les tribunaux civils sont incompétents pour connaître des diffamations ou des attaques dirigées contre les fonctionnaires publics, et l'action civile ne peut plus être intentée séparément de l'action publique.

Enfin, la constitution républicaine du 4 novembre 1848 proclame la liberté de la presse ; elle garantit à tous les citoyens le droit de manifester leurs pensées par la voie des journaux et des écrits périodiques, ainsi que par tout autre moyen de

publication ; en aucun cas la presse ne peut être soumise à la censure ; la règle est posée que la connaissance de tous les délits commis par la voie de la presse appartient exclusivement au jury (art. 83). Cet article formulait, toutefois, une réserve relative aux délits de diffamation et d'injures commis envers les particuliers, et il décidait que pour ces infractions, la compétence serait déterminée par les lois organiques. La constitution, comme le décret précédent de 1848, réalisait une innovation importante en attribuant au jury le pouvoir de statuer également sur les dommages et intérêts réclamés pour faits ou délits de presse (art. 84). En apportant cette exception aux règles du droit commun, l'Assemblée Nationale manifestait nettement l'intention de donner au jury, représentant fidèle de l'opinion publique, le pouvoir exclusif de statuer sur la répression des délits de presse, ainsi que sur les réparations pécuniaires qu'ils pouvaient entraîner. Toutefois, sur la proposition de M. Valette, la question fut réservée de savoir à qui il appartiendrait de juger les délits de diffamation et d'injures envers les particuliers, ces délits étant provisoirement déferés aux tribunaux correctionnels.

Une extension notable de la compétence du jury résultait de la création de nouveaux délits, par le décret du 11 août 1848, qui punissait les attaques contre l'Assemblée Nationale, contre les institutions républicaines et la Constitution, contre le principe du suffrage universel, contre la liberté des cultes, et contre le principe de la propriété et des droits de la famille. Mais si la République, sous l'influence de l'enthousiasme des premiers moments, se montra décidée à abolir toute mesure

restrictive en matière de presse, elle ne tarda pas à revenir sur cette première direction, et il est permis d'affirmer que, par la suite, elle a restauré et même aggravé une législation oppressive (Chassan, *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, 2^e éd., 1851). Ce furent encore les événements politiques qui occasionnèrent un retour sur les libertés accordées. Dans l'exposé des motifs de la loi du 29 juillet 1849, le garde des sceaux fait allusion au « péril de la société qui frappe aujourd'hui tous les regards ; ce péril naît principalement de la déplorable impulsion que la presse a suivie depuis quelque temps. Les appels aux armes, les provocations à la violence ont remplacé la discussion ; le Gouvernement avait le droit de rechercher et de vous apporter les mesures qui doivent faire disparaître ces provocations » (Exposé des motifs du 25 juin 1849). En conséquence, la loi de 1849 punissait la provocation aux crimes et aux délits, la publication de pièces fausses, l'offense au Président de République ; elle rétablissait la peine de suspension qu'elle empruntait à la loi de 1828.

En même temps étaient établies de nouvelles règles quant à la procédure devant le jury : le droit de citation directe était donné au ministère public (art. 16), interdiction était portée de former une demande en renvoi ou de soulever un incident sur la procédure avant le tirage au sort des jurés (art. 18) ; autorisation était donnée au premier Président de former des Cours d'Assises extraordinaires dans l'intervalle des sessions (art. 22) ; en cas de jugement rendu par défaut, le délai pour former opposition était réduit à trois jours (art. 17). Ces me-

sures étaient justifiées, par l'exposé des motifs, de la manière suivante : « En matière de délits de presse, la répression doit nécessairement être prompte et pour ainsi dire instantanée, car l'un des éléments du délit est le péril de la provocation, et ce péril ne peut être apprécié qu'au moment même de la publication ». Peu après, la loi du 16 juillet 1850 élevait le cautionnement à 50.000 francs (art. 1^{er}, et rétablissait le droit de timbre, de manière à entraver la publication des feuilles politiques à bon marché. Tout article politique, philosophique ou religieux inséré dans un journal devait être signé, sous peine d'amende et de prison, prononcée contre l'auteur de l'article et l'éditeur responsable du journal.

Les mesures de défiance contre la presse furent accentuées dès le début du Second Empire ; les règles de compétence notamment furent profondément modifiées par les décrets des 31 décembre 1851, 17 et 25 février 1852. Le décret du 31 décembre 1851, art. 1^{er}, attribuait aux *tribunaux correctionnels la connaissance de tous les délits prévus par les lois sur la presse et commis au moyen de la parole* ; aux termes de l'art. 2, les tribunaux devaient connaître de ceux de ces délits qui avaient été commis antérieurement et qui n'étaient pas encore jugés contradictoirement. D'après l'art. 25 du 17 février 1852, étaient déférés aux tribunaux de police correctionnelle : 1^o Les délits commis par la presse ou tout autre moyen de publication mentionné dans l'art. 1^{er} du 18 mai 1816, et qui avaient été attribués par des lois antérieures à la compétence des Cours d'Assises ; 2^o les contraventions sur la presse prévues par les lois antérieures ; 3^o les délits et contraventions

prévus par ce décret. D'autre part, d'après le décret du 22 février 1852, tous les délits dont la connaissance était attribuée antérieurement aux Cours d'Assises et qui n'avaient pas été compris dans les décrets des 31 décembre 1851 et 17 février 1852, seraient jugés à l'avenir par les tribunaux correctionnels, sauf les cas pour lesquels il existait des dispositions spéciales à raison des fonctions ou de la qualité des inculpés. Dès lors, par application de l'art. 25 du décret du 17 février 1852, toutes les diffamations ou injures dirigées par la voie de la presse contre des particuliers, des fonctionnaires publics ou des corps constitués, sans distinction, devenaient de la compétence des tribunaux correctionnels. Mais, en l'absence de toute modification à la législation antérieure sur les injures qui ne contenaient pas l'imputation d'un vice déterminé et les injures ou diffamations non publiques, la compétence du juge de simple police était maintenue pour les faits de cette nature (lois du 17 mai 1819, art. 20, et du 26 mai 1819, art. 14). En outre, quiconque voulait fonder un journal ou écrit périodique traitant de questions politiques ou d'économie sociale, devait obtenir une autorisation préalable, qui devait être obtenue aussi pour le directeur personnellement, pour le directeur en chef, pour le gérant ; le cautionnement et le timbre sont augmentés. Une simple décision ministérielle (art. 32 du Décret du 17 février 1852) peut suspendre les journaux, pourvu, toutefois, qu'elle ait été précédée de deux avertissements ; un décret du Chef de l'Etat suffit pour les supprimer. Malheur aux journaux de l'opposition ! Une seule condamnation peut entraîner leur ruine, et, comme ce sont les tribu-

naux correctionnels qui connaissent de tous les délits de presse (art. 25), on comprend combien fragile était l'existence de ces journaux.

Ce système fut appliqué avec une grande rigueur pendant les 15 premières années de l'Empire, soit par les tribunaux correctionnels, soit par l'administration. Mais, vers les années 1860, un réveil des idées libérales se produisit; la liberté de la presse fut réclamée notamment par M. Thiers. Napoléon III se décida à faire des concessions et à placer la presse sous un régime plus favorable; ce fut l'objet de la loi du 11 mai 1868 qui supprime la nécessité de l'autorisation préalable, la suspension et la suppression des journaux par mesure administrative. Toutefois, la suspension ou la suppression peuvent encore être prononcées par les tribunaux (art. 11, 12 et 13). Enfin, le tribunal correctionnel conserve sa compétence de droit commun en matière de presse (art. 10). Il est dit, dans l'exposé des motifs, que le jury manquait de l'impartialité nécessaire pour connaître des délits de presse, qu'il était trop facilement accessible à la flatterie ou à la crainte (*Exposé des motifs de la loi*, le 13 mars 1867). De sorte que le rétablissement du jury ne fut pas proposé; un seul amendement tendit à une modification de compétence; il émanait de M. Berryer et il tendait à soustraire dans une certaine mesure, les tribunaux correctionnels à l'influence du pouvoir; il avait pour objet d'opérer, par la voie du tirage au sort, le roulement, pour la composition des chambres des cours et des tribunaux, droit qui appartenait jusque-là, en vertu du décret du 16 août 1859, au Président et au Ministère public. Mais cette proposi-

tion fut rejetée malgré les bonnes raisons, qui auraient dû la faire admettre. Le Décret du 16 août 1859 ne reconnaissait qu'au Président et au Procureur le droit d'établir le tableau de roulement. Les Chambres des Tribunaux n'avaient plus le droit de l'approuver, tout au plus celui de formuler des observations ! Avec un semblable procédé on pouvait composer les Chambres des tribunaux correctionnels avec des magistrats à toute épreuve, auxquels le Gouvernement pouvait demander toutes les condamnations. Le Procureur poursuivant un délit de presse choisissait en définitive les juges qui devaient être appelés à en connaître. La sixième Chambre du Tribunal correctionnel de la Seine se montra très dure pour les Journalistes. Antérieurement à ce décret du 16 août 1859 le pouvoir de faire passer successivement dans chaque Chambre d'un tribunal tous les vice-Présidents et tous les juges appartenant à une Commission, composée du Président, du vice-Président et du doyen d'âge. Le Procureur n'intervenait que pour faire connaître ses observations ; et les chambres assemblées du tribunal devaient approuver le tableau de roulement donné par la Commission. Le garde des sceaux n'intervenait que pour apaiser les désaccords intervenus entre la Commission et les chambres assemblées du tribunal. Ce système mettait obstacle aux influences politiques ou administratives.

Sous la troisième République, des mesures favorables à la presse furent immédiatement adoptées : deux décrets du Gouvernement de la Défense Nationale rendirent la liberté à l'accès de la profession d'imprimeur (décret du 10 septembre 1870) et la compétence du jury en matière de presse (décret du

27 octobre 1870). Il convient, d'ailleurs, de signaler que dès la fin de l'Empire, en 1870, un projet de loi rétablissant le jury avait été déposé par M. Emile Ollivier et voté par la Chambre. Ces décrets furent confirmés par la loi du 15 avril 1871 qui rétablit la Cour d'Assises comme juridiction de droit commun en matière de délits de presse (art. 1 et 2).

Toutefois la compétence des tribunaux correctionnels était conservée : 1° pour les délits d'outrages aux bonnes mœurs ; 2° pour les délits de diffamation et d'injures écrites contre les particuliers ; 3° pour les délits d'injure verbale contre toute personne ; 4° pour les infractions purement matérielles aux lois, décrets et règlements sur la presse. « L'esprit de la loi, s'écriait M. Giraud, c'est de soumettre au jury seulement les délits de presse ayant un caractère politique » (Séance de l'Assemblée Nationale du 14 avril 1871). Dès cette époque, on avait pensé attribuer la connaissance de cette catégorie d'infractions à un jury spécial ; mais cette conception avait été écartée en raison de l'impopularité des juridictions exceptionnelles (Cf. le Rapport de M. de Broglie, du 10 avril 1871). Peu après, fut votée la loi du 21 novembre 1872, encore en vigueur, sur la composition du jury, et qui considère le droit d'être juré, moins comme une conséquence du droit de vote que comme une fonction publique (Rapport de M. Alb. Desjardins du 5 juillet 1872). Avec le système nouveau du recrutement du jury, celui-ci était choisi par les Commissions cantonales, puis par la Commission du chef-lieu du Département, parmi des hommes indépendants et instruits. C'était, semble-t-il, donner une garantie de plus aux justiciables et augmenter

la valeur des décisions rendues par le jury. Cependant la compétence du jury en matière de presse allait bientôt être restreinte. La loi du 29 décembre 1875, tout en conservant la juridiction du jury, lui enlevait la connaissance d'un nombre considérable de délits de presse ; cette loi était présentée non pas comme ayant un caractère définitif, destinée à fixer les principes applicables en matière de presse ; on la justifiait surtout par des raisons d'urgence ; elle n'en apportait pas moins de telles restrictions à la compétence du jury que les tribunaux correctionnels redevenaient presque la juridiction de droit commun en matière de délits de presse. En effet, ils étaient appelés à juger, indépendamment des délits prévus par l'art. 2 de la loi du 15 avril 1871 : 1° les délits de diffamation, d'outrage et d'injure publique commis contre des fonctionnaires publics ou des corps constitués ; 2° les délits d'offense envers le Président de la République ou l'une des deux Chambres, ou envers un souverain étranger ; 3° tous les délits de publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers ; 4° le délit de provocation suivie ou non d'effet à commettre un délit ; 5° le délit d'apologie de faits qualifiés crimes par la loi ; 6° le délit de cris séditieux proférés en public. Un tel nombre d'exception était ainsi prévu que la compétence du tribunal correctionnel devenait en pratique la règle (Cf. Le Poittevin, n° 1327).

Que restait-il donc au jury ? Une fonction très vague et en tout cas très limitée ; l'exposé des motifs de la loi de 1875 nous renseigne à cet égard de la manière suivante : « Si, dans la cri-

tique qu'il fait des actes du Gouvernement ou dans une discussion d'idée ou de principes, l'écrivain dépasse les limites d'un débat consciencieux et honnête, c'est au jury qu'il appartiendra de l'arrêter ; mais, à côté de ces attaques purement politiques, il y en a d'autres qui, n'ayant pas le même caractère, peuvent et doivent être soumises à une autre juridiction. »

La loi de 1875 présentait un caractère rétrograde indiscutable ; aussi l'abrogation en fut vite demandée, notamment par Jules Ferry, Spuller et Lisbonne, en 1876 ; une Commission fut élue en vue d'élaborer une nouvelle codification ; mais elle fut arrêtée dans ses travaux par la dissolution de la Chambre. Le 15 décembre 1877, deux nouvelles propositions furent proposées : l'une de M. Cunéo d'Ornano, l'autre par MM. Seignobos et Boissy d'Anglas. La première abrogeait la loi de 1875 ; la seconde abrogeait le titre III seulement de cette loi. Ces deux propositions furent prises en considération, ainsi qu'une troisième émanant de M. Naguet et demandant la suppression de diverses lois restrictives de la liberté de la presse. Toutes ces propositions furent renvoyées à une Commission de 22 membres ; elle elabora un projet qui fut présenté à la Chambre, le 5 juillet 1880 par M. Lisbonne. Adoptée par la Chambre, le 17 février 1881, la loi fut définitivement votée le 25 juillet de la même année.

CHAPITRE II

LA JURIDICTION EN MATIÈRE DE PRESSE D'APRÈS LA LOI DU 29 JUILLET 1881

La loi du 9 juillet 1881, a abrogé tous les textes antérieurs, elle constitue une réglementation nouvelle du droit d'écrire et de publier sa pensée. D'après les déclarations mêmes du Rapporteur, M. Lisbonne, le but poursuivi a été de substituer une loi complète, unique, aux bigarrures législatives de cette partie de notre droit public. Aussi la loi de 1881, reçoit-elle souvent la dénomination de « Code de la Presse ». En ce qui concerne la compétence, elle a érigé la Cour d'Assises en juridiction de droit commun pour les délits de presse : telle est la règle posée par l'art. 45 : « Nous adoptons, a déclaré M. Lisbonne à la Chambre, comme juridiction de règle générale la Cour d'Assises, nous bornant à spécialiser les exceptions ; le jury devient donc en quelque sorte juge d'attribution en matière de délits commis par la presse ou par la parole. Ce système procède d'un principe au lieu d'une classifica-

tion... Il constitue une dérogation des plus libérales au droit commun en matière de compétence, et l'une des améliorations les plus larges des règles des juridictions » (Séance de la Chambre des Députés du 15 février 1881).

Mais malgré l'étendue de la compétence de la Cour d'Assises, le Tribunal Correctionnel et le Tribunal de simple police sont appelés aussi à connaître des infractions de presse, de sorte que, pour plus de clarté, nous étudierons brièvement, dans trois paragraphes, les règles de compétence concernant chacune de ces juridictions.

I. *Jurisdiction de la Cour d'Assises.* — Elle est relative :

1° — Aux crimes et délits de provocation prévus par les articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881 ;

2° Aux offenses commises envers le Président de la République (art. 26) ;

3° Au délit de publication ou de reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées ou falsifiées, ou mensongèrement attribuées à des tiers ;

4° Aux outrages aux bonnes mœurs commis par le livre, par des discours ou des cris (art. 28, § 1) ;

5° A la diffamation et à l'injure publique commise envers des corps constitués, envers des membres du Ministère ou des Chambres, des fonctionnaires publics, des dépositaires ou agents de l'autorité publique, des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, des jurés ou des témoins (art. 30, 31 et 33, § 1).

D'une manière générale, toutes les fois qu'un texte spécial ne vient pas apporter une exception à la règle de compétence

qui est posée en principe, la Cour d'Assises est qualifiée pour connaître de l'infraction de presse, quelle que soit sa nature ou la peine encourue. De plus, tout délit nouveau qui tomberait sous l'empire de la loi sur la liberté de la presse, serait, à défaut d'indication particulière, soumis à la compétence de la Cour d'Assises.

Les crimes et délits dont connaissent les Cours d'Assises peuvent être rangés en trois grandes catégories :

1° *Provocation aux crimes et délits* ;

2° *Délits contre la chose publique* ;

3° *Délits contre les personnes* ; les délits contre les chefs d'Etats et agents diplomatiques étrangers ont été déférés aux tribunaux correctionnels par la loi du 16 mars 1393.

PREMIER GROUPE : *Provocation aux crimes et délits suivie d'effet.*

Sous cette rubrique, un certain nombre de faits peuvent être classés qui tous sont déférés au jury.

1° C'est d'abord la provocation par discours, cris, menaces ou écrits, à commettre une action qualifiée crime ou délit, si cette provocation a été suivie d'effet (art. 23). Il faut, aux termes de l'art. 23, qu'il y ait eu provocation à commettre une action qualifiée crime ou délit « soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit

par des placards ou affiches exposés aux regards du public ». Les provocateurs sont alors punis comme complices, et toujours justiciables du jury. Est encore déléguée au jury :

2° La provocation à commettre les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, ou l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat, quand même la provocation n'aurait pas été suivie d'effet (art. 24, § 1). La provocation dont il s'agit était déjà déléguée par le Code pénal à la Cour d'assises, lorsqu'il s'agissait de crimes contre la sûreté de l'Etat. La loi de 1881 a édicté contre ces délits des peines correctionnelles, mais que le jury est appelé à prononcer. Toutefois, la compétence de la Cour d'assises peut ici disparaître, lorsqu'il s'agit d'attentats commis contre la sûreté de l'Etat : en vertu de l'article 12, p. 2 de la loi du 16 juillet 1875, le Sénat peut être constitué en Haute-Cour de Justice par un décret du Président de la République, rendu en Conseil des Ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat contre la sûreté de l'Etat. Il y a là une règle constitutionnelle à laquelle la loi de 1881 n'a pu apporter aucune modification.

3° La provocation aux crimes et aux délits comprend encore la provocation adressée aux militaires en vue de les détourner de leurs devoirs (art. 25). La Cour d'assises est alors compétente aussi bien en vertu de l'art. 25 de la loi de 1881 que de l'art. 76 du Code de Justice militaire du 9 juin 1857, aux termes duquel « lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous

les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux ordinaires.

4° Ne tombaient pas sous l'abrogation prononcée par l'art. 68 de la loi du 29 juillet 1881 les articles 201 à 206 du Code pénal, qui punissaient les critiques, censures ou provocations dirigées contre l'Autorité publique dans un discours ou écrit *pastoraux*. Ces articles et suivants du Code pénal sont désormais abrogés par l'art. 44 de la loi du 9 décembre 1905, mais les articles 34 et 35 de cette loi ont, dans une certaine mesure, pour objet de les remplacer. Les articles 34 et 35, en effet, consistent, le premier, dans les outrages et diffamations envers un citoyen chargé d'un service public ; le second, dans une provocation à la résistance aux lois. A. — Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 34 les conditions suivantes doivent se trouver réunies : a) que l'outrage ou la diffamation aient été commis dans les lieux où s'exerce le culte ; b) qu'ils aient été commis publiquement ; c) qu'ils aient été commis par discours prononcés, par lectures faites, par écrits distribués ou par affiches opposées ; d) qu'ils aient commis envers un citoyen chargé d'un service public. Il y a dans ces conditions, délit passible de peines correctionnelles ; et la preuve des imputations calomnieuses peut être administrée devant le Tribunal correctionnel par dérogation à l'art. 45 de la loi du 19 juillet 1881 qui, en cette matière, attribue compétence à la Cour d'Assises. Par suite, le ministre du culte aura la faculté de montrer la vérité des faits qu'il a avancés, et, s'il réussit, il bénéficiera d'un acquittement. Le principal argument en faveur de cette dérogation « c'est, a dit au Sénat M. Maxime

Leconte, rapporteur, qu'il importe que l'agitation causée par la faute du ministre du culte cesse le plus tôt possible. On ne trouverait pas dans l'institution du jury le moyen d'avoir une justice, prompte, rapide comme il est nécessaire » (*J. O. S.*, 1684). *B.* — Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 35 les quatre conditions suivantes doivent se trouver réunies : *a*) il faut un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement ; *b*) il faut que le discours ait été prononcé et l'écrit affiché ou distribué par le ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions ; *c*) il faut que le discours ou l'écrit contienne « une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique ou qu'il tende à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres ; *d*) il faut que la provocation ait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile. Quelle juridiction sera compétente pour connaître de ce délit ? Il semble qu'ici nous rentrons dans le droit commun, attendu que le délit, dont il s'agit, est prévu d'une manière générale par l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881, qui attribue à la Cour d'Assises la connaissance de toutes infactions ayant pour objet la provocation aux crimes et délits par discours, écrits ou affiches.

Enfin, 5° les provocations aux attroupements ou rassemblements constituent un délit que la loi de 1881 n'a pas effacé et qui est déféré au jury par trois lois : *a*) la loi du 24 mai 1834 (art. 9) ; « seront punis de la détention... ceux qui auront empêché, à l'aide de menaces ou violences, la convocation ou la réunion de la force publique, ou qui auront provoqué ou facilité le rassemblement des insurgés, soit par les distribu-

tions d'ordres ou de proclamations, soit par le port des drapeaux ou autres signes de ralliement, soit par tout autre moyen d'appel » ; b) la loi du 7 juin 1848, confirmée par celle du 22 juillet 1879 (art. 8) ; l'art. 6 de la loi de 1848 prévoit « toute provocation directe à un attroupement, armé ou non armé, par des discours proférés publiquement et par des écrits ou des imprimés affichés ou distribués ; enfin c) la loi du 15 juillet 1845, sur la police des chemins de fer, punit de la peine de la réclusion ou des travaux forcés les « chefs, auteurs, instigateurs ou provocateurs » de réunions séditieuses, avec rébellion et pillage, dans lesquelles on aura volontairement détruit ou dégradé une voie de fer, ou entravé la marche des convois par un moyen quelconque. Il ne s'agit pas ici d'une provocation nécessairement directe, comme celle réprimée par l'art. 23 de la loi de 1881, et les provocateurs seraient justiciables de la Cour d'Assises, alors même que la réunion séditieuse n'aurait pas abouti à une destruction partielle ou totale de la voie ferrée.

DEUXIÈME GROUPE : *Délits contre la chose publique.*

Les délits qui, figurant sous cette rubrique, sont déférés à la Cour d'Assises, comprennent : 1° Les cris ou chants séditieux proférés dans les lieux et réunions publiques (art. 24, 2° ; 2° l'offense envers le Président de la République, dans les termes prévus par les art. 23 et 28 (art. 26) ; 3° la publication ou la reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabri-

quées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers (art. 27) ; 4° L'outrage aux bonnes mœurs par l'un des moyens énoncés à l'art. 23, c'est-à-dire commis par le livre, par des discours ou des cris (art. 28, § 1).

1° *Cris ou chants séditieux* (art. 24, § 2). — Ce délit était déjà défini dans les termes suivants par la loi du 11 nov. 1815, (art. 5) : « Sont déclarés séditieux tous cris, tous discours proférés dans les lieux publics ou destinés à des réunions de citoyens... toutes les fois que, par ces cris, ces discours, ...on aura tenté d'affaiblir, par des calomnies ou des injures, le respect dû à la personne du Roi, ou à la personne des membres de sa famille, ou que l'on aura invoqué le nom de l'usurpateur ou d'un individu de sa famille, ou de tout autre chef de rébellion ». La loi en 1881 tout en appropriant la rédaction du texte aux circonstances nouvelles, punit le même délit dans l'art. 24, § 2 et elle en a même étendu la définition ; il appartiendra aux juges d'apprécier dans chaque affaire si les cris ou chants dont la répression est poursuivie présentent un caractère séditieux ; il est certain, en tout cas, que ce caractère doit être attribué à d'autres cris ou chants que ceux équivalant à une provocation.

Au cours des travaux préparatoires, on proposa de déférer le délit dont il s'agit aux tribunaux correctionnels. Mais, à la seconde délibération, la Commission se prononça avec raison en faveur du jury, et l'art. 45 fut rédigé conformément à ces indications. En faveur de la compétence du jury, la Commission fit valoir que les faits prévus par la loi étaient des plus vagues ; dès lors, il était à craindre que l'appréciation formulée

par les magistrats ne parut arbitraire à l'opinion publique ; le jury, au contraire, étant indépendant du pouvoir, son verdict prêtera à moins de suspicion.

Pour que la Cour d'Assises soit compétente, il faut que les cris ou chants séditieux aient été (proférés, — dans des lieux ou des réunions publics), on serait amené à constater qu'il y a injure non publique à un particulier ou à un fonctionnaire suivant les cas (Code pénal, art. 471, n° 11) ou même qu'il y a simplement tapage injurieux ou nocturne, puni par l'art. 479, n° 8 ; et, dans ces hypothèses à poursuite ne pourrait être intentée que devant le tribunal de simple police.

Pour établir la distinction entre les infractions attribuées à la Cour d'assises et les autres, il faudra évidemment tenir compte des circonstances dans lesquelles les chants ou les cris auront été proférés, rechercher, notamment, s'ils ont eu pour but de provoquer ou d'encourager la résistance aux ordres de l'autorité. La Cour de cassation pourra, d'ailleurs, exercer son contrôle sur ce point, et examiner si la nature de l'infraction a été exactement déterminée.

2° *Offense au Président de la République* (art. 26). — Une tradition constante est fixée en ce sens que les lois sur la presse doivent contenir des dispositions relatives au délit d'offense envers le Chef de l'Etat. D'après la loi du 10 juin 1853, ce délit rentrait dans la même catégorie que les attentats dirigés contre la personne de l'Empereur. Il fut soumis ensuite à des juridictions variables suivant les époques. En 1871, la Cour d'Assises redevint compétente pour connaître de cette infraction ; les tribunaux correctionnels lui succédèrent en 1875.

Lors de la préparation de la loi de 1881, la répression de ce délit donna lieu à de vives controverses ; certains publicistes, notamment M. Madier de Montjau, soutinrent qu'édicter des peines contre les outrages au président de la République c'était commettre une sorte d'anachronisme, recourir aux rigueurs familières à la monarchie absolue, et ressusciter en quelque sorte le crime de lèse majesté. Mais la Chambre des Députés écarta cette argumentation, et elle rétablit le délit d'outrage au Président de la République.

Seulement la question fut posée, en 1881, de savoir s'il ne valait pas mieux décider que la juridiction compétente serait le tribunal correctionnel plutôt que le jury. M. Lisbonne se déclara partisan du tribunal correctionnel ; il invoquait, à l'appui de son opinion, « l'irresponsabilité du chef de l'Etat, l'inadmissibilité de la preuve des faits outrageants, la nécessité d'une décision rapide » (Rapport, p. 130). Cependant cet avis ne prévalut pas et la juridiction du jury fut préférée. Au Sénat, une légère modification fut apportée à la rédaction primitive : le mot *offense* fut substitué au mot *outrage*.

« L'offense, disait M. Pelletan, Rapporteur, est le terme consacré ; il est dès lors mieux approprié à la situation exceptionnelle du chef de l'Etat » (Rapport, p. 15). Mais, pour que l'auteur d'une offense au Président de la République soit justiciable de la Cour d'Assises, il faut qu'il ait commis son délit soit par discours, écrits, imprimés rendus publics dans des conditions déterminées (art. 53), soit par une publicité d'une certaine notoriété, à l'aide de moyens tels que la mise en vente, la distribution ou l'exposition de dessins, gravures,

peintures, emblèmes ou images. D'ailleurs, toute offense publique commise vis-à-vis du Président de la République ne serait pas nécessairement déférée au jury. La Cour d'Assises n'est compétente que si l'infraction réunit les caractères spécifiés par les art. 23 et 28. Mais les offenses publiques commises envers le Chef de l'Etat d'une autre manière, notamment par gestes, seraient réprimées par le tribunal correctionnel (art. 86, 10).

3° Publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsqu'elle aura troublé la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi (art. 27). — C'est là encore un délit qui, depuis une longue tradition, figure parmi les infractions de presse : le fait de publier des nouvelles tendant à alarmer des citoyens était déjà prévu par la loi du 9 novembre 1815 (art. 8), et par la loi du 10 décembre 1830 (art. 6). Le législateur alla même plus loin sous le Second Empire, et il réprima les fausses nouvelles publiées même de bonne foi et qui n'avaient pas pour objectif de troubler la paix publique. Mais l'exigence de la mauvaise foi a été rétablie avec raison par la loi de 1881 ; c'est à juste titre également que le législateur de 1881 a subordonné la répression à la circonstance qu'un trouble a été apporté à la paix publique. Pour apprécier ces divers éléments, le jury semble tout désigné : « Il est manifeste, déclare M. Lisbonne, que les douze jurés venus de tous les points du département sont les meilleurs appréciateurs de ce second, mais essentiel élément du délit. Ils sauront mieux qu'aucune de ces compagnies judiciaires vivant dans une retraite aus-

tière et l'isolement de l'étude, si la paix publique a été troublée par la publication prétendue délictueuse » (Rapport, p. 127). Les éléments du délit justiciable de la Cour d'assises sont au nombre de deux : publication de fausses nouvelles, — en vue de troubler la paix publique. Si en fait la publication des nouvelles fausses n'avait nullement troublé la paix publique, la poursuite serait portée devant le Tribunal correctionnel. Il y a toutefois un délit de fausse nouvelle, qui ne comporte pas la même sanction ; c'est celui que prévient les art. 419 et 420 du Code pénal. D'après ces textes, il appartient aux Tribunaux correctionnels de juger « tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, en auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, au-dessus ou au-dessous du prix qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce ». On est, donc, ici en présence d'un délit de droit commun et sa nature ne se transformerait en délit de presse que si ces manœuvres avaient occasionné un trouble à la sécurité publique. Les juges du tribunal correctionnel seraient également appelés à statuer sur le cas de ceux « qui, à l'aide de fausses nouvelles, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs de s'abstenir de voter » ; mais à la condition que les manœuvres dont il s'agit n'aient suscité aucun trouble. Si ces fausses nouvelles avaient causé une agitation, par exemple, entravé le droit de vote, la Cour d'assises serait seule compétente. De même, la publication de fausses pièces attribuées mensongèrement à un tiers constituent bien une infraction,

mais en principe c'est le tribunal correctionnel qui sera appelé à sévir ; le délit ne serait délégué à la Cour d'assises que si des désordres avaient éclaté à la suite de la publication.

Il suffira enfin de rappeler que les actes de la procédure criminelle ne peuvent être communiqués aux journaux, en raison de leur caractère confidentiel. Toute contravention à cette prohibition serait jugée par le tribunal correctionnel (Loi de 1881, art. 45). La juridiction de la Cour d'assises ne reprendra son empire que si la publication a eu lieu de mauvaise foi, et, en second lieu, s'il en est résulté un trouble pour la paix publique.

4° *Outrage aux bonnes mœurs par l'un des moyens spécifiés dans l'art. 23, art. 28.* — 1° On a fait valoir, lors de la préparation à l'art. 23, que « le jury n'a jamais encouru, en matière d'attentat aux mœurs, le reproche d'indulgence ou de faiblesse ; pourquoi ne serait-il pas juge de l'outrage aux bonnes mœurs ? » (Rapport, p. 127). Cependant, lors de la loi, on se prononça à diverses reprises, en faveur du tribunal correctionnel, parce que les délits, dont il s'agissait, étaient extrêmement nombreux, surtout quand ils sont commis par le dessin ou par l'image, et, renvoyer des affaires de ce genre devant la Cour d'Assises, c'est rendre la répression presque impossible (Séance du 16 juillet 1881, *J. O.* du 17). En 1871, M. Dufaure avait fait valoir les raisons suivantes : « Tous ceux qui ont l'habitude d'être poursuivis devant le jury savent que, dans ces cas, quand le délit consiste dans des gravures et dans des dessins obscènes, le danger du procès est au moins aussi grand que celui du poursuivi ; il faut, dans

ce délit, produire les preuves ; ces infâmes gravures, qui ne devraient passer sous les yeux de personne, passent entre les mains du défenseur sous les yeux du jury ; une puérile curiosité les fait répandre dans l'audience ; elles deviennent plus publiques qu'elles ne l'étaient auparavant. » (Dufaure, Séance du 14 avril 1871, *J. O.* du 15). Néanmoins la compétence a été attribuée à la Cour d'assises. Le délit est constitué par l'écriture ; le dessin n'en forme que le complément et l'explication.

TROISIÈME GROUPE : *Délits de presse contre les personnes.*

Les délits de presse rangés dans cette catégorie comprennent : la diffamation publique envers les corps constitués (art. 30) ; l'injure publique envers les corps constitués (art. 33, 1^o) ; la diffamation publique envers les fonctionnaires publics et les autres personnes désignées dans l'art. 31 ; l'injure publique envers les fonctionnaires (art. 33, 1^o).

1^o *Diffamation publique envers les corps constitués.* — L'art. 30 réprime la diffamation commise par l'un des moyens énoncés à l'art. 23 et à l'art. 28, envers les Cours, les Tribunaux, les Armées de Terre ou de Mer, les Corps constitués et les Administrations publiques, et l'art. 29 définit la diffamation « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé ». Dès lors que la diffamation est commise par l'un des moyens prévus aux art. 23 et 28, et

envers l'une des personnes mentionnées par l'art. 30, la compétence de la Cour d'Assises est indiscutable. Mais, si la personne diffamée est un simple particulier (art. 32), seul le Tribunal correctionnel pourra en connaître (art. 45, 2^o).

Il faut ranger parmi les simples particuliers toutes les personnes morales qui agissent dans un intérêt privé, comme les Sociétés, les Clubs, les Cercles, etc.

Ainsi, au point de vue de la juridiction compétente, il y a lieu de formuler une grande distinction entre les simples particuliers, d'une part, et, d'autre part, les corps constitués que vise l'art. 30. Ces corps constitués sont :

A) Les Cours ou Tribunaux, ce qui comprend les Tribunaux, de tous les degrés, depuis le Tribunal de simple police jusqu'à la Cour de cassation. Quel que soit l'écrit qui contient la diffamation, le jury est seul compétent.

Ainsi ont disparu les dispositions de la loi de 1822, qui déféraient à chaque Cour ou Tribunal le délit de compte rendu infidèle de ses audiences. Les comptes rendus seront inattaquables, du moment qu'ils seront fidèles ou de bonne foi.

B) Les armées de terre ou de mer.

C) Les corps constitués. Il s'agit des corps qui détiennent une portion quelconque de l'autorité publique, tels que les Conseils généraux, les Conseils d'arrondissement, les Conseils municipaux, etc.

Parmi les corps constitués, il en est qui ont donné lieu à des difficultés, en ce qui concerne les diffamations commises envers ces Corps : c'est le Sénat et la Chambre des Députés. Les Chambres ont exercé jadis une compétence spéciale à ce

point de vue. Il en était ainsi sous la loi du 25 mars 1822 dont les art. 15 et 16 sont ainsi conçus : « Dans le cas d'offense envers les Chambres ou l'une d'elles par l'un des moyens énoncés en la loi du 17 mai 1819, la Chambre offensée, sur la simple réclamation de l'un de ses membres, pourra, si mieux elle l'aime, autoriser les poursuites par la voie ordinaire, ordonner que le prévenu sera traduit à sa barre ; après qu'il aura été entendu ou dûment appelé, elle le condamnera, s'il y a lieu, aux peines portées par les lois ; sa décision sera exécutée sur l'ordre du Président de la Chambre. » Puis, d'après l'art. 16. « Les Chambres appliqueront elles-mêmes, conformément à l'article précédent, les dispositions de l'art. 7 relatives aux comptes rendus par les journaux de leurs séances ». L'art. 7 punissait d'une amende de 1.000 à 6.000 francs, l'infidélité ou la mauvaise foi par les journaux ou les écrits périodiques dans le compte rendu des séances des Chambres, et des audiences des Cours ou Tribunaux. La peine appliquée était même l'emprisonnement d'un an à trois ans, en cas de récidive ou de caractère offensant du comptes rendu.

Ainsi ces textes laissaient aux Chambres la faculté soit de juger elles-mêmes le délit, soit de le renvoyer au tribunaux ; l'offense était dénoncée à la tribune ; un vote décidait s'il y avait ou non lieu à la poursuite. Quelquefois une Commission était nommée pour examiner s'il convenait de traduire l'auteur de l'offense à la barre de la Chambre. Cette Commission rédigeait un rapport qui n'avait pas pour objet de constituer le journaliste à l'état d'inculpé, mais qui permettait seulement à la Chambre de se faire une opinion.

Elle votait ensuite sur le rapport, fixait la date de la comparution du journaliste, dont la situation était celle d'un prévenu après ce vote. La citation était transmise par un huissier de la Chambre. (Cf. sur tous ces points Mazet : *De la compétence spéciale des Chambres*, Thèse, Paris, 1904.)

Les plaidoiries étaient prononcées, puis le Président demandait au prévenu s'il n'avait plus rien à dire pour sa défense ; après quoi la Chambre votait au scrutin secret sur la culpabilité, en dehors de la présence du prévenu et de son conseil. Si l'inculpé était déclaré coupable, on lui donnait la parole, ainsi qu'à son Conseil, pour les remarques qu'il pouvait avoir à formuler sur l'application de la peine ; la décision de la Chambre était proclamée par le Président ; elle était exécutoire sur son ordre par l'intermédiaire des agents ordinaires. Aucune voie de recours n'existait contre une pareille sentence, mais la grâce et l'amnistie conservaient leur domaine.

Cette compétence spéciale des Chambres s'appliqua sans conteste de 1822 à 1848 ; de 1848 à 1875, si ces mesures exceptionnelles ne furent pas nettement abolies, il est constant en tout cas que leur application fut complètement abandonnée. Sous le second Empire, le Sénat et le Corps législatif n'y recoururent pas davantage que l'Assemblée Nationale sous la seconde République. En admettant que les articles 15 et 16 aient survécu, d'abord, à la loi du 29 juillet 1849, qui établissait le grand principe de la compétence du jury en matière de délits de presse, et, ensuite, à l'art. 23 § 3 de la loi du 17 février 1852, attribuant aux tribunaux correctionnels compétence pour statuer sur tous les délits prévus par les lois sur

la presse, il nous est permis de penser qu'ils ont été certainement abrogés par l'art. 5 de la loi du 29 décembre 1875. Cet article 5 donne, en effet, compétence aux tribunaux correctionnels pour tout délit d'offense commis envers l'une des deux Chambres. En vertu de l'article 6, la poursuite pouvait avoir lieu d'office. Enfin, leur abrogation résulte à n'en pas douter de l'art. 68 de la loi de 1881. Donc, aujourd'hui, en vertu de cette loi, la Cour d'Assises est appelée à connaître des offenses commises envers l'une des Chambres. Nous tombons dans le droit commun. Il convient, toutefois, de mentionner, comme identique à la nôtre, l'opinion d'un auteur, dont on ne conteste pas l'autorité dans ces matières, M. Pierre, dans son traité de *Droit Politique, Electoral et Parlementaire*, 3^e édition, n° 1155 : « Aujourd'hui, s'il y avait des poursuites ordonnées pour délit de diffamation et même d'injure envers les Chambres, les prévenus seraient déférés à la Cour d'Assises ; l'article 45 de la loi du 27 juillet 1881 en a décidé ainsi ; les articles 47 et 49 de la même loi tracent la procédure à suivre en pareil cas ». Néanmoins, avant notre grande loi sur la presse, cet auteur affirmait que les Chambres avaient conservé le privilège de juridiction, que leur conféraient les art. 15 et 16 de la loi du 25 mars 1822. En effet, d'après Pou-dra et Pierre, (*Traité pratique de Droit parlementaire* éd. 2, n° 180,) l'art. 6 de la loi du 29 décembre 1875 n'a point dérogé aux dispositions des articles 15 et 16 précités »... « Tel était, en outre, l'avis du Président du Corps législatif, en 1863, à l'occasion d'attaques dirigées contre la majorité du Corps législatif par le *Journal des Débats* ! le Président de la Chambre

déclara que la loi de 1852 n'avait nullement modifié les art. 15 et 16 de la loi du 25 mars 1822 ». Nous ne contestons pas la valeur de cette argumentation, qui se rattache maintenant à l'historique de la question. La loi de 1822 a été une atteinte sérieuse et regrettable au principe de la séparation des pouvoirs. On pouvait, aussi, considérer cette institution comme un moyen facile de se débarrasser d'un adversaire gênant, d'autant mieux qu'il n'y avait pas de règle de procédure garantissant les droits de la défense ni possibilité d'obtenir, par une voie de recours, la réforme de la sentence.

D) Les administrations publiques. [Il s'agit de la réunion des fonctionnaires chargés de pourvoir aux intérêts de tels et tels services : contributions directes, enregistrement, Poste, etc...

2° *Injure publique envers les corps constitués* (art. 33, 1°) Les injures sont des expressions outrageantes, des termes de mépris ou des invectives, qui ne renferment d'imputation d'aucun fait (art. 29, §. 2). La Cour d'Assises en connaîtra quand elles seront publiques c'est-à-dire commises par l'un des moyens spécifiés aux articles 23 ou 28.

Malgré l'apparente généralité de cette règle, elle ne reçoit pas une application universelle ; elle n'a nullement entendu déroger aux art. 504 et suivant du Code d'Instruction criminelle 89 et suivant du Code de procédure. Donc il appartient toujours à la Cour ou au Tribunal de juger ceux qui donnent des marques d'approbation, ou d'improbation, qui excitent au tumulte, ou qui adressent des injures aux magistrats.

3° *Diffamation publique envers les fonctionnaires publics, à*

raison de leurs fonctions. — L'art. 31 comprend parmi les fonctionnaires les citoyens qui sont chargés d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent ; il y a un grand intérêt à préciser ici le sens des mots « fonctionnaires publics », car la diffamation commises envers eux est déférée au jury ; au contraire, la diffamation vis-à-vis des particuliers est déféré au tribunaux correctionnels.

D'après M. Chassan « le simple particulier est celui dont la mission ne se lie en aucune manière, directe ou indirecte, de près ni de loin à la politique ou aux intérêts généraux de la société, alors même qu'il aurait un caractère public, sans être pourtant dépositaire de la force ou de l'autorité publique » (Chassan, Tome II, n° 1370. Au contraire d'après la jurisprudence, sont fonctionnaires tous ceux qui détiennent, à titre temporaire ou permanent, une partie de l'autorité publique (Cass., 12 fév. 1898, S. 98, 1, 200 ; 29 déc. 1898, S. 99, 1, 301). Il faut donc ranger parmi les fonctionnaires, aux termes de l'art. 31, les Sénateurs, les Députés, les Ministres. Sont aussi tenus pour fonctionnaires le Président d'une Commission administrative des hospices, à cause de sa dualité de Maire (Cass., 10 nov. 1892, S. 93, 1, 107 ; 21 mai 1898, S. 98, 1, 432) ; les médecins inspecteurs des enfants du premier âge (Cass., 19 mai 1899, S. 99, 1, 480) ; le fermier de l'octroi (Cass., 2 sept. 1897, S. 98, 1, 299) ; l'adjudicataire des droits de pesage et mesurage (Cass., 6 nov. 1896, S. 98, 1, 57) ; l'instituteur public (Cass., 18 mai 1893, S. 93, 1, 400) ; les professeurs de l'Université (Cass., 8. nov. 1844, Bull., n° 362) ; le greffier du tribunal de Commerce (Agen, 25 nov. 1885, S. 87,

2, 197) ; le délégué sénatorial (Bourges, 17 oct. 89, 90 S. 2, 102) ; un explorateur en mission officielle (Paris, 25 avril 1885, S. 86, 2, 34). Au contraire, ne sont pas tenus pour fonctionnaires les membres du cabinet du Ministre (Cass., 29 oct. 1885, S. 85, 1, 512) ; le Directeur et le médecin d'un hôpital (Cass., 27 mars 1897, S. 98, 1, 254) ; (9 déc. 1898, S. 99, 1, 301) ; les médecins du Bureau de Bienfaisance (Paris, 17 nov. 1892, S. 93, 2, 16), des enfants assistés (Bourges, 1^{er} déc. 1898, S. 1898, 2, 23) ; de l'assistance médicale gratuite (Rennes, 15 juillet 1901, S. 02, 2, 50) ; des chemins de fer de l'Etat (Poitiers, 3 fév. 1905, S. 05, 2, 212) ; les notaires (Grenoble, 19 mars 1891, S. 92, 2, 8) ; les commissaires priseurs (Cass., 14 juillet 1884, S. 85, 1, 517) ; huissiers (Riom, 23 fév. 1893, S. 93, 2, 92) ; courtiers assermentés (Cass., 28 janv. 1892, S. 93, 1, 11) ; liquidateurs judiciaires et syndics (Cass., 12 juin 1891, S. 92, 1, 215) ; curateurs aux successions vacantes (Caen, 25 oct. 1898, S. 99, 2, 33) ; les experts en justice (Cass., 14 mai 1898, S. 98, 1, 296) ; le secrétaire de la mairie (Cass., 22 juin 1883, S. 84, 1, 302 ; 3 déc. 1901, S. 04, 1, 255) ; l'architecte municipal (Poitiers, 23 juillet 1886, S. 87, 24) ; un délégué cantonal (Cass., 6 nov. 1886, S. 88, 1, 234) ; le jardinier en chef de la ville (Dijon, 2 juin 1897, S. 98, 2, 8) ; un entrepreneur de travaux publics (Cass. 12 fév. 1898, S. 98, 1, 200) ; les agents de la Banque de France (Trib. Seine, 4 mai 1882, S. 82, 2, 140), des Caisses d'Epargne (Cass., 7 déc. 1883, S. 84, 1, 300), d'une Compagnie d'Omnibus (Cass., 22 oct. 1896, S. 97, 1, 472).

Les ministres du culte étaient assimilés aux fonctionnaires publics par la loi sur la presse (art. 31 ; mais ce texte doit

être considéré, à notre avis, comme abrogé implicitement par la loi du 9 déc. 1905, car cette loi ignore, de propos libéré, l'organisation intérieure que chaque religion s'est donnée, et, l'Etat se désintéressant de la nomination des ministres du culte comme de leur hiérarchie, il s'en suit que ceux-ci ne sont plus fonctionnaires. Les jurés et les témoins sont des fonctionnaires publics, aux termes de l'art. 31, et il faut assigner cette qualité à tous ceux qui occupent une fonction publique, donc même aux membres du jury d'expropriation.

La diffamation envers les fonctionnaires publics ne relève d'ailleurs de la Cour d'Assises que si elle a été commise en raison des fonctions dont la personne diffamée est investie; au contraire, si la diffamation ou l'injure n'atteint l'individu que dans sa vie privée, c'est devant le tribunal correctionnel que la poursuite doit être portée.

Mais il arrivera fréquemment qu'un doute s'élèvera sur le point de savoir si la diffamation a bien eu lieu à raison des fonctions; pour trancher la difficulté, la jurisprudence a formulé des principes qui ont été très bien résumés dans un réquisitoire du Procureur Général près la Cour de cassation, prononcé à l'occasion de l'affaire Decamps : « 1° Il résulte de la loi du 29 juillet 1881 qu'en matière de crimes ou de délits commis par la voie de la presse, la Cour d'Assises est la juridiction de droit commun, et que la Police correctionnelle est la juridiction d'exception. Les mots « sont exceptés » se trouvent dans la loi même, lorsqu'elle vise les délits déferés à la police correctionnelle. Celle-ci est exclusivement réservée aux délits de diffamation et d'injures publiques commis contre les

citoyens comme particuliers (art. 31, 32, 33, et 45 combinés); 2° Il suit de là cette conséquence que lorsque la diffamation ou l'injure s'adresse à un fonctionnaire public ou à un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, temporaires ou permanents, celui-ci ne peut saisir la police correctionnelle qu'à la condition de prouver jusqu'à l'évidence que c'est à titre de simple particulier qu'il a été diffamé ou injuré. Dans le doute, c'est la Cour d'Assises qui doit être saisie » (sous Cass., 16 novembre 1897, *Caz. Pal.* 97, 2, 547). Donc, la diffamation adressée à un fonctionnaire public est présumée concerner des faits qui se rattachent à l'exercice de ses fonctions, pourvu que les faits considérés soient postérieurs en date à l'époque où ont commencé les fonctions (Le Pottevin, Tome III, p. 399, n° 1330). En tout cas, il y a là une question de fait que les juges du fond apprécieront souverainement (11 août 1892, D. 93.1.399; 23 mars 1893, Bull. Crim. n° 87 et aussi 13 novembre 1875, D. 75, 1, 461). Il se peut aussi que le fonctionnaire soit attaqué à la fois dans sa vie privée et dans sa vie publique; il y a alors délit connexe, c'est-à-dire rapport suffisamment étroit entre les divers faits constitutifs des deux infractions. Cette connexité est assez caractérisée pour que la Cour d'Assise connaisse des deux délits, mais il est toujours possible à l'offensé de porter sa poursuite devant le tribunal correctionnel seul et de faire abstraction de la diffamation envers le fonctionnaire (Chassan, II, 1369; Le Poittevin, n° 1335, tome III); seulement, si, dans la citation, le plaignant avait négligé de restreindre les imputations diffamatoires à celles qui concernent sa vie privée, et s'il avait relevé égale-

ment l'énonciation de faits relatifs à ses fonctions, la Cour d'Assises serait seule compétente, étant donné que la poursuite se réfère à un ensemble de faits qui deviennent justiciables de la juridiction de droit commun en cette matière.

Il convient toutefois de noter que l'opinion contraire à la nôtre prévaut, sur ce point, en jurisprudence, de sorte que le tribunal correctionnel a le droit et peut-être même le devoir d'établir une distinction entre les faits, et, tout en se déclarant incompétent pour ceux qui regardent la vie publique, de retenir les faits constituant des diffamations envers un simple particulier ; ce serait seulement en cas d'invisibilité, c'est-à-dire de relation tellement intime entre les faits diffamatoires que ceux-ci se confondent en une infraction unique, que le tribunal correctionnel devrait nécessairement se dessaisir du procès en faveur du jury (voir sur ce point les décisions citées par M. Le Poittevin, n° 736).

Enfin, il est possible que la diffamation ait été dirigée à la fois contre un fonctionnaire et contre un simple particulier, par suite d'allégations contenues dans un même article, par exemple. S'il n'existe aucune indivisibilité entre les imputations qui s'adressent aux simples particuliers et celles qui visent le fonctionnaire, les règles de compétence générale ne subiront aucun changement, toutes les imputations atteignant le particulier demeureront du ressort du tribunal correctionnel et la Cour d'Assises aura à connaître de celles qui visent le fonctionnaire. Mais il peut y avoir indivisibilité entre les deux délits ; le particulier pourrait alors joindre son action à celle du fonctionnaire et accepter la juridiction de la Cour

d'Assises, puisqu'en raison de l'indivisibilité les faits ne pourront être appréciés que par les mêmes juges ; il n'y a de difficulté en pareil cas que si le fonctionnaire ne poursuit pas l'auteur de l'offense.

Le particulier désireux de faire justice des allégations dirigées contre lui a-t-il le droit de porter sa demande en Cour d'Assises ? La jurisprudence est, depuis longtemps, fixée en ce sens que l'indivisibilité entre les imputations qui atteignent le fonctionnaire et celles qui visent les simples particuliers a pour conséquence nécessaire d'entraîner la compétence de la Cour d'Assises pour le tout : même agissant seul, le particulier est obligé de la saisir.

Il convient toutefois de noter que, d'après certains arrêts, notamment Cass., 1^{er} juin 1888, S. 89, 48, D. 88.1.448, l'indivisibilité n'aboutirait nécessairement comme corollaire à la compétence unique de la Cour d'Assises que dans l'hypothèse de plaintes simultanées du fonctionnaire et du particulier attaqués ensemble.

Cette jurisprudence paraît contraire au principe général d'après lequel l'indivisibilité commande qu'une seule juridiction soit appelée à en connaître, et la compétence doit être donnée à la juridiction la plus élevée, c'est-à-dire à la Cour d'Assises. Enfin, cette jurisprudence ne heurte pas moins l'équité que les règles juridiques ; en effet : « la preuve de la vérité des faits imputés peut toujours être faite devant la Cour d'Assises ; l'imputation étant indivisible, si cette preuve est rapportée, le prévenu doit être acquitté, tant du chef de diffamation envers le fonctionnaire que du chef de diffamation

envers le particulier ; si on admet que le simple particulier, malgré l'indivisibilité, puisse saisir le tribunal correctionnel, la preuve ne sera pas admissible et, alors même que les faits imputés seraient indiscutables, une condamnation s'imposerait. Le prévenu serait donc arbitrairement dépouillé d'un moyen de justification que la loi met à sa disposition » (Le Poittevin, n° 1337).

4° *Injure publique envers les fonctionnaires publics* (art. 33, 1°). — Le texte de l'art. 33 mentionne les injures faites aux personnes désignées dans l'art. 31. Mais il faut interpréter ce texte comme signifiant que le délit d'injures devra être commis dans les conditions indiquées par l'art. 31. Par analogie avec la diffamation, il appartiendra au juge du fond d'apprécier souverainement si l'injure a été adressée à l'occasion des fonctions ou de la qualité de la personne offensée. Le jury ne sera compétent que si l'injure s'adresse à une personne régulièrement investie de fonctions publiques et, de plus, il faut que l'injure ait été publique dans le sens des art. 23 ou 28. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, la juridiction compétente sera, suivant les cas, le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police.

Ce sera encore la Cour d'Assises qui connaîtra des diffamations ou injures envers la mémoire des fonctionnaires publics décédés, dans les conditions spécifiées par l'art. 34, c'est-à-dire s'il est démontré que les auteurs des diffamations ou injures ont eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. Ce texte demande à être bien compris ; il semble établir deux éléments du délit qu'il

punit : atteinte à la mémoire d'un mort, préjudice porté à la considération des héritiers vivants ; en réalité ces deux conditions se fondent en une seule ; l'héritier poursuivra toujours, *dans son intérêt personnel*, la réparation d'une diffamation dont serait victime son parent décédé (Voir Le Poittevin, tome II, n° 897, p. 513, et tome III, n° 1330, p. 398).

Il résulte de là que la Cour d'Assises ne sera pas invariablement compétente dans cette hypothèse ; il conviendra, en effet, de rechercher si, à l'époque des faits constituant les diffamations ou les injures, le défunt pouvait être considéré comme un fonctionnaire public et les faits allégués comme se rapportant à ses fonctions. A ces deux conditions seulement le jury sera appelé à connaître du procès. Mais, si le défunt était un simple particulier ou si la diffamation ou l'injure ne concernait que sa vie privée, le tribunal correctionnel serait seul juge de la poursuite.

Tels sont les trois groupes d'hypothèses, dans lesquelles la cour d'Assises connaît des infractions de presse, et elle est compétente alors pour statuer non seulement sur l'action publique, mais aussi sur l'action civile exercée devant elle (art. 1, 3, 5 du Code d'instruction criminelle). Toutefois, il convient de noter ici une restriction aux règles de droit commun ; en principe, au cas où l'accusé a été déclaré non coupable par le jury, la Cour statue sur les dommages et intérêts auxquels le prévenu, même acquitté, peut être condamné vis-à-vis du plaignant, dès que l'ordonnance d'acquiescement a été rendue par le Président. Telle est la disposition de l'art. 358 Code d'Instr. Crim. Mais en matière de presse, une règle spéciale

est formulée par l'art. 58 de la loi de 1881 : « En cas d'acquiescement par le jury, s'il y a partie civile en cause, la Cour ne peut statuer que sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu ; ce dernier devra être renvoyé de la plainte sans dépens, ni dommages-intérêts au profit du plaignant. »

Le législateur est parti de cette idée qu'en matière de presse les verdicts du jury sont souverains aussi bien au point de vue civil qu'au point de vue pénal et l'absolution à tous égards doit être entière. « Nous avons pensé, a déclaré M. Lisbonne, qu'il était difficile, dans la matière qui nous occupe, de laisser subsister un quasi délit après l'acquiescement du délit, et surtout de supposer que le jury, en répondant « non » sur la question de culpabilité intentionnelle, n'a pas eu la volonté d'absoudre entièrement le prévenu. (Rapport, p. 139). » Mais, à l'inverse, la partie civile pourrait être contrainte à payer à son adversaire des dommages-intérêts qui seraient appréciés par la Cour d'Assises, pourvu que la demande soit portée devant elle avant la fin de la session, sinon (art. 359) les tribunaux civils auraient seuls le droit de statuer.

Toutefois les causes d'extinction de l'action publique pourront, dans une certaine mesure, exercer une influence sur l'action civile : 1° Le décès du prévenu met fin à l'action publique (art. 2 du Code d'instr. crim.), quel que soit le degré d'avancement du procès au moment de la mort. En pareil cas, l'action civile peut encore être intentée, mais uniquement devant la juridiction civile, si elle n'était pas encore engagée lors du décès. Dans le cas contraire, portée devant la juridiction civile, elle continuera son cours ; engagée devant la ju-

ridiction répressive, elle sera éteinte au moment précis du décès (Cass., 29 juillet 1898 et 1^{er} juillet 1899). Mais, si le décès survient après un jugement sur le fond, non encore devenu définitif, qui s'est prononcé sur l'action civile, la juridiction répressive demeure compétente pour statuer sur le recours formé contre le jugement rendu avant le décès du prévenu ; en effet, les tribunaux criminels ont été régulièrement saisis par la partie civile ; ils doivent donc se prononcer sur son recours (Le Poittevin, n° 1376 ; — Barbier, *Code expliqué de la presse*, tome II, n° 856 ; — Vidal, *Cours de droit criminel*, n° 709 ; — Cass., 29 juillet 1898 et 1^{er} juillet 1899).

2° L'amnistie éteint l'action publique mais laisse survivre l'action civile à peu près dans les mêmes conditions que le décès du prévenu, c'est-à-dire que, si, lors du décès, l'action civile n'a pas été engagée, la juridiction civile pourra seule en connaître. Portée devant la juridiction répressive, elle sera éteinte si le jugement n'est pas intervenu avant le décès ; au contraire, si la juridiction répressive a statué sur le fond par une décision qui n'a pas encore acquis l'autorité de la chose jugée, la partie civile pourra user des voies de recours (Cf. Le Poittevin, n° 1378).

3° Le désistement de la partie civile entraîne toujours l'extinction de l'action civile.

4° Si l'action civile née du délit de presse est intentée devant le tribunal civil, celui-ci, dans son jugement, ne devra pas se mettre en contradiction avec la décision des juges répressifs.

En principe, l'action civile est indépendante de l'action pu-

blique, toutefois, elle ne pourra être intentée séparément de cette dernière dans les cas qu'indique l'art. 46 : « L'action civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les art. 30 et 31 ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé, ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique. En d'autres termes, l'action civile est inséparable de l'action publique, aux cas : 1° De diffamation commise par l'un des moyens des art. 23 et 28 envers les Cours et tribunaux, les armées de terre ou de mer, les Corps constitués et les Administrations publiques; 2° De diffamation à raison de leurs fonctions ou de leur qualité envers un ou plusieurs membres du Ministère un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent; 3° De diffamation, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers les jurés; 4° De diffamation, à raison de leur déposition, envers les témoins. Une disposition analogue était déjà contenue dans l'art. 1^{er} du décret du 22 mars 1848 et dans l'art. 42 de la loi du 15 avril 1871.

Le but de cette disposition a été indiqué par M. de Ventavon; il convient d'empêcher que le fonctionnaire diffamé traduise son diffamateur devant les tribunaux civils et échappe ainsi à la preuve des faits diffamatoires (Séance du 15 avril 1871); les mêmes motifs ont été reproduits dans l'élaboration de la loi de 1881.

Etant donné le caractère exceptionnel de cette disposition restrictive de l'indépendance de l'action civile, elle ne con-

cerne pas d'autres hypothèses que celles prévues par les art. 30 et 31 ; elle ne s'applique donc pas aux offenses envers les chefs d'Etat étrangers (art. 36) ni aux outrages adressés aux agents diplomatiques (art. 37). Mais l'art. 46 recevrait, semble-t-il, son application au cas de diffamation, commise envers le Président de la République, parce que cette diffamation est prévue aussi bien par l'art. 31 que par l'art 36.

Enfin, il convient de noter que la prohibition de saisir la juridiction civile à raison des diffamations prévues par l'art. 46 prend fin :

1° En cas du décès du prévenu ;

2° En cas d'amnistie. Il est équitable, en effet, que la partie civile conserve un recours contre le délinquant, alors même que l'action publique n'est plus possible. Telle est la règle contenue dans cet art. 46, qui constitue un grave obstacle au libre exercice de l'action civile, en raison de l'interdiction de séparer les deux actions. D'autre part, en vertu de l'art. 58, le verdict d'acquittement du jury empêche toute condamnation civile, de sorte que, souvent, le recours de la personne diffamée est rendu très difficile.

Nous avons ainsi examiné la compétence de la Cour d'Assises, soit au point de vue de l'action publique, soit en ce qui concerne l'action civile.

§ II. — *Juridiction du tribunal correctionnel.*

Le Tribunal correctionnel est compétent en matière de presse pour connaître d'un grand nombre d'infractions qui

sont énumérées dans l'art. 45, § 2, par renvoi aux textes qui prévoient ces infractions, ce qui comprend :

1^o L'omission du dépôt des imprimés, qui doit être effectué au Ministère de l'Intérieur pour Paris, à la Préfecture pour le chef-lieu du département, à la sous-préfecture pour les chefs-lieux d'arrondissement et, pour les autres villes, à la Mairie (art. 3).

2^o Le défaut de gérance. Tout journal ou écrit périodique doit, en effet, être pourvu d'un gérant, français, majeur, ayant la jouissance de ses droits civils, et qui n'ait été privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire (art. 6, 7 et 9).

3^o Omission ou irrégularité de déclaration des journaux ou écrits périodiques. Avant de paraître, tout journal ou écrit périodique doit être l'objet d'une déclaration faite au Parquet du Procureur de la République, contenant le titre du journal, le nom et la demeure du gérant et l'indication de l'imprimerie. Ces déclarations sont consignées par écrit, sur papier timbré et signées des gérants (art. 7, 8 et 9).

4^o L'omission ou l'irrégularité de la déclaration des mutations. Toute mutation dans le titre du journal, le nom et la demeure du gérant ou de l'imprimeur doit être l'objet d'une déclaration dans les cinq jours qui suivront (art. 7 et 9).

5^o L'omission du dépôt des journaux ou des écrits périodiques (art. 10). Lors de la publication de chaque feuille ou livraison d'un journal ou écrit périodique, deux exemplaires signés du gérant doivent être remis au Parquet du Procureur de la République, ou, dans les villes qui n'ont

pas de tribunal de première instance, à la Mairie (art. 10) ;

6° Absence d'indication du nom du gérant imprimé au bas des exemplaires (art. 11).

7° Défaut ou irrégularité de l'insertion, par le gérant, des rectifications qui lui sont adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par le journal ou écrit périodique ; cette insertion doit avoir lieu gratuitement en tête du plus prochain numéro (art. 12).

8° Défaut ou irrégularité de l'insertion des réponses des particuliers (art. 13).

D'après ce texte, le gérant est tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou dans l'écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs et de dommages-intérêts.

L'insertion doit être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article incriminé ; elle est gratuite lorsque la réponse ne dépasse pas le double de la longueur du dit article ; si elle le dépasse, il est dû pour le surplus seulement un prix d'insertion calculé sur le tarif des annonces judiciaires.

9° Mise en vente ou distribution des journaux étrangers dont la circulation est interdite, en vertu d'une décision spéciale prise en Conseil des Ministres. Le délit consiste dans le fait de mettre le journal ou le périodique étranger en vente au mépris de la prohibition ; et la même disposition s'applique, depuis la loi du 22 juillet 1895, aux

journaux qui sont publiés en France en langue étrangère.

10° La lacération ou l'altération d'affiches administratives par un fonctionnaire public (art. 17, § 2) ; si le fait émane d'un simple particulier ailleurs que sur sa propriété, la peine sera une amende de 5 à 15 francs et la compétence appartiendra au tribunal de simple police.

11° D'après le même article (17, § 4), le tribunal correctionnel connaît encore de la lacération ou de l'altération d'affiches électorales par un fonctionnaire public.

12° Les diffamations envers les particuliers par l'un des moyens énoncés à l'art. 23 et à l'art. 28 (c'est-à-dire la diffamation rendue publique).

13° Les injures envers les particuliers commises par les mêmes moyens.

14° La publication des actes d'accusation et de tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique (art. 38).

15° Compte rendu des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée (art. 39).

16° Compte rendu des délibérations intérieures des Cours et Tribunaux ou du Jury, et de toute affaire civile dont les magistrats auront défendu la reproduction des débats (art. 39) ;

17° Ouverture ou annonce publiques de souscription pour indemniser des condamnations criminelles ou correctionnelles (art. 40).

Depuis 1881, la compétence conférée aux Tribunaux correctionnels par la loi s'est notablement élargie, au détriment de la juridiction de la Cour d'assises ;

18° En effet, le Tribunal correctionnel connaît aujourd'hui, depuis la loi du 11 juin 1887, de la diffamation et de l'injure commises par cartes-postales, télégrammes ouverts, correspondance à découvert (art. 1 et 2). Avant cette loi, l'envoi d'une carte-postale, adressée directement au domicile du destinataire et dont le contenu était injurieux pour lui, constituait une injure non publique c'est-à-dire une simple contravention. De même pour la diffamation. Il en résultait un abus des plus fâcheux : les cartes-postales étaient devenues « un véhicule habituel de la diffamation » (Fabreguettes, 2, éd. 1, p. 213). De ces licences est née la loi de 1887 « cette loi a créé un délit *sui generis*, ayant des éléments constitutifs, qui lui sont propres. Il existe, dès que avec une intention coupable la correspondance (carte-télégramme ou postale) à découvert a été expédiée c'est-à-dire déposée dans les boîtes ou les bureaux de la poste, du télégraphe, pour être envoyée à découvert à son destinataire ». Dans les prévisions de la loi ne rentrent pas les expéditions, faites en dehors de l'Administration des Postes et Télégraphes, et les correspondances qui ne sont pas à découvert.

19° Deux infractions que la loi de 1881 avait déférées à la Cour d'Assises, sont, depuis la loi du 16 mars 1893 de la compétence des tribunaux correctionnels : l'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers (art. 36 de la loi de 1881), l'outrage public envers les Ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du Gouvernement de la République (art. 37). En 1881, ce fut sur un amendement de

M. Floquet que la compétence fut attribuée aux Cours d'Assises. D'ailleurs, les lois de 1819, 1830, 1835 et 1849 avaient déjà admis cette juridiction pour les délits contre les souverains et les agents diplomatiques étrangers. M. Floquet montra les inconvénients qu'entraînerait un acquittement prononcé par des magistrats : « C'est alors que se produiraient naturellement des réclamations ardentes des parties intéressées, réclamations auxquelles il serait facile de répondre si le verdict avait été rendu par la justice ordinaire de la presse, le Jury. » M. Floquet, séance du 15 février (*J. O.* du 16). Malgré la valeur de ces considérations, la connaissance des deux catégories de délits de presse, dont il s'agit, a été transportée aux tribunaux correctionnels par la loi du 16 mars 1893. Il s'agissait, en effet, d'éviter les récriminations des Gouvernements étrangers, que provoquait l'indulgence manifeste du jury envers ces délits.

1° En ce qui concerne les chefs d'Etat étrangers, le mot « offense » a été substitué au mot « outrage » que portait le projet de 1881 ; mais il est nécessaire que l'offense soit commise publiquement. C'est une question d'appréciation ; si l'offense n'était pas publique, le tribunal correctionnel ne serait plus compétent ; le Tribunal de simple police devrait être saisi. En outre, la preuve de la vérité des faits imputés n'est jamais admise envers les chefs d'Etat étrangers. Il en serait de même si la personne offensée n'était pas un chef d'Etat étranger, et on entend par là l'individu qui est chargé de représenter l'Etat à l'intérieur et à l'extérieur. Quelquefois cette dénomination se rapporte à une réunion de personnes, tel le

Conseil Fédéral en Suisse. D'ailleurs, n'ont droit à ce titre que ceux reconnus souverains par le Gouvernement français, et il faut que les souverains étrangers possèdent encore leur qualité au moment où l'offense est commise à leur égard ; ainsi, un souverain déchu n'étant qu'un simple particulier, le tribunal correctionnel a toujours été compétent pour des injures commises envers lui (Chassan, I, 543) ;

2° L'outrage public envers les agents diplomatiques étrangers (art. 37) s'entend « de tout terme de mépris, toute expression outrageante, toute invective, tout geste de colère ou de dédain, tout manquement quelconque au respect et aux convenances et encore de la diffamation ou de l'injure grave (Grellet-Dumazeau, I, 454). L'outrage n'est réprimé que s'il a été fait publiquement ; il s'agit ici d'une publicité quelconque et non pas seulement de celle qui est définie par les art. 23 et 28. Peu importe que l'outrage se réfère ou non aux fonctions des agents diplomatiques ; le Tribunal correctionnel est compétent ; il convient, en effet, de leur assurer la plus large protection à raison de leur caractère de représentants d'un Gouvernement étranger et la preuve du fait outrageant n'est pas autorisée contre eux. Bien entendu, l'art. 37 ne conserve son empire qu'au profit des agents accrédités et non de ceux qui auraient cessé de l'être. Expression « d'agent diplomatique » désigne incontestablement les ambassadeurs, les envoyés ou ministres plénipotentiaires, les ministres résidents et les chargés d'affaires et, d'une manière générale, tous ceux qui sont accrédités auprès du Gouvernement. Mais l'art. 37 laisse en dehors de son domaine les étrangers qui résident en

France sans représenter un Etat étranger, par exemple, les consuls qui reçoivent des lettres de provision et non des lettres de créance, et n'exercent pas une mission de représentants. Il n'y aurait, cependant, pas lieu de déférer l'outrage envers un consul étranger au tribunal correctionnel à titre d'injure ou de diffamation envers un fonctionnaire public, comportant l'admission de la preuve contraire. En effet, les fonctionnaires publics étrangers ne peuvent être assimilés, quant aux délits de presse dont ils sont victimes, aux fonctionnaires publics français, il n'y aurait aucun intérêt à établir cette assimilation. En France, l'auteur d'une diffamation envers un fonctionnaire public est admis à prouver la vérité des faits allégués, ce qui facilite le contrôle de l'opinion publique sur les actes de l'autorité ; mais l'opinion publique se désintéresse manifestement en France de la manière dont les fonctionnaires étrangers servent leur Gouvernement (Trib. Seine, 30 janvier 1845, *Gaz. Trib.* du 31).

20° Diffamation envers les ministres du culte. La loi du 9 décembre 1905 sur le régime des cultes est venue attribuer une dernière catégorie d'infractions à la compétence des juges correctionnels. L'art. 2 de la loi de 1905 ne reconnaissant plus aucun culte, les ministres des cultes quel que soit ce culte, sont devenus de simples citoyens ; aussi les distinctions, qui les séparaient des autres citoyens ont disparu. Les articles 262 et 263 du Code pénal, de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, qui avaient été édictés par le législateur en vue d'assurer l'inviolabilité de la personne des ministres du culte contre les outrages et voies de fait, dont ils pouvaient être l'objet dans l'exer-

cice de fonctions, sont formellement abrogés par l'art. 44. La protection spéciale des art. 31 et 47, alinéa 3, de la loi du 29 juillet 1881, accordée aux ministres des cultes salariés par l'Etat, a pris également fin. La loi au point de vue de la diffamation, dont ils pouvaient être victimes, assimilait les ministres des cultes salariés par l'Etat aux fonctionnaires et leur donnait le droit de saisir la Cour d'Assises de l'outrage qu'ils avaient reçu. Pour qu'il en fut ainsi il fallait, bien entendu, que les ministres du culte aient été diffamés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions qui leur étaient régulièrement dévolues. C'est là, du reste, une condition commune aux délits prévus par l'article 31. Par contre, la vérité du fait diffamatoire ne peut plus être établie contre les ministres du culte (art. 25 de la loi précitée). Aujourd'hui donc, les ministres des cultes, qui dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sont outragés, frappés, diffamés, injuriés, ne sont protégés que dans les termes du droit commun ;

21° Mais il reste, sur la compétence respective de la Cour d'Assises et du Tribunal correctionnel, une question qui a suscité de vives controverses, encore persistantes aujourd'hui, quelle est la juridiction compétente pour reconnaître des diffamations commises envers les directeurs ou administrateurs de sociétés industrielles, commerciales ou financières faisant appel à l'épargne ou au crédit (art. 32, § 2)? La question s'est présentée presque immédiatement après la mise en vigueur de la loi de 1881 ; en effet, si l'art. 35 autorise la preuve de la vérité des imputations diffamatoires contre les personnes dont il s'agit, l'art. 31 ne mentionne pas ces personnes au

nombre des individus auxquels s'applique la compétence de la Cour d'Assises.

En faveur de la juridiction d'Assises, on ne peut guère fournir qu'un seul argument, savoir : que la preuve des allégations diffamatoires imputées aux Directeurs et aux personnes similaires est autorisée par le législateur ; or, c'est là une faculté que possède en Cours d'Assises seulement l'auteur de l'infraction. Ne doit-on pas en conclure que cette juridiction demeure seule qualifiée pour prononcer la répression ? On ajoute aussi que le législateur a voulu établir une analogie complète entre les fonctionnaires publics et les Directeurs d'affaires financières ; la vie publique des uns et des autres doit appartenir à tous, car leur profession consiste à faire appel à l'épargne des citoyens, et il importe d'éclairer l'opinion publique sur les agissements auxquels ils se livrent. Sans doute, les administrateurs ou Directeurs de sociétés et commerciales ne sont investis d'aucun mandat officiel, mais, par l'envergure de leurs entreprises, ils sont amenés, en cas d'insuccès, à faire des dupes nombreuses, à engloutir les capitaux péniblement amassés par autrui grâce au travail et à l'épargne ; ils occupent donc un poste social aussi important que celui d'un fonctionnaire public ; d'où cette conclusion que la diffamation contre eux sera soumise aux mêmes règles que celle applicable envers les fonctionnaires.

Telle paraît bien avoir été l'intention du législateur de 1881 ; le Rapporteur de la commission du Sénat, dans la discussion à laquelle a donné lieu l'art. 35 ; 2° a déclaré en effet, « qu'il y a, à côté des agents de l'autorité, qui doivent compte

à tous de l'usage de leurs fonctions, d'autres hommes qui revêtent en quelque sorte un caractère public par cela seul qu'ils font appel à la fortune publique ». (Rapport au Sénat, p. 20).

L'idée consistant à assimiler les directeurs d'entreprises financières aux fonctionnaires publics remonte à 1868, et à une proposition déposée à cette époque par M. Berrier (Duvergier, *Collection des lois*, 1868, p. 85). Cette conception, qui a été reproduite en 1881, et qui est défendue encore par d'excellents esprits, consiste, en définitive, à attribuer au public lui-même, par l'intermédiaire du jury, le jugement de toutes les entreprises qui s'adressent à l'épargne (Voir en ce sens : Salmon-Legagneur, de la compétence du Jury en matière de presse, *Thèse*, Paris, 1882, p. 162 et s.).

Cependant la Jurisprudenc est fixée dans un autre sens : la Cour d'Assises ne saurait connaître que des infractions visant les fonctionnaires ; ceux-ci, représentant l'Etat, ne peuvent pas être livrés sans défense et sans justifications à leurs diffamateurs. Suivant la juste remarque de Benjamin Constant, il faut que les diffamateurs soient contraints à faire la preuve de ce qu'ils ont avancé, pour qu'en cas de mensonge, la preuve de leur imposture puisse retomber sur eux. D'autre part, seule la vie publique des fonctionnaires peut être contrôlée librement par l'opinion publique, représentée par le jury surtout avec un Gouvernement démocratique.

Enfin, la circonstance que la preuve du fait diffamatoire est autorisée ne saurait avoir pour conséquence de changer la qualité qui doit être reconnue aux Directeurs et person-

nages similaires ; ils ne sont nullement investis d'un service public ; ils occupent, sans doute, une fonction importante au point de vue social, redoutable même à raison de l'attraction qu'elle exerce sur les capitaux ; mais, en définitive, ils demeurent des hommes privés ; ils doivent être rangés dans la catégorie des simples particuliers, par opposition aux fonctionnaires ; l'importance des intérêts qu'ils administrent ne suffit pas à transformer leur caractère. Sans doute, toute profession est un poste social, suivant la parole profonde d'Ihering (1) ; tout individu est appelé dans la vie, par la poursuite de son intérêt personnel, à nuire à un plus ou moins grand nombre de ses concitoyens, ou, au contraire, à servir leur cause, à réaliser leur avantage ; il appartient alors au législateur de prendre les précautions nécessaires pour que l'exercice de chaque profession soit réglementée dans de sages limites ; mais, de ce qu'une profession correspond à un poste social, il ne faut pas en induire qu'elle soit nécessairement une fonction publique ; peuvent seuls être qualifiés de fonctionnaires publics les citoyens qui détiennent, à un titre quelconque, une parcelle de l'autorité gouvernementale. Donc, les Directeurs ou Administrateurs de Compagnies financières ne peuvent, comme les simples citoyens, poursuivre les diffamateurs que devant le tribunal correctionnel. L'admissibilité de la preuve ne peut aboutir à changer la juridiction ; on doit remarquer, d'ailleurs, que cet argument n'a plus aucune valeur depuis la loi du 9 décembre 1905, qui

(1) Ihering, « Zweck im Recht », trad. de Meulencœre, sous le titre *L'Evolution du droit*, n° 75.

défère aux mêmes tribunaux correctionnels la compétence en matière d'injures ou de diffamation portée par un ministre du culte contre un citoyen chargé d'un service public, tout en réservant l'admissibilité de la preuve contraire (art. 34). Aussi la Jurisprudence s'est-elle toujours prononcée, dès la mise en vigueur de la loi de 1881, pour la compétence du tribunal correctionnel, à laquelle s'adaptent, sans difficulté aucune, l'admissibilité de la preuve et les dispositions d'ordre pratique prescrites par l'art. 52 (Cass. 29 juin 1882, S. 83, 1, 47; D. 82, 1, 283; 21 juin 1884, S. 85, 1, 390; D. 86, 1, 96; Aix, 2 février 1894, S. 95, 2, 46; Trib. Seine, 9^e Chambre, 10 décembre 1902. *Gaz. Trib.*, 18 janvier 1903).

En définitive, la compétence de la Cour d'Assises, bien que concernant la majorité des cas en matière de presse, reçoit de nombreuses dérogations. On peut dès lors se demander quelle est la compétence qui domine dans la législation française; le jury doit-il être vraiment considéré comme possédant la compétence normale?

Historiquement, la Cour d'assises a eu la prépondérance avec les lois de 1819 et de 1835, et il faut admettre encore aujourd'hui la même règle. En effet, on est obligé de dresser une classification pour déterminer les délits dont connaîtra le tribunal correctionnel; au contraire, la Cour d'assises sera valablement saisie de tous les faits qui rentrent sous l'une des dénominations attribuées aux grandes catégories d'infractions (provocation aux crimes et délits, délits contre la chose publique, etc.) qui relèvent de son domaine; c'est ce qui résulte, à n'en pas douter, de l'art. 45 de la loi de 1881, en

vertu duquel « les crimes et délits prévus par la présente loi seront déférés à la Cour d'assises. Sont exceptés et déférés aux tribunaux de police correctionnelle les délits et infractions prévus par les articles... »

Il y a cependant une troisième juridiction qui peut encore se trouver compétente : c'est le tribunal de simple police.

§ III. — *Juridiction du Tribunal de simple police.*

Le tribunal de police connaît, en matière de presse, de toutes les infractions qui constituent de simples contraventions. Ces contraventions sont prévues :

1° Par l'art. 2 : omission du nom et du domicile de l'imprimeur ;

2° Par l'art. 15 : apposition d'affiches particulières sur des lieux qui sont exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique ;

3° L'impression d'affiches particulières sur papier blanc (art. 15) ;

4° Est encore une contravention le fait d'avoir lacéré ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches administratives ;

5° La lacération ou l'altération, dans le même but, d'affiches électorales émanant de simples particuliers, à la condition que ces affiches aient été apposées ailleurs que sur les propriétés des auteurs de la lacération ou de l'altération ;

6° L'exercice irrégulier de la profession de colporteur ou de

distributeur, c'est-à-dire le défaut de déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, ou encore le défaut de présentation, à toute réquisition, du récipissé ; enfin :

8° D'après l'art. 33, § 3, le Tribunal de simple police connaît des injures non publiques, de celles qui sont proférées dans un lieu privé ou contenus dans une lettre missive, qui n'a reçu aucune publicité (*Crim. Cass.*, 2 décembre 1890) (*Gaz du Palais* 91, 1, 27). Ce sont là des infractions sans gravité et l'on peut, sans inconvénient, en confier la connaissance à la juridiction toute paternelle du juge de simple police.

§ IV. — *Règles de compétence relative.*

Après avoir examiné les règles de compétence absolue, il est indispensable d'exposer brièvement les principes applicables à la compétence relative.

La loi de 1881 est muette à cet égard ; il en résulte simplement que, suivant les cas, l'infraction doit être poursuivie devant la Cour d'Assises, devant le tribunal de simple police. Mais quelle Cour ou quel tribunal doit juger l'affaire ?

En l'absence de toute indication du législateur de 1881 sur ce point, la jurisprudence a emprunté au Code d'instruction criminelle les règles qui gouvernent la compétence *ratione loci* ; or, en matière criminelle et correctionnelle, trois tribunaux sont compétents, le tribunal du lieu du délit, celui de la résidence du prévenu, et celui où le prévenu a été trouvé (art. 23 et 63 Cod. instr. crim.).

Il ne saurait être question, en matière de presse, du tribunal du lieu où l'inculpé a pu être trouvé : en effet, l'arrestation préventive n'est permise en aucun cas ; c'est ce qui résulte de la Circulaire par laquelle le Garde des Sceaux a transmis à ses Parquets des instructions sur l'application de la loi de 1881 : « La loi ne s'explique pas sur la compétence ; c'est donc celle du droit commun. La loi de 1819 avait établi, dans son art. 12, que les poursuites à la requête du Ministère Public seraient faites au lieu du dépôt des écrits poursuivis ou de la résidence du prévenu : l'art. 8 de la loi du 29 décembre 1875 avait reproduit expressément, pour les crimes ou délits référés aux Cours d'Assises, la compétence du lieu du dépôt. Ces dispositions n'ont pas été reproduites par la loi nouvelle ; la juridiction compétente est, avec celle de la résidence de l'inculpé, celle du lieu du délit, c'est-à-dire celle de tous les lieux dans lesquels l'ouvrage délictueux a été publié. » (S. Lois annotées de 1882, p. 221, 3^e col., XV). Il est donc certain que la compétence *ratione loci* peut appartenir en matière de presse, à deux tribunaux : celui de la résidence du prévenu, celui dans le ressort duquel le délit a été commis, c'est-à-dire où l'écrit a été publié :

1^o La poursuite peut d'abord être exercée au lieu de la résidence habituelle de l'inculpé (Cass., 24 janvier 1891, S. 99, 1, 429, D. 91, 1, 187). Si la poursuite est dirigée contre plusieurs personnes, elle peut être portée, au choix de la partie poursuivante, devant le tribunal du domicile de l'un quelconque de l'un des inculpés, sans qu'il y ait de distinction à établir entre les auteurs principaux et les complices (Cass., 7 juillet

1900, Bull. Crim., n° 242) la connexité établit, en effet, un lien suffisant entre tous les prévenus pour que le tribunal compétent vis-à-vis de l'un d'entre eux le soit également à l'égard des autres ;

2° La poursuite peut être portée devant le tribunal du lieu du délit, c'est-à-dire dans le ressort duquel l'écrit a été publié. Le délit résulte de la publication ; il est donc commis dans tous les lieux où la publication est faite ; le juge de chacun de ces lieux est compétent pour connaître de l'affaire ; il n'y a pas à s'attacher à la nature de l'écrit incriminé ; peu importe que ce soit un livre, une brochure ou un journal. (Cass., 7 février 1889, S. 89, 1, 191). Les art. 42 et 43 de la loi de 1891 mettent, d'ailleurs, sur la même ligne, au point de vue de la poursuite et de la répression, les gérants et les éditeurs.

Il y a cependant des auteurs qui ont voulu formuler une distinction entre le délit commis par le journal et celui réalisé à l'aide du livre. Pour justifier cette thèse, on s'appuyait sur ce que la compétence se rattacherait à l'existence d'un contrat d'abonnement, qui ne se rencontre que pour le journal et non pour le livre. Mais devant la Cour de cassation, M. le Conseiller Tanon a fait justice de cette assertion : « Cette compétence n'est nullement fondée sur l'existence d'un contrat d'abonnement, qui, d'ailleurs, lui fournirait une base bien insuffisante, même en ce qui concerne les journaux. Les journaux ne sont pas, en effet, distribués en vertu du seul contrat d'abonnement, puisqu'ils sont livrés aussi à l'acheteur au numéro, et, d'autre part, le livre est adressé dans les lieux où il

est publié, soit directement à l'acheteur, soit au libraire qui lui sert d'intermédiaire, non pas fortuitement, mais aussi en vertu d'un contrat qui devrait être tenu, si c'était nécessaire, comme l'équivalent du contrat d'abonnement (Cass., 7 février 1889, S. 89, 1, 191). Donc, il y a identité, au point de vue de la compétence *ratione loci*, entre le journal et le livre.

Seulement, étant donné que le délit résulte de la publication et doit être réputé commis partout où l'écrit a été publié, il va en résulter qu'il y aura délit distinct dans tous les arrondissements où le journal a été publié, et, par suite, une feuille comme le *Petit Journal* qui pénètre dans toutes les communes de France, pourra, en cas d'imputation diffamatoire, être déféré à tous les tribunaux de France; de la sorte, les écrivains seront exposés sur les tous points du territoire à des procès multiples intentés simultanément ou successivement. Ce résultat a paru si injuste à certains auteurs qu'ils ont contesté le bien fondé de la thèse d'après laquelle un délit distinct serait commis dans tous les lieux de publication. Telle est l'opinion formulée par M. Roux, sous Cass. (4 juillet 1896, S. 97, 1, 201). Pour l'éminent professeur, la publication ne constitue pas à elle seule le délit tout entier. Elle n'en forme qu'un des éléments. Le délit ne réside pas tant dans la publication que dans l'idée développée par la voie d'articles de presse avec une intention malveillante pour autrui et qui a causé un préjudice d'autant plus considérable qu'elle a reçu une plus large divulgation; voilà la substance du délit et la raison de la répression. Maintenant que l'article injurieux soit tiré à un ou à mille exemplaires, que le journal où il est inséré s'adresse à

un public restreint, ou, au contraire, à un cercle très vaste de lecteurs, cette circonstance, postérieure à l'intention coupable, doit être sans influence sur la repression encourue ; le fait a été dans la conception ; la compétence doit être également unique *ratione loci* ; sinon, on arriverait à multiplier l'importance de l'injure par le nombre des lecteurs. « Le délit ne se multiplie pas, parce que le cercle de sa divulgation, allant en s'élargissant, atteint d'autres villes ; c'est toujours la même publication qui se poursuit, qui s'étend, et qui, après s'être répandue dans une localité, gagne les localités voisines. » En d'autres termes, l'unité de pensée ne peut conduire à la pluralité des infractions.

Cette opinion est évidemment plus conforme à l'équité ; elle prend mieux conscience des intérêts des journalistes et des autres auteurs, en leur épargnant des poursuites multiples, malheureusement, elle ne paraît pas juridique. Le législateur de 1881 est formel pour affirmer que la publication constitue le délit ; comment s'expliquerait-on, autrement, que le gérant du journal ou l'éditeur du livre soit considéré comme l'auteur principal, alors que l'écrivain n'est qu'un complice par aide et assistance ? C'est, d'ailleurs, ce que la Cour de cassation a décidé ; pour elle, il y a autant de délits que de juridictions susceptibles d'en connaître *ratione loci* : « Attendu qu'en matière de diffamation commise par la voie de la presse, le délit ne résultant que de la publication, doit être réputé commis partout où l'écrit a été publié ; qu'il y a ainsi autant de délits distincts que de juridictions, dans le ressort desquelles la publication a été faite, et qu'il appartient à chacune de ces juridic-

tions de prononcer, sauf l'application, s'il y a lieu, de l'art. 365, les peines déterminées par la loi, comme aussi de condamner le délinquant à tels dommages-intérêts qu'elle juge convenables » (Cass., 4 juillet 1896, S. 96, 1, 201).

Le législateur avait autrefois évité les inconvénients de cette règle exorbitante, en décidant, par l'art. 12 de la loi du 26 mai 1819, que la compétence territoriale serait restreinte au lieu où les formalités du dépôt avaient été effectués, au moins quand les poursuites étaient exercées à la requête du Ministère Public : (quant à la partie plaignante, elle conservait le droit de porter l'action devant le tribunal de son propre domicile lorsque la publication y avait été faite). Mais, aujourd'hui, cette restriction, n'existe plus, le texte précité a été abrogé par l'art. 27 décret du 17 février 1852, et le principe demeure qu'en matière de presse, la publication de l'écrit coupable constituant le délit, la poursuite pour être portée devant tout tribunal dans le ressort duquel l'écrit a été publié, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le journal et le livre (Cass., 14 fév. 1889, S. 89, 1, 191 ; D. 90, 1, 186, 24 janv. 91, S. 92, 1, 429 ; D. 91, 1, 187 ; 28 mai 1892, S. 93, 1, 329 ; D. 92, 1, 582 ; 5 janvier 1894, S. 95, 1, 431 ; 4 juillet 1896 précité ; 11 déc. 1894, S. 96, 2, 103 ; Limoges, 22 mars 1900, « Le Droit » de 2 et 3 juillet 1900).

Ce principe engendre, comme conséquence, la régularité de la poursuite devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le journal poursuivi est régulièrement adressé à plusieurs habitants, ou dans l'arrondissement duquel le journal compte des abonnés, ou dans le ressort duquel la lettre incriminée a

été reçue par le destinataire (Trib. simple pol., Toulouse, 8 août 1891, *Gaz. Trib.* (5 sept. 1891). Il appartient, d'ailleurs, au poursuivant d'employer tous les moyens de preuve permettant d'établir que la publication a eu lieu dans le ressort du tribunal saisi (Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, 1884, tome I, p. 403).

Quant à l'action civile, elle suit les mêmes règles que celle de l'action publique, lorsqu'elle est portée devant les tribunaux répressifs ; elle obéit, au contraire, aux principes du Code de Procédure : *Actor sequitur forum rei*, quand elle est intentée isolément devant le tribunal civil, et le tribunal compétent sera alors celui du tribunal du défendeur.

En ce qui concerne les infractions présentant le caractère de contraventions de simple police, elles ne peuvent être jugées que par le tribunal du canton où la contravention a été commise (art. 138 Code d'inst. crim.). Quant au tribunal de la résidence du prévenu et celui du lieu où il a pu être trouvé, ils ne sauraient en aucun cas être compétent (Le Poittevin, n° 1354).

Enfin, il va sans dire que, pour la Cour d'assises, on applique les mêmes principes de compétence qu'à l'égard du tribunal correctionnel.

Si la question d'incompétence est soulevée devant la juridiction saisie, elle devra être examinée distinctement, et avant toute discussion sur le fond, car il est évident que, si le tribunal se déclare incompétent, il n'a aucune qualité pour suivre l'affaire ; les exceptions concernant le fond ne pourront donc être jugées qu'après le déclinatoire d'incompétence.

CHAPITRE III

LES PROJETS DE RÉFORME

Le rôle de la compétence en matière de presse est une question capitale. On ne saurait trop répéter avec Prévost-Paradol que « pour savoir si la presse est libre chez tel ou tel peuple, nous ne songeons jamais à nous enquérir de la loi qu'on lui applique, mais nous demandons tout de suite : qui la juge ? » (*La France Nouvelle*, 1968, p. 216). Il faut, en matière de presse, se garder à la fois de permettre la licence par une législation trop libérale et, à l'inverse, de porter atteinte à la liberté par des règles trop strictes. Or, suivant que la compétence pour les procès de presse sera déférée à telle ou à telle juridiction, la répression pourra être appliquée avec plus ou moins de rigueur ; les lois même les plus claires donneront lieu à des interprétations divergentes. Il est certain que le législateur de 1881 a voulu adopter des théories libérales en matière de presse ; il s'est inspiré de l'art. 11 de la Déclaration des droits de l'homme, aux termes duquel « la libre com-

munication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Le rapporteur de la loi de 1881 disait à la Chambre des Députés : « Nous vous apportons une loi d'affranchissement et de liberté. » Et il ajoutait, après avoir longuement énuméré tous les délits supprimés : « Nous avons débarrassé le terrain sur lequel le passé a pris à tâche d'accumuler son œuvre de réaction. Le projet de loi ne couronne aucun édifice; il en crée un nouveau sur un sol devenu libre. » Et, pour affirmer son caractère libéral, la loi a supprimé d'abord toutes les mesures présentant un caractère préventif; elle a aboli l'autorisation arbitraire pour l'écrivain, la censure préalable pour l'écrit, le cautionnement pour le journal, autant de réminiscences du passé incompatibles avec l'esprit de la législation moderne. Mais le législateur n'a pas voulu aller plus loin; il a conservé la notion de délit de presse; il n'a pas pensé que la liberté dût entraîner nécessairement la licence et l'impunité. Et par là, il s'écarte nettement des systèmes hostiles, en cette matière, à l'intervention de la loi.

Il s'est trouvé, en effet, une Ecole qui réclame pour le journal la liberté la plus complète, la licence la plus absolue; c'est ainsi que, dans une mémorable campagne, Emile de Girardin a jadis essayé de démontrer l'inutilité de la répression du délit de presse. D'après lui, la presse ne peut exercer aucune action sur la marche de l'humanité. Mais il n'est pas besoin d'une réflexion bien attentive pour se rendre compte du mal

que peut engendrer une feuille répandue à des milliers d'exemplaires, qui s'adressera plus souvent à la passion qu'à l'intelligence, de manière à influencer sur l'opinion publique et la diriger indifféremment vers la vérité ou vers l'erreur par l'artifice de raisonnements habilement enchaînés. « La presse impuissante, s'écrie M. l'Avocat Général Mérillon, non. Réalisant parfois des prodiges d'amour et de charité, soulevant des enthousiasmes populaires, pour les grandes causes, réchauffant le sentiment patriotique, elle a pour le bien une puissance infinie ; mais, réveillant parfois aussi les plus détestables passions, soufflant la haine et la discorde, elle a pour le mal une effroyable action ; toujours impérieuse et hautaine, elle dicte ses lois au pouvoir, et, pour le bien comme pour le mal, elle adresse aux gouvernants, aux fonctionnaires et même aux juges, les plus audacieuses et menaçantes injonctions » (Mérillon, *La presse et le droit commun*, Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de cassation, en date du 16 octobre 1899, *Recueil des années 1891-1900*, tome III).

En réalité, le journal a toujours exercé une influence prépondérante sur la marche des idées et des opinions ; déjà sous la Restauration, les journaux politiques jouissaient d'une puissance considérable ; « Le Directeur d'un Journal influent était alors un véritable chef de parti ; il était presque un chef d'école ; ses abonnés étaient des affiliés ; Le Journal soutenait toujours les mêmes hommes et la même doctrine ; les abonnés ne lisaient jamais que le même journal. Ils le croyaient en toute chose sur parole ; ils pensaient et votaient comme lui ». (Larnaude, *Cours de Doctorat*, 1908-09).

Si la presse moderne ne dirige plus comme autrefois les opinions politiques de ses lecteurs, elle n'en conserve pas moins une action importante ; le journal devient aujourd'hui une affaire purement commerciale ; il recherche le succès et, pour cela, ne recule devant aucun moyen ; pour attirer les lecteurs il n'hésite pas à flatter leurs préjugés, leurs vices ou même leur ignorance (Leroy-Beaulieu, article publié à l'occasion de l'enquête de la *Revue Bleue* en 1897, et 1898, n° du 18 déc. 1897). Il est inadmissible de soutenir que l'industrie du journal qui se transforme bien souvent en un véritable chantage, et qui tend fréquemment à égarer l'opinion par des procédés condamnables, doit échapper à toute répression, sous prétexte que la pensée doit toujours demeurer libre.

A l'appui de l'impunité, un autre argument a été invoqué ; il n'y a pas d'intérêt à réprimer les délits de presse ; ils sont suffisamment flétris par l'opinion publique : « En face de la calomnie, déclare Emile de Girardin, il n'y a qu'à opposer le dédain aux ivrognes de la presse et à mettre toujours la vérité pour soi, car il n'y a qu'elle qui ait la puissance de nuire quand elle nous est contraire. » « De son côté, le fonctionnaire, écrit Jules Simon, a droit à être injurié et à être défendu par ses actes, par sa droiture et non par la puissance de la loi. » En réalité, le système de l'impunité peut plaire à quelques théoriciens ; il ne ralliera jamais la majorité de l'opinion, car il est toujours à craindre que la presse, avec un régime de tolérance illimitée, ne dégénère trop souvent en industrie de chantage. La mission sociale de l'Etat, le devoir de conservation qui lui incombe, la protection qu'il doit à ses fonction-

naires comme aux particuliers, impliquent qu'une sanction doit être édictée contre les infractions de la presse.

A côté du système de l'impunité absolue et se rapprochant de lui par l'absence de toute répression pénale, se place l'opinion soutenue en 1881, lors de la discussion de la loi, par MM. Floquet, Clémenceau, Allain-Targé et Lockroy ; ils réclament pour la presse l'application du droit commun ; il n'y aurait pas, dans cette matière, de délits spéciaux, et, par suite, pas de lois distinctes sur la presse. Il n'y aurait place que pour une responsabilité civile fonctionnant sur les bases de l'art. 1382. « La presse, remarquait M. Floquet, simple instrument des délits, ne peut pas en être la cause consécutive : les journaux ont pris un caractère financier très accentué et servent souvent à diriger les placements de l'épargne du pays. Or ils ne peuvent bien le faire que si on leur laisse une liberté absolue. La presse ne discute plus guère uniquement des questions de doctrine ; elle se préoccupe surtout d'informations et de nouvelles. Or, contre cette presse, il n'est pas besoin de sortir d'armes spéciales de l'arsenal législatif. » A cet amendement, la Commission répondit, par la voix de son Rapporteur que la presse représentait un rouage spécial dont le fonctionnement appelait également des règles particulières, certains délits, reconnus par tous comme constituant une diffamation publique, n'étant pas réprimés par le droit commun, et, à l'inverse, le droit commun pouvant quelquefois être trop rigoureux pour les journalistes. Cependant l'amendement fut pris en considération le 25 janvier 1881 par la Chambre ; il fut renvoyé à la Commission et eut pour résul-

tat de modifier le projet de celle-ci dans un sens plus libéral, par la suppression d'un certain nombre de délits d'opinion qui y figuraient encore. M. Floquet se contenta de ce demi-succès, et ne chercha plus à faire prédominer ses idées dans l'élaboration de la loi de 1881.

C'est donc à juste titre que cette loi a jugé utile de réprimer les délits de presse ; seulement, rompant l'ordre légal des juridictions, elle a érigé le jury en juge ordinaire ; c'est dans des cas exceptionnels, que le tribunal correctionnel et le tribunal de simple police peuvent être saisis.

Cette loi a ainsi poursuivi la réalisation d'une œuvre à la fois pleine de sagesse et favorable à la liberté ; et, cependant, depuis près de 30 années, elle a suscité les critiques les plus vives. Elle devait mettre obstacle aux écarts de langage des journalistes ; or, jamais ils n'ont été plus nombreux. Elle avait pour but d'entraver les scandales ; or, il ne se passe guère de jour sans que les journaux les plus lus ne servent à leurs lecteurs le récit plus ou moins truqués d'événements sensationnels : les Recueils de jurisprudence contiennent la reproduction d'un grand nombre de procès auxquels donne lieu l'application de la loi de 1881 ; il n'est peut-être pas de monument législatif qui ait occasionné de plus amères déceptions, et exercé davantage l'imagination des parlementaires ; en effet, si l'on consulte les travaux des Chambres, depuis 1881, on constate que près de 40 projets et propositions ont eu pour objet de compléter ou de corriger la réglementation actuelle de la presse (Cf. le tableau de ses projets ou propositions dans la thèse de M. Gouge : *De la responsabilité en matière de presse*,

p. 322 et s.) Aux yeux même de la plupart des auteurs, déclare M. l'Avocat Général Mérillon, elle apparaît comme inapplicable ; on ne lui reconnaît plus aucune vertu et ceux qu'atteint la diffamation ou l'injure préfèrent tout supporter plutôt que de recourir à sa protection dérisoire quand elle n'est pas dangereuse ; d'où vient cette contradiction inattendue entre le principe et ses conséquences ? D'où vient cette déplorable faillite à de si légitimes espérances ? La loi, unanimement acceptée dans un élan d'enthousiasme libéral était-elle trop en avance sur l'esprit public ? Ne tenait-elle pas des mœurs et de l'état social un compte suffisant ? Ou bien contenait-elle quelque vice qui la rendait impraticable et la frapperait de stérilité ? » (Discours précité). En ce qui nous concerne, sans vouloir étudier à tous les points de vue les défectuosités qui peuvent déparer la loi de 1881, nous nous contenterons de rechercher si les règles de compétence établies par elle sont conformes aux intérêts bien entendus des justiciables à qui elle s'adresse, et si elles répondent aux progrès qu'imposent à la fois l'évolution des mœurs et le souci de la justice absolue.

Or, parmi les conceptions possibles sur la compétence en matière de presse, il y en a quatre parmi lesquelles le choix peut varier, savoir : les *juridictions exceptionnelles*, la *juridiction de droit commun* (Cour d'assises ou tribunal correctionnel), la *juridiction spéciale*, la *juridiction disciplinaire*. Après avoir examiné, au point de vue théorique, sur laquelle de ces diverses conceptions il convient de fixer ses préférences, nous rechercherons brièvement quelle est, sur ce

point, la tendance de la législation française à l'époque contemporaine.

§ I. — *Les juridictions exceptionnelles.*

Nous trouvons le type le plus marqué de cette juridiction dans la Commission de l'ancien régime. Elle était composée de juges nommés par le souverain pour une affaire déterminée et dont la mission prenait fin avec le procès. L'instance était dénuée de toute garantie protectrice des droits de la défense. L'accusé se trouvait seul en face du tribunal : son cas était, pour ainsi dire, résolu d'avance. Ces juridictions, de caractère si inconciliable avec l'équité, n'ont pas entièrement disparu avec l'ancien régime ; on en trouve une survivance au début du xix^e siècle. C'est bien avec ce caractère de tribunaux spéciaux, dont les membres étaient choisis d'avance pour obtenir une condamnation, qu'apparaissent les Commissions militaires, de Juillet 1804, qui furent convoquées seulement pour connaître de certaines causes déterminées. Non moins exceptionnelles sont les juridictions spéciales organisées par la Restauration sous le nom de « Cours prévôtales » (déc. 1815) ; elles sont appelées à connaître de tout un ensemble d'infractions, parmi lesquelles les délits de presse. Elles sont exceptionnelles non pas en raison du petit nombre des délits sur lesquels elles doivent statuer, car, en réalité, leurs décisions concernent un ensemble de délits, mais elles présentent un caractère anormal en ce

sens que la procédure qui s'y déroule obéit à des règles d'une rigueur et d'une sévérité particulières, destinées à obtenir une sentence rapide et une exécution encore plus prompte : la décision rendue devait, en effet, être mise à exécution dans les 24 heures; elles rappellent l'une des époques les plus sanglantes de notre Histoire.

Après une longue période d'apaisement, les garanties des citoyens sont encore violées par le régime institué au début du second Empire. Alors sont créées les Commissions mixtes chargées de juger les individus arrêtés à la suite du Coup d'Etat de décembre 1851; elles sont composées d'éléments empruntés à la fois à l'armée (un général), à l'administration (un préfet), à la magistrature (un procureur). Aucune forme de procédure ne leur était imposée; ce sont là les types les plus accusés de juridictions exceptionnelles.

Mais, à côté, il s'en trouve qui, tout en restant en dehors des règles ordinaires de l'organisation judiciaire, sont gouvernées par des principes plus stables et comportent l'observation d'un certain nombre de règles fixes de procédure. Elles sont exceptionnelles seulement à ce point de vue qu'elles sont composées de juges qui, ou bien ne sont pas inamovibles, ou bien représentent des hommes de parti. En d'autres termes, les procès de presse peuvent être déférés ou bien à des tribunaux administratifs dont les juges sont exposés à être changés au gré du Gouvernement, ou bien à des juridictions d'ordre politique, dont les membres manquent de l'impartialité voulue pour rendre une décision conforme aux principes du droit ou de l'équité.

A) *Les juridictions administratives.* — Le type le plus parfait se rencontre en Espagne, avec la loi du 26 Juillet 1883, qui institue une juridiction administrative compétente pour le délit de presse (*Annuaire de législation étrangère*, tome XIII, p. 416). Cette loi concerne toutes les infractions commises par la manifestation de la pensée au moyen de l'imprimerie, de la lithographie et de la photographie. Il s'agit d'ailleurs moins de délits de presse proprement dits que d'infractions à des règles administratives auxquelles sont assujettis les livres et les journaux. C'est en vue d'obtenir une législation plus rapide que, dans ces cas, le législateur espagnol a attribué compétence à la juridiction dont il s'agit. Mais il convient de noter qu'un appel est possible des décisions rendues par ces tribunaux administratifs, et il est porté devant le juge d'instruction.

B) *Les juridictions politiques* ont été aussi, suivant les temps et les pays, compétentes pour l'application des lois relatives aux délits de presse. La France a connu ce régime, à certaines époques. Il en a été ainsi sous l'application de la Charte de 1815 ; le Gouvernement, par la loi du 25 mars 1882, art. 15, conférait aux Chambres le droit de juger les offenses qui leur étaient adressées et la loi assimilait à une offense le compte rendu infidèle des séances. Par analogie, les cours et les tribunaux puisaient dans l'article 16 le droit de réprimer le délit d'infidélité des compte rendues de leurs audiences, de même, sous le Gouvernement de Juillet, les Chambres sont érigées en juridiction compétente pour connaître de certains délits de presse. La loi du 9 sept. 1835, transportait à la Chambre des

Pairs la connaissance de certaines infractions jusque-là réservées à la Cour d'Assises ; il en était ainsi pour les provocations aux complots (art. 1) ; l'offense au roi ayant pour but d'exciter à la haine ou au mépris de sa personne ou de son autorité constitutionnelle (art. 2), puis l'attaque contre le principe et la forme du Gouvernement établi par la Charte de 1830 (art. 5). La Chambre des Pairs recevait ainsi les fonctions de la juridiction exceptionnelle, et elle devenait, en réalité, un instrument du pouvoir. En outre, les Chambres continuaient de juger les offenses qui leur étaient adressées ; leur compétence avait été maintenue à cet égard par l'art. 3 de la loi du 8 oct. 1830. La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés connaissaient encore du délit spécial d'infidélité et de mauvaise foi dans le compte rendu de leurs séances. A cette époque, on justifiait la prérogative des Chambres en affirmant qu'elle était indispensable au maintien de leur indépendance et de leur dignité. On allait jusqu'à dire que cette juridiction exceptionnelle était établie dans l'intérêt de l'inculpé lui-même. En effet, si la Chambre offensée avait dû saisir de la connaissance du délit les tribunaux ordinaires, il eut été à craindre que ceux-ci, sous l'influence d'une pression possible, eussent rendu un verdict manifestement contraire à l'équité.

En réalité, la compétence des Chambres aboutissait ici aux conséquences les plus funestes ; elles statuaient avant tout comme corps politique, d'où l'absence de toute procédure destinée à sauvegarder les intérêts de la défense, et un grand nombre de journalistes furent poursuivis sous le Gouverne-

ment de Juillet en raison d'articles qui paraissaient contenir des offenses aux corps constitués.

Enfin, c'est encore parmi les juridictions politiques, mais avec un ensemble de mesures représentant des garanties plus certaines pour l'accusé, qu'apparaît l'organisation actuelle de la Haute-Cour, qui est constituée aujourd'hui par le Sénat, et devant laquelle sont observées la plupart des formes judiciaires prescrites pour la protection de l'accusé. Mais, même avec le progrès réalisé, la compétence de la Haute-Cour en matière de presse doit être condamnée, car elle conserve toujours le caractère d'un tribunal politique ; quelles que soient les mesures prises en faveur de l'accusé, celui-ci est exposé à la partialité de ceux qui sont appelés à le juger, car l'expérience de tous les pays a démontré que l'idée de justice et les préoccupations politiques sont inconciliables. De toute manière, quel que soit leur caractère, anormal, administratif ou politique, les juridictions exceptionnelles doivent, donc, être rejetées comme de nature à violer à la fois la liberté et l'équité.

§ II. — *La juridiction de droit commun.*

De droit commun, deux juridictions apparaissent, *a priori*, comme susceptibles d'être compétentes : le tribunal correctionnel et la Cour d'Assises. Le Tribunal correctionnel a connu des délits de presse à partir du Code pénal de 1810 jusqu'aux lois spéciales de 1819 et de 1822. Mais, comme ce Code ne con-

tenait aucune distinction, au point de vue de la juridiction, entre les délits de presse et ceux de droit commun, il en résultait que toute infraction commise par la voie de la presse et présentant le caractère d'un crime devait être de la compétence du jury. En 1882, la compétence des tribunaux correctionnels est substituée dans tous les cas à celle de la Cour d'Assises (art. 17). La Monarchie de Juillet conserve la compétence du jury avec la loi du 8 octobre 1830. Le jury est encore maintenu dans ses attributions avec la constitution républicaine du 4 novembre 1848 ; mais sous le Second Empire, dès le 31 décembre 1851, intervient un décret qui restitue aux tribunaux correctionnels leur compétence à l'égard de tous les délits de presse et de la parole. Le jury ne recouvrera sa compétence en cette matière que sous la troisième République par le décret de la Défense nationale en date du 27 octobre 1870, confirmé par la loi du 15 avril 1871.

En résumé, la compétence des tribunaux correctionnels a été admise de 1810 à 1822 pour les délits de presse proprement dits, mais non pour les infractions de presse qualifiées crimes, et de 1822 à 1830, ainsi que pendant toute la durée de Second Empire, pour toutes les infractions de presse proprement dites comportant aussi bien une peine criminelle qu'une peine correctionnelle. Laquelle de ces *deux juridictions ordinaires* est donc préférable pour juger les procès de presse ? La réponse ne saurait être douteuse si on réfléchit que la prédominance de la Cour d'Assises a toujours coïncidé avec l'adoption de lois libérales ; c'est, au contraire, à une époque de retour à une autorité absolue que le tribunal correc-

tionnel est appelé à connaître des délits que nous étudions.

Quels sont donc les arguments que l'on peut invoquer pour se prononcer en faveur du tribunal correctionnel ? On a fait valoir des raisons se rattachant à quatre groupes d'idées différents : 1° Par suite des difficultés d'ordre juridique qui s'élèvent au sujet de l'appréciation des délits de presse, il est indispensable que la répression de ces délits appartienne à des juristes de profession, rompus à l'application des textes et possédant une longue pratique susceptible de les éclairer sur les problèmes nouveaux qui surgissent chaque jour. En outre, même en dehors de toute considération d'ordre juridique, et en tant qu'il s'agit de se rendre compte de la portée d'un article, les hommes d'une culture étendue, comme les magistrats, seront mieux à même de porter un jugement éclairé : « Il faut, pour juger un écrit, pour pénétrer l'esprit dans lequel il a été fait et le but réel où il tend, avoir une conscience étudiée et réfléchie de la valeur propre ou figurée des termes, des finesses du langage, des figures oratoires, et des réticences même, par lesquelles l'écrivain laisse entendre souvent autre chose que ce qu'il exprime ; il faut comparer les diverses parties de l'ouvrage, apprécier les circonstances, les temps, les lieux, la position et la qualité des personnes. » (Discours Angles, prononcé à la Chambre le 4 février 1822). Le professeur Garofalo a dit dans le même sens qu'il était singulier de confier le soin de rendre une décision sur des questions aussi délicates à une juridiction dont les membres peuvent ne posséder qu'une intelligence et une instruction rudimentaires. Avec des magistrats professionnels, les droits de

l'accusé comme les intérêts de la victime seront infiniment mieux garantis (Garofalo, *De la criminologie*, 2^e éd., p. 389 ;

2^o Seul le tribunal correctionnel peut se prononcer d'une manière éclairée sur les éléments de l'infraction et assurer l'exécution de la loi. En effet, il appliquera lui-même le mécanisme des circonstances atténuantes ; il résistera plus facilement à un entraînement d'opinion, à des considérations de sentiment ; les jurés, au contraire, obéissent volontiers à l'impression produite sur eux par la plaidoirie d'un avocat habile, qui détourne leur attention des textes et la fixe seulement sur des sentiments ou sur des passions. M. Tarde a pu dire en ce sens » que la liberté de la presse est devenue l'irresponsabilité, l'omnipotence de la presse ; c'est à cause du jury qu'il n'y a plus de défense possible contre elle dans notre législation ; c'est à cause du jury que la loi peut encore bien défendre notre vie contre les attaques des assassins, mais qu'elle ne défendra jamais pratiquement notre bonheur contre les agressions des premiers venus de la presse » (Tarde, *Etudes pénales et sociales*) ;

3^o Tout à l'opposé du jury, les juges correctionnels sont indifférents à l'accueil que l'opinion publique pourra réserver à leur décision. On sait combien les jurés redoutent les attaques des journaux, la vengeance des amis de l'accusé. Par profession, les magistrats demeurent insensibles au contrôle de leurs concitoyens ; ils ne se sentent pas atteints par les injures dont ils peuvent être l'objet ;

4^o Enfin, les tribunaux correctionnels, étant composés de magistrats, imbus de l'idée de droit, ont une tendance à for-

mer une jurisprudence, à rendre des décisions sensiblement identiques pour des affaires analogues. Or, c'est là une garantie très précieuse pour les personnes qui, par leur profession, peuvent devenir les auteurs ou les victimes d'une campagne de presse. Le public est fixé d'avance sur les limites dans lesquelles la polémique a le droit de se mouvoir. On a dit quelquefois que le jury représentait fidèlement l'état de l'opinion publique ; en supposant même que cette idée ne soit pas contestable, elle ne saurait prédominer sur la connaissance exacte des lois que possèdent les magistrats correctionnels, et qui présente l'avantage d'être stable, tandis que l'opinion publique est éminemment variable. Telles sont les raisons invoquées en faveur du tribunal correctionnel.

Mais les partisans du jury ne sont pas moins nombreux ; ils commencent par écarter l'objection d'après laquelle le fait de déferer les délits de presse au jury équivaldrait à la création d'un véritable privilège. Cette considération a été développée surtout par M. Reinach (proposition déposée sur le Bureau de la Chambre le 21 novembre 1889, n° 64, *J. O.* 1889, Annexe, p. 138). Pour lui, il conviendrait d'éliminer de la réglementation de la presse un régime de compétence qui constitue un privilège injustifié.

Ce raisonnement peut être facilement rétorqué ; rien n'est plus contestable que de soutenir que la connaissance des délits de presse par le jury constitue un privilège illégitime ; il ne faut pas oublier que la Cour d'Assises possède la plénitude de juridiction ; c'est une règle élémentaire qu'elle est qualifiée pour connaître de tous les délits et même des contraventions

qui peuvent se greffer sur une affaire criminelle portée devant elle.

Cette objection écartée, il est possible de faire appel à un assez grand nombre d'arguments en faveur de la compétence du jury : 1° Il n'est pas désirable que l'appréciation des délits de presse soit conduite comme une opération de pure logique. La tendance des magistrats correctionnels, qui sont avant tout des civilistes, est de s'enfermer dans l'abstraction, dans la rigidité de raisonnements juridiques dont ils ne savent pas se départir. Or, les délits de presse mettent au plus haut degré en jeu les passions humaines; ils sont la manifestation, poussée à l'excès, d'un sentiment de haine ou de vengeance, ou encore d'une conception politique dont ses partisans s'attachent par tous les moyens, même en calomniant leurs adversaires, à assurer le succès; par suite, il n'est peut-être pas très opportun d'employer ici les procédés à l'aide desquels les juges forment ordinairement leurs convictions; « les délits de presse sont quelque chose d'impalpable, qui ne mesurent point, au compas du juge... le lieu, le temps, la moralité de l'acte, l'état paisible ou agité du pays, voilà ce qui se sent rapidement, plus que ce qui peut se définir nettement » (Discours de Cormenin, lors de la discussion de la loi du 18 juillet 1828). Cette idée a été mise en relief en 1817 par Royer-Collard « le juge qui apprécie un article de journal, dit-il, doit rendre un arbitrage plutôt qu'un jugement proprement dit... c'est cette sorte d'arbitrage si différent de la justice, qui distingue seul dans chaque cas l'abus de la presse de son usage légitime, c'est lui seul aussi qui définit la liberté de la presse... Il

est donc indispensable que le fait reste en la puissance de la société, qui ne le fera parvenir au juge qu'après l'avoir constaté elle-même, dans son intérêt, par des arbitres tirés de son sein, qui soient sa parfaite image ». Ces arbitres sont le jury qu'il découvre comme « la condition nécessaire de la liberté de la presse » (*Moniteur*, Chambres des Députés, 18 décembre 1817).

2° La tendance indiscutable, que manifestent les juges correctionnels de former une jurisprudence par la continuité de décisions analogues dans des cas similaires, les écarte de toute nouveauté dans leurs jugements ; ils redoutent avant tout de heurter des précédents bien établis ; ils sacrifient ainsi le sentiment de l'équité à la tradition juridique. Le plus souvent inaccessibles aux considérations de sentiments, ils se renferment dans l'application des habitudes reçues.

L'esprit traditionnaliste est encore aggravé chez eux par une sorte de solidarité professionnelle qui les porte naturellement à s'approprier les décisions rendues par leurs collègues dans des espèces semblables ; or, est-on bien assuré qu'avec une pareille conception de leur rôle, les magistrats correctionnels puissent se flatter de suivre dans toutes ses manifestations, notamment par la voie de la presse, le cours de l'opinion publique ?

3° Confier les délits de presse aux tribunaux correctionnels, c'est oublier que la magistrature même inamovible dépend étroitement du pouvoir ; les magistrats, même les plus intègres, ne peuvent se défendre de songer à l'avancement et aux décorations, et ils savent bien que leurs souhaits seront

exaucés, surtout si leur conduite répond au désir des gouvernants. De là, une hostilité latente, mais certaine, contre les journalistes qui ne soutiennent pas les idées du jour, et des acquittements contre les journalistes qui sont ouvertement les amis du pouvoir. De plus, des décisions partiales ou soupçonnées d'être telles trouvent toujours une sanction dans le jugement de l'opinion publique, et il en résulte un discrédit qui retombe sur la magistrature tout entière ;

4° Si l'impartialité des juges peut être suspectée vis-à-vis des simples particuliers, ne donnera-t-elle pas prise à plus de critique encore lorsque, parmi les adversaires engagés dans le procès de presse, figureront des fonctionnaires, c'est-à-dire des hommes qui, à l'instar des juges, sont des représentants de la puissance publique, proviennent d'un recrutement analogue et obéissant à une hiérarchie commune ?

5° D'un autre côté, le jury présente vraiment l'avantage d'être un écho plus fidèle des sentiments et des conceptions que professe la grande majorité des citoyens. « Ils sont les représentants de l'opinion publique parce qu'ils la connaissent ; ils évaluent ce qui peut agir sur elle ; ils sont les organes de la raison commune, parce que cette raison commune les dirige, affranchie qu'elle est des formés qui ne sont imposées qu'au juge, et qui, ne devant avoir lieu que pour assurer l'application de la loi, ne peuvent embrasser ce qui tient à la conscience, à l'intention, à l'effet moral (Benjamin Constant, *Annales de la session de 1817*). Déjà Montesquieu avait dit non moins justement : « Il faut que les jurés soient de la même condition que l'accusé, pour qu'ils ne puissent pas se mettre

dans l'esprit qu'il est tombé entre les mains de juges disposés à lui faire violence » (*Esprit des lois*, liv. XI, chap. IX).

6°. Si, d'une manière générale, la compétence du jury est commandée par la nature même des délits de presse, qui se composent d'éléments infiniment subtils et variables, cette nécessité s'impose surtout pour le délit spécial de diffamation. L'intervention du jury est indispensable ici pour apprécier « le sentiment de l'altération des rapports entre la personnalité mise en cause et le monde environnant. Il est donc essentiel de considérer ce qu'en pensent ceux en considération desquels le trait perfide a été lancé » (Worms, *Les attentats à l'honneur*, 1890, p. 304 et s.) Or, le jury seul, comprenant des représentants de toutes les classes de la société, est à même de rechercher si l'opinion publique approuve la condamnation qu'il prononcera comme sanction du délit de presse dont il a la connaissance. Ce sentiment de l'opinion publique, loin de porter le jury à la clémence, l'incite à s'acquitter de sa mission avec fermeté, car ils savent qu'à leur tour, ils auront des comptes à rendre à leurs concitoyens : « Après leur séance, les jurés rentrent dans la société ; ils y retrouvent d'autres juges qui sanctionnent ou blament leur jugement. » (Catelan, *Rapport à la Chambre des Pairs*, Séance du 19 mai 1819). Le désir de ne pas se mettre en contradiction avec l'opinion générale empêche le jury d'obéir à l'impulsion du pouvoir, et, en définitive, il demeure la meilleure juridiction capable de consacrer la liberté sans violer la loi. « Le jury, a écrit M. Garçon, condamne beaucoup plus souvent qu'on ne le dit, et qu'on ne le croit, en matière de presse. Si les poursuites étaient moins capricieuses,

si on les exerçait toutes les fois que le délit a été commis et semble mériter une répression, si on avait, pour tout dire, plus de confiance dans le jury, peut-être s'apercevrait-on que, là comme ailleurs, sa justice peut concilier la nécessité de la répression et le respect de la liberté. » (*Revue pénitentiaire, Discussion sur l'échevinat, 1900.*)

Donc, le jury paraît la juridiction la mieux qualifiée à tous égards pour connaître des procès de presse. D'autre part, on ne crée nullement un privilège spécial à la presse en attribuant à la Cour d'assises le droit de connaître de toutes les infractions qui peuvent être commises en cette matière, même les simples délits. L'art. 1^{er} du Code pénal, qui contient une définition du crime, du délit et de la contravention, trace des règles de forme plutôt que de fond ; il n'a pas la prétention d'établir une classification rationnelle et scientifique, au point de vue de la compétence, des infractions ainsi réparties en trois catégories. En réalité, du moment que l'infraction de presse est déférée au jury par la loi de 1881, on peut affirmer, sans crainte d'exagérer, que la compétence dévolue à la Cour d'assises relève du droit commun ; car les rédacteurs du Code pénal n'ont pu avoir la prétention de considérer comme renfermant le droit commun les seules prescriptions contenues dans leur œuvre.

Enfin, de tout temps, dès lors que le régime s'est inspiré d'idées libérales, la Cour d'assises a été la juridiction normale en cette matière. Il est donc permis de dire qu'avec le temps il s'est formé une conception spéciale du droit commun en cette matière ; aujourd'hui, on est choqué non point

de ce qu'un procès de presse est déféré à la Cour d'assises, mais bien de ce que, par exception, il est dévolu au tribunal correctionnel. Ce sorte que, soit qu'on invoque une longue tradition, soit que l'on se fonde sur la plénitude de juridiction que possède la cour d'assises, soit enfin que l'on s'appuie sur le sens spécial du droit commun en matière de presse, on est inévitablement conduit à considérer que, seul, le jury doit être appelé à se prononcer sur les procès de cette nature. A la rigueur, sans doute, le tribunal correctionnel est mieux qualifié pour apprécier les litiges qui mettent en jeu la propriété, l'honneur ou les droits d'un individu ; mais, dans tous les cas où l'infraction de presse est plus ou moins dominée par les passions politiques, la compétence de la cour d'assises est préférable comme garantissant mieux les intérêts des individus, comme la meilleure sauvegarde de la liberté.

Toutefois, si on désire éviter les critiques qui sont adressées parfois aux décisions du jury, le meilleur moyen serait d'apporter une amélioration aux règles du recrutement des jurés telles qu'elles résultent de la loi des 21 et 24 novembre 1872. On sait que le système actuel repose sur le choix opéré par deux commissions, l'une réunie dans chaque canton, qui comprend les maires de toutes les communes du canton, l'autre réunie au chef lieu de chaque arrondissement, composée du Président du Tribunal civil, des juges de paix et des conseillers généraux, qui revisent la liste déjà arrêtée par la commission cantonale. On a proposé d'introduire dans la commission de sélection un certain nombre de membres des catégories sociales qu'il serait utile de voir représentées dans

le jury ; un membre de l'université proposerait une liste de professeurs, les Présidents des tribunaux de commerce et des Chambres de commerce une liste de commerçants, les Présidents et les Vice-Présidents des Conseils de prudhommes une liste de patrons et d'ouvriers ; tous ces noms s'ajouteraient à ceux portés sur la liste cantonale (Cruppi, *La Cour d'assises*, 1898, p. 272 et s.) Il est probable que, par ce moyen, la mentalité du jury serait améliorée. Si cette réforme était introduite dans notre législation, elle rendrait certainement plus efficace l'intervention du jury dans les procès de presse, puisque ces procès mettent le plus souvent en jeu des passions de tout ordre, et que ces passions seront plus sainement appréciées par des hommes appartenant aux divers milieux où elles entrent en conflit.

§ III. — *La juridiction spéciale.*

On a remarqué depuis longtemps que les jurys rendaient, suivant les lieux, des verdicts contraires dans des procès qui paraissaient cependant présenter une grande analogie ; on a constaté la facilité avec laquelle se sont produits des acquittements inconsidérés ; par suite on a été amené à penser que l'aisance avec laquelle le jury se laisse influencer était de nature à compromettre la sécurité sociale par des verdicts irréfléchis. De là est née l'idée de confier à une juridiction spéciale le soin de juger les délits qui se commettent par la voie de la presse.

C'est en ce sens que se sont prononcés Siéyès (Rapport à la Constituante du 20 janvier 1790) ; pour lui, ce jury spécial devait être composé exclusivement d'écrivains ; exerçant la même profession que le prévenu, ils ont le même intérêt que lui et sauront mieux apprécier sa conduite ; la loi du 27 septembre 1791 admit le principe des jurés spéciaux ayant des connaissances techniques relatives au genre du délit ; le Code des délits et des peines de Brumaire an IV confiait aussi à des jurys spéciaux le soin de juger les écrits et les imprimés) ; sous le second Empire, la défense du jury spécial a été présentée de nouveau par le Prévost-Paradol ; il estimait qu'on obtiendrait ainsi plus de fermeté et de compétence dans les sentences du jury (*La France nouvelle*) ; le duc de Broglie avait demandé aussi que les procès de presse fussent jugés par un jury spécial composé de négociants, de propriétaires payant 500 francs d'impôts, de personnes exerçant des professions libérales, de membres de sociétés savantes, enfin de titulaires anciens ou actuels de fonctions électives (1). M. Cruppi encore critique le système existant ; il voudrait que, dans chaque affaire de presse un ou deux hommes de lettres viennent apporter aux jurés le concours de leur intelligence et de leurs connaissances techniques (Cruppi, *Cours d'Assises*, p. 223). De cette manière, il serait possible d'apprécier avec plus d'indépendance d'esprit la criminalité particulière des journalistes.

Tel est le système qui fonctionne en Angleterre (Act de

(1) Cf. Rapport de M. de Broglie du 10 avril 1871.

1792, et loi du 27 août 1881). Le jury ordinaire n'est pas nécessairement compétent pour les délits de presse : dans les procès difficiles, la partie civile ou l'accusé peuvent réclamer la formation d'un jury spécial qui existe depuis fort longtemps ; les membres de ce jury sont choisis sur la liste générale des jurés et depuis le statut de 1825, il est procédé, chaque année, à la formation de la liste des jurés spéciaux en même temps que de celle des jurés ordinaires. Le jury spécial n'est pas composé comme les autres jurys ; on n'y admet que des hommes ayant une certaine éducation et possédant une grosse fortune (gentlemen, négociants, banquiers). Ce jury peut être réclaté pour toute affaire, sauf les crimes de trahison et de félonie ; la Cour de Banc du Roi statue sur la demande ; c'est surtout en matière de presse qu'il est habituellement accordé. Ce jury spécial anglais constitue, en définitive, une garantie supplémentaire pour l'accusé ; lorsque ce dernier se méfie des jurés ordinaires, il demande à être jugé par des personnes choisies sur une liste particulière et appartenant à une condition sociale supérieure.

C'est encore avec le caractère d'une juridiction spéciale que fonctionnent en Allemagne les *tribunaux d'échevins* ; « ils se composent en partie de magistrats, en partie de personnes étrangères à la magistrature, sortes de jurés siégeant, délibérant ou décidant en commun, au lieu de statuer séparément, comme le jury actuel, sur certains points déterminés du procès » (Bufnoir, *Bulletin de la soc. de législation comparée* 1895.)

L'échevinat supprime la distinction du fait et du droit contrairement à la solution adoptée en Cours d'Assises, où

les questions sont posées aux jurés de manière à ne présenter aucune question de droit à résoudre, parce que les juges populaires sont naturellement ignorants du droit et incompetents pour la solution de ces questions. Cette institution de l'échevinat a été introduite dans certains Etats de l'Allemagne et particulièrement en Hanovre vers 1750, mais elle n'a qu'une compétence limitée ; en effet le Jury juge seul les crimes les plus graves ; les magistrats jugent les autres crimes et délits les plus importants, les tribunaux d'échevins n'ont à statuer que sur les affaires d'une grande simplicité ; ils ne peuvent prononcer qu'un emprisonnement de trois mois et une amende de 750 francs au maximum. D'après la loi du 27 janv. 1897, ces tribunaux ou *Schoeffengerichte* sont appelés à connaître des injures qui ne peuvent être poursuivies que sur la demande de la partie lésée, lorsque la poursuite a lieu par voie d'action civile (§ 26, 3°).

En France la Société générale des prisons a procédé en 1899 et 1900 à une enquête sur l'échevinat (Mittermaire, art. sur l'échevinat en Allemagne, *Revue pénitentiaire* de 1900). Cette discussion ne paraît pas avoir été favorable, en France, à l'introduction de cette institution ; on a constaté que les décisions des échevins prêtaient souvent à la partialité et pouvaient avoir pour résultat de compromettre les garanties de l'inculpé ou d'atténuer la rigueur de la répression (*Revue pénitentiaire*, Discussion sur l'échevinat, 1900).

En effet, avec l'Echevinat appliqué aux Assises, le journaliste aussi bien que le plaignant pourrait redouter l'influence d'un magistrat partial. Cette immixtion du juge serait d'autant

plus à craindre que les délits de presse sont, pour la plupart, des délits politiques. Un tel résultat ne serait-il pas contraire à la tendance actuelle qui cherche de plus en plus à protéger l'accusé ? Quant à l'Echevinat substitué au tribunal correctionnel serait-il utile en matière de presse ? Si l'on prend soin de déférer au jury tous les délits ayant un caractère politique ou qui impliquent la nécessité pour le juge de connaître l'intention de leur auteur, devra-t-on faire intervenir des échevins pour assurer l'application de la réglementation administrative de la presse ou sanctionner des délits pour lesquels, en raison de leurs caractères spéciaux, le législateur a voulu assurer une stricte répression ? Il ne le semble pas. Pour les uns, cependant, c'est à la Cour d'Assises qu'il conviendrait d'appliquer l'échevinat (en ce sens M. Flandin, *Revue pénitentiaire*, 1900) : M. Cruppi pense, au contraire, qu'il vaut mieux conserver le jury et se contenter de remplacer les tribunaux correctionnels par l'échevinat (Cruppi, *La Cour d'Assises*, p. 322). M. Garçon a très bien fait ressortir, dans la discussion précitée, que la vraie raison, pour laquelle M. Cruppi proposait l'introduction de l'échevinat en France, est que les jurés délibérant sous la direction des magistrats lui semble un moindre mal ; en d'autres termes il s'agirait de rendre inoffensif un jury qui paraît dangereux. Or, en matière de presse, un ensemble de traditions et d'arguments d'une portée incontestable militent en faveur de la conservation du jury pour les délits de presse par suite des caractères spéciaux qu'ils présentent.

Il serait dangereux de le battre en brèche ; ne craignons

done pas d'écarter l'application de l'échevinat aux délits de presse, puisque inutile s'il remplace le tribunal correctionnel il devient dangereux s'il est pratiqué aux Assises. La seule utilité que pourrait présenter l'échevinat serait de l'appliquer en matière correctionnelle, en vue de juger les délits de presse commis pendant la période électorale au détriment des candidats aux fonctions législatives. Dans cette période, des infractions de ce genre doivent être rapidement réprimées, et la procédure de l'échevinat permettrait d'obtenir une sanction avec la célérité voulue ; en dehors de cette hypothèse, il ne semble pas qu'il y ait intérêt à introduire en France cette institution germanique.

§ IV. — *La juridiction disciplinaire.*

Enfin, certains publicistes ont cru trouver dans la création d'une juridiction disciplinaire le meilleur remède pour réprimer les excès des journalistes. En présence de la complexité sans cesse croissante de la vie moderne, le législateur ne peut émettre la prétention d'intervenir dans tous les rapports juridiques ; d'autre part, les journalistes ne doivent pas être accablés par les sanctions trop sévères que les tribunaux correctionnels sont habitués à infliger ; et enfin le fonctionnaire victime d'une diffamation commise par la voie de la presse ne peut pas être à la merci de la mansuétude du jury vis-à-vis de l'auteur de l'infraction.

Dès lors, une juridiction professionnelle semble seule qua-

lifiée pour établir le départ entre le droit légitime de critique qui appartient à l'opinion publique et la répression nécessaire que méritent les journalistes, quand ils cherchent à surexciter les passions populaires ; seule la juridiction professionnelle sera particulièrement compétente pour apprécier avec une complète indépendance d'esprit la criminalité spéciale du journaliste. « Tout en restant dans les limites de la loi, le journaliste peu consciencieux a pu manquer à l'honneur d'une manière assez grave pour que le fait puisse risquer, s'il était porté à la connaissance du public, de déconsidérer la corporation même. Qui pourra mieux le juger que ses pairs, journalistes comme lui, connaissant, par conséquent, les difficultés qu'il doit surmonter dans l'exercice de ses fonctions ? L'intérêt même de la collectivité assurera en ce cas une ferme répression ; ils auront, de plus, une tendance à la bienveillance pour juger des espèces dans lesquelles les circonstances peuvent les placer eux-mêmes tous les jours ; cette juridiction joindra ainsi une grande souplesse d'action à de sérieuses garanties en faveur du coupable » (Giraud, *Observations sur la juridiction en matière de presse*, Thèse, Paris, 1907, p. 32). On ajoute qu'avec la juridiction disciplinaire, les inconvénients de la publicité disparaissent et la corporation des journalistes peut sauvegarder ainsi sa dignité.

La difficulté est d'organiser cette juridiction. Pour M. Georges Renard, il y aurait lieu de constituer « un sérieux syndicat de journalistes qui veilleraient sur la dignité de la corporation et sur les intérêts de ses membres : ces syndicats devraient organiser des grèves ou boycottages contre tout administra-

teur ou directeur qui abuse de son pouvoir financier pour peser sur la conscience de ses rédacteurs ; ce serait le moyen le plus efficace qu'auraient ces derniers pour apprendre aux hommes d'affaires le respect de la pensée » (*Enquête sur la presse de la Revue bleue*, n° du 25 décembre 1897).

Selon M. Henri Bérenger, ces associations de journalistes devraient constituer une sorte de conseil de l'ordre du journalisme, réglant notamment les rapports entre le bailleur de fonds, le directeur et les rédacteurs du journal et exerçant son action sur les membres de toute la presse (*Revue Bleue*, n° du 22 janvier 1898).

Lors du 7^e Congrès international des associations de la presse, tenu à Paris du 30 juillet au 10 août 1900 (Paris, Imprimerie Nationale, 1900, p. 38), M. Jacquemaire, s'inspirant des mêmes idées pour les rapports internationaux, a soumis le projet suivant à l'examen du congrès : *Constitution d'un tribunal international d'arbitres* (Titre I, art. 1^{er}) : Quand une difficulté s'élèvera entre journalistes, directeurs ou rédacteurs appartenant à des nationalités différentes, un tribunal arbitral sera constitué sur la réquisition des deux parties intéressées.

Art. 2. — « Le tribunal sera composé de trois membres exclusivement choisis dans le comité de direction ; chacune des parties devra désigner l'un des arbitres ; à ceux-ci appartiendra le choix du troisième, qui exercera la présidence du tribunal »... — Titre II : Compétence (art. 5) : « Le tribunal arbitral ne peut connaître que des difficultés ayant surgi entre journalistes appartenant à des pays différents... Il est

compétent pour se prononcer sur tout différend d'ordre pécuniaire comme d'ordre moral... »

Art. 8. — « Exceptionnellement un tribunal arbitral pourra être constitué sur la réquisition d'une seule des parties en cause, mais seulement dans le cas où il apparaîtrait que l'autre partie a manqué formellement aux lois de la probité et de l'honneur... » — ...Titre IV : Sentences des arbitres ; exécution. « Le tribunal arbitral peut ordonner toutes réparations nécessaires, condamner les parties à des restitutions ou à des dommages-intérêts, leur imposer une rétraction par lettre, une publication des insertions. Ces décisions sont sans appel... — » Art. 12 : « L'exécution des sentences du tribunal arbitral sera, s'il en est besoin, poursuivie suivant les formes particulières aux différents pays. En outre, la partie qui n'aura pu obtenir l'exécution volontaire de la sentence pourra requérir du Président du comité de direction que celle-ci soit notifiée au Bureau de l'association nationale à laquelle appartient son adversaire. » Tel a été ce projet remarquable de la juridiction d'honneur en vue de résoudre les difficultés qui peuvent s'élever entre journalistes de différents pays.

Etant donnés les avantages que ce projet paraissait présenter, M. *Guillaume Singer*, l'éminent Président du Bureau Central des Associations de la Presse, déposa un rapport devant le 8^e Congrès, qui se tint à Berne en 1902. Il y faisait ressortir l'influence bienfaisante qu'exercerait sur la Presse un Tribunal International, jugeant en matière de Presse et composé de journalistes. Le Congrès de Berne autorisa le Comité Directeur du Bureau Central des Associations de

Presse à instituer un Tribunal Professionnel, M. Singer donna lecture l'année suivante, au Congrès de Vienne, d'un rapport sur cette innovation. Le projet de statuts fut adopté, et le Congrès invita son bureau à constituer, indépendamment des tribunaux d'arbitrage locaux et des tribunaux nationaux dans chaque pays, la création d'une Cour permanente internationale, dotée de la compétence la plus large pour répondre aux besoins permanents de la presse et siégeant sans interruption.

Enfin, au 10^e Congrès tenu en 1905 à Liège, il fut procédé à la mise en œuvre de l'institution et à la nomination des Juges ; de sorte que ces *tribunaux professionnels internationaux* sont désormais entrés en fonctions.

Comment peut-on juger cette innovation ? Au Congrès de la Presse tenu à Bordeaux en 1907, les avantages de l'institution ont été proclamés. Bien qu'aucune affaire importante n'ait été portée devant ces Tribunaux professionnels internationaux, on n'attend pas moins de bons résultats de cette organisation ; l'opinion des juristes lui est, d'ailleurs, favorable. Le petit nombre des litiges soumis au tribunal professionnel s'explique par l'absence du Procureur chargé de signaler les incidents. Mais l'engagement a été pris, au XII^e Congrès à Berlin, en 1908, de créer un poste de rapporteur, dans chaque pays, ayant pour mission de porter à la connaissance du tribunal les faits importants qui relèvent de sa juridiction. Il appartiendra, ensuite, au tribunal international de décider si le cas en litige est susceptible ou non d'une enquête.

En résumé, malgré l'erreur que commettent à cet égard un

certain nombre de légistes et de journalistes intéressés à la question du tribunal professionnel international, le Tribunal, dont il s'agit, ne présente nullement le caractère d'une juridiction répressive ; sa fonction normale consiste à diriger les Journalistes dans leur profession, et à leur faire connaître les règles qui président aux usages de leur corporation. De plus les déclarations émises de ce tribunal sont de nature à attirer l'attention du législateur et à faciliter l'élaboration des lois futures.

Le point faible demeure l'absence de sanction efficace. Les membres des Associations de Presse répondent que l'honorabilité et la solidarité du corps des Journalistes sont la meilleure garantie du respect dû aux décisions de cette juridiction. D'ailleurs, la faiblesse des sanctions prononcées est le trait commun de toutes les juridictions professionnelles, et cependant l'utilité de ces juridictions n'est pas discutable.

Voici, du reste, sur l'avenir des tribunaux professionnels internationaux l'appréciation formulée en 1908, par M. Klein ; Ministre de la Justice en Autriche. « Comme j'ai eu déjà quelquefois l'occasion de vous en donner l'assurance, l'idée qui sert de base à votre innovation me paraît excellente. Très pratique aussi est la façon dont vous avez, cette fois, motivé vos propositions au Congrès de la Presse. Il y a peu de points sur lesquels je n'approuverais pas sans réserve vos énonciations, et il me semble tout particulièrement louable que vous ne vous soyez pas laissé détourner de votre but par des objections juridiques contraires à vos idées qui sont justes et infiniment favorables aux intérêts du journaliste professionnel.

Ce que vos tribunaux visent à offrir, la juridiction légale ne pourrait le leur assurer, ni telle qu'elle est, ni sous la forme qui serait désirable qu'elle revêtît, pour les rapports professionnels des journalistes. Par contre vos nouveaux tribunaux professionnels créeraient des avantages que la justice de l'Etat n'est jamais à même d'accorder : protection pour tous les cas qui ne sont pas de nature à être soumis à la justice, et protection d'un tout autre genre que celle que les autorités officielles peuvent assurer. Abstraction faite du grand progrès que la création de ces tribunaux réalisera indubitablement pour l'affermissement, pour le relèvement du métier de journaliste, il suffit de constater comme vous le faites d'une façon si persuasive, qu'à notre époque les journalistes se trouvent, sous plus d'un rapport, sans protection, sans aide, dans l'exercice de leurs fonctions ou dans leur situation professionnelle, pour désirer que, le plus tôt possible, ces tribunaux prennent vie et aient l'occasion de déployer leur activité qui ne peut manquer d'être bienfaisante » (12^e Congrès International de la Presse, Berlin 1908, cité par le rapporteur M. Singer) (1).

Le fonctionnement des tribunaux professionnels internationaux ne saurait, néanmoins, nuire aux décisions rendues par

(1) Nous adressons tous nos remerciements à M. Guillaume Singer, Président du Bureau Central des Associations de Presse, Directeur de « Neues Wiener Tagblatt » et à M. Victor Taunay, Secrétaire du Comité de Direction des Associations de Presse qui ont bien voulu nous donner tous les éléments qui nous ont servi à étudier cette institution.

les tribunaux professionnels de chaque pays ; les premiers s'efforceraient, au contraire, d'imprimer aux seconds plus d'unité et de cohésion.

Il y a quelquefois à Paris des arbitrages acceptés sur des questions d'honneur professionnel journalistique. Il faut citer à ce sujet l'incident du correspondant du *Times*, qui, ayant attaqué violemment la presse française en l'accusant de vénalité à l'occasion de l'expédition de Madagascar, a consenti à être jugé par le Syndicat de la Presse parisienne. Cependant on ne peut nier que, malgré les avantages de cette juridiction d'honneur exercée par les pairs (rapidité des décisions, action morale sur tous les membres de la presse), son établissement se heurterait en fait à de graves obstacles, car il serait difficile de réunir sous une discipline commune les 2.600 périodiques de Paris et les 3.500 journaux de province qui appartiennent aux genres les plus différents (*Annuaire de la presse française*, 1908). De plus, à défaut d'exécution volontaire des sentences arbitrales, il y aurait évidemment lieu de recourir à la justice, de sorte que, finalement, l'intervention des tribunaux qu'on avait voulu éviter, serait difficilement écartée. Dans l'impossibilité d'assurer d'une manière efficace l'exécution des sentences réside la principale difficulté.

Cependant les bienfaits de la juridiction disciplinaire ont été vantés notamment par Emile Augier dans l'une de ses pièces *Les effrontés*, « si les journaux ne constituent pas un conseil d'ordre, la presse est perdue », écrivait-il. En faveur de l'idée d'une juridiction disciplinaire, on dit, encore, qu'elle ne constituerait nullement une nouveauté ; ce

serait une extension d'un principe déjà appliqué, une imitation notamment du Conseil de l'Ordre pour les avocats. M. Cruppi dans son livre *La Cour d'Assises* s'exprime ainsi : « Est-il besoin de dire qu'une juridiction de discipline assez ferme et assez puissante pour imposer ses lois aux journalistes, assez souple pour ne gêner en rien une profession, dont la liberté est l'essence, serait la juridiction idéale ? Tous les amis de la presse doivent souhaiter l'accomplissement de ce rêve de self-gouvernement. Mais à en croire la réalisation prochaine ils risqueraient sans doute de paraître ingénus » (1898, p. 219). Néanmoins, il paraît intéressant de noter que le juge vient de lui-même demander au journaliste de l'aider dans sa tâche, en confiant à l'association de la presse parisienne le soin de trancher à l'amiable les litiges qui relèvent des tribunaux de commerce. Pourquoi le législateur, comprenant les avantages de cette juridiction exercée par les journalistes pour toutes les questions professionnelles qui sont pour eux d'intérêt commun, ne créerait-il pas une section du Conseil de Prudhommes composée de Journalistes, chargés de résoudre toutes les difficultés de cette nature, qui ne rentrent pas dans le ressort de la Juridiction pénale ? Quant à l'Union internationale des associations de presse, il faudrait ignorer qu'elle compte 17.000 adhérents pour croire qu'elle ne puisse pas imposer à la plupart de ses affiliés le respect de ses décisions.

§ V. — *Les propositions de réforme.*

Il y en a un grand nombre ; ce sont, dans l'ordre chronologique :

1° La proposition de loi de M. Lisbonne, le 13 déc. 88, tendant à conférer aux tribunaux correctionnels les délits d'injure politique prévus par l'art. 33, par. 1, de la loi du 29 juillet 1881 (Annexe, n° 48, *J. O.*, 1889) ;

2° La proposition de M. Delmas, en date du 31 janvier 1889, ayant pour objet de rendre aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits d'injures, d'outrages et de diffamation par la presse (Annexe, n° 1506) ;

3° La proposition de M. Reinach, le 21 novembre 1889, sur le régime de la presse (*J. O.*, 1889, p. 130) ;

4° Proposition de loi de M. Marcel Barthe, ayant pour objet de rendre aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits d'injures, outrages et diffamations commis par la voie de la presse contre le Président de la République, les ministres, les membres des deux Chambres, les fonctionnaires publics (3 décembre 1889, *J. O.*, Sénat, Annexe, n° 24) ;

5° Proposition de loi de M. Delmas, le 7 décembre 1889, tendant à restituer au Code pénal la répression de la plupart des délits de presse (*J. O.*, 89, Annexe, n° 555) ;

6° Le 26 juillet 1890, M. Marcel Barthe propose d'instituer dans chaque arrondissement un tribunal d'assises qui connaîtra des délits d'injures, diffamations et offenses commis

par la voie de la presse envers le Président de la République, les ministres, les Chambres et les fonctionnaires publics (*J. O.*, Sénat, Annexe, 1890, n° 183) ;

7° Proposition de loi du 16 janvier 1897, de M. Albert Pétrot, sur la juridiction compétente en matière de délits de presse (*J. O.*, Ch. 1897, Annexe, n° 2206) ;

8° Proposition de loi de M. Odilon-Barrot, le 21 janvier 1897 (*J. O.*, Ch. Annexe, n° 2215, 1897) ;

10° Proposition de M. Joseph Fabre, le 14 juin 1899, restituant à la juridiction correctionnelle la connaissance des délits d'offense envers le Président de la République (*J. O.* du 19 juin 1899).

De toutes ces propositions, la principale, en raison de la modification qu'elle tendait à apporter à la législation actuelle, est celle qui a pour auteur M. Joseph Reinach ; il dirige tout son effort contre la juridiction de la Cour d'Assises, et il est d'avis de revenir *purement et simplement au droit commun*, attendu que les journalistes ont trop manifestement abusé de la situation de faveur dont ils profitaient ; désormais tous les citoyens seront mis sur un pied d'égalité absolue en ce qui concerne la juridiction. Les contraventions de presse continueront à être soumises au tribunal de simple police ; les délits de presse seront tous déférés à la juridiction correctionnelle ; enfin la Cour d'assises connaîtra seulement des infractions de presse qualifiées crimes au sens du Code pénal. De plus, tout préjudice causé par la voie de la presse donnera lieu à l'application des art. 1382 et 1384 du Code civil sur la responsabilité des faits dommageables. Quant aux crimes et

délits sur la chose publique, sur l'ordre public, le Code pénal les punit. Le droit commun suffira aussi pour régler la question si difficile de la complicité, qui sera réglementée par les principes généraux. Par les règles ordinaires de la complicité on atteindra tous ceux qui ont aidé à commettre le délit : l'imprimeur, l'afficheur...

Cette proposition présente à nos yeux le défaut capital de laisser les infractions commises en matière de presse sous le régime du droit commun : car il est certain qu'au point de vue de la juridiction comme des pénalités, le régime de la presse doit être gouverné par des règles spéciales en raison de la complexité et de la subtilité des délits qui peuvent être commis en cette matière. La juridiction du jury est, sans doute, essentiellement mobile et variable ; mais les sentiments eux-mêmes qui ont servi de mobile aux infractions commises, sont essentiellement changeants suivant les époques et il n'y a rien d'excessif à ce que le jury, dans la répression, se conforme aux mouvements de l'opinion, qu'il a pour mission de rassurer.

En outre, ce système n'est pas suffisant pour atteindre tous les crimes et délits commis par la voie de la presse. L'art. 2 de cette proposition (alinéa 3 *in fine*) dit formellement que tout préjudice causé par la voie de la presse donnera lieu à l'application des art. 1382 et 1384 du Code civil sur la responsabilité des faits dommageables. Ces articles ne visent que le point de vue de la réparation civile, mais le droit commun ne nous donne absolument rien pour pouvoir atteindre *pénalement* la diffamation et l'injure. En matière criminelle c'est le

droit commun de la complicité de l'art. 60. M. Reinach n'en veut pas connaître d'autre, et pourtant si, il punit dans son art. 5 la provocation non suivie d'effet d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans. Or, la provocation non suivie d'effet n'est pas punissable en droit commun ; et si elle est punissable par la voie de la presse, c'est parce qu'à la raison du moyen employé, il est indispensable de saisir celui qui se livre sans aucun résultat utile à des suggestions coupables qui n'ont pas produit l'effet qu'il en attendait. Remarquons que l'application du droit commun aux infractions de presse entraînerait une répression excessive. Supposons par exemple des journaux provoquant au meurtre en cas de grève ; le meurtre survient ; plusieurs journaux ont commis cette provocation, la conséquence en appliquant le système que nous venons d'exposer serait la peine de mort. Dans sa proposition M. Reinach s'en prend aux délits spéciaux visés par les lois de presse (cris séditieux, fausses nouvelles, délits spéciaux de publication prévus et punis par la loi de 1881, art. 12, 38, 39 et 40). « Il ne faut pas créer pour la presse des délits qui de droit commun ne seraient pas des délits. » Mais il maintient le délit d'offense envers le Président de la République, véritable délit spécial de la Presse. Il reconnaît par là encore une fois qu'il est indispensable d'appliquer à la presse parfois un régime autre que celui du droit commun. Comme tous les partisans du droit commun pour la presse, M. Reinach fait grand état de l'art. 60 du Code pénal, grâce auquel avec les articles 2 et 3 on peut tout atteindre. Or, pour appliquer cet article 60 il faudrait démontrer qu'il y a un lien de cause à

effet entre l'acte criminel commis et l'article de journal qui aurait provoqué cet acte ; cette liaison en pratique serait très difficile à établir, car l'acte qui a été commis a pu avoir d'autres causes que l'article poursuivi. On arriverait, ainsi, à l'impunité dans beaucoup de cas. Il y a donc un délit spécial de presse, M. Reinach lui-même, n'a pu demeurer toujours conséquent avec lui-même, il admet une complicité spéciale, il admet des délits spéciaux. Il prouve par là même qu'il est dans l'impossibilité de déduire toutes les conséquences de son système. Aussi à notre avis cette proposition n'a aucune chance, si elle est reprise, d'aboutir, car on peut considérer comme un fait acquis la reconnaissance de la nécessité du droit spécial de la presse aussi bien au point de vue de la responsabilité qu'au point de vue de la qualification des délits, et qu'au point de vue de la juridiction qu'au point de vue de la pénalité.

La *proposition de M. Marcel Barthe*, mentionnée plus haut, tendait à rendre aux tribunaux correctionnels, la connaissance des délits d'injure et de diffamation commis par la voie de la presse contre le Président de la République, les Ministres, les membres des deux Chambres, les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique et toutes personnes chargées d'un service ou d'un mandat public. Comme la proposition procédait par voie d'énumération, elle semblait, à première vue, n'être qu'une très légère atteinte au principe de la loi du 29 juillet ; mais il était facile de voir, en pesant les termes de l'énumération, que cette proposition ne laissait, en somme, que très peu de

chose à la juridiction de la Cour d'assises et qu'elle retombait dans les errements de la Restauration et de l'Empire. Aussi la Chambre rejeta définitivement en 1890, cette proposition qui lui était transmise par le Sénat. La compétence du jury en matière de presse demeura donc sauve.

L'institution du jury fut trop énergiquement défendue par M. Camille Pelletan, Rapporteur de la Commission chargée d'examiner cette proposition, pour que nous puissions passer sous silence les lignes suivantes de ce beau plaidoyer : « Nous n'avons à examiner qu'une seule question. Faut-il dessaisir le jury d'un certain nombre de procès de presse ayant un caractère nettement politique ?

Il nous est impossible de comprendre comment on pourrait dissimuler le caractère du changement qu'on vous demande. Ce sont 75 ans de lutte entre l'esprit de progrès et l'esprit de recul qui ont fait de l'histoire des juridictions en matière de presse, l'histoire même de la liberté. La compétence du jury reparait chaque fois qu'on fait un pas en avant, elle disparaît dès qu'on en fait un en arrière. Elle est établie par la fraction libérale du parti légitimiste et détruite au premier mouvement de réaction. C'est la Révolution de juillet qui la ramène et le coup d'Etat du 2 décembre qui l'emporte. Elle revient avec la République et n'est suspendue quelques années que quand une assemblée, amenée à se méfier du vote du pays devant lequel elle allait se présenter, cherche des armes contre l'opinion. Les revendications éclatantes de tous les partis de la liberté et les souvenirs de l'usage fait jusqu'à la dernière heure de la juridiction correctionnelle en matière

de presse par tous les pouvoirs de combat, complètent le sens évident de cette grave question... On vous demande de revenir à une législation qui n'a jamais appartenu qu'aux époques de méfiance contre la liberté » (*J. O.*, séance du 27 mars 1890).

Aujourd'hui on a abandonné presque complètement la question de savoir si une juridiction, dépendant du pouvoir, ne risque pas d'avoir une certaine partialité quand il s'agit de dire s'il y a injure ou diffamation. Cette question a été résolue par les votes des Chambres qui ont toujours maintenu dans ces matières la compétence du jury, parce qu'elle est une de nos garanties les plus précieuses.

La *proposition Petrot*, déjà mentionnée, a pour objet de combler une lacune de la loi du 29 juillet 1881. On sait que le législateur de 1881 a omis de s'expliquer sur la compétence *ratione loci*; d'où s'est établie une jurisprudence d'après laquelle un journal sera valablement assigné partout où un exemplaire du numéro incriminé a pu être colporté (art. 63 du Code d'instruction criminelle). Trop dures ont semblé être à M. Petrot les conséquences de l'application du droit commun aux procès de presse, car, au détriment des règles essentielles qui constitue la liberté de la défense, il se produit ce résultat : « qu'une personne soit ou se croit lésée par un article paru dans un journal de Paris ou de toute autre localité, elle assignera le gérant, le rédacteur, parfois même (et sans droit) le directeur ou le secrétaire de rédaction du journal devant le tribunal de son propre domicile. Contrairement à toutes les règles du droit pénal, ce n'est pas le domicile du défenseur qui emporte la juridiction, c'est le libre

choix du demandeur » (*J. O.*, 1897, séance du 14 janvier).

M. Petrot citait, en outre, cet article de M. Henri Rochefort sur cette question : « S'il me plaît sans motif aucun et simplement pour le plaisir de me prétendre outragé par un de nos confrères dans un journal de l'île de la Réunion que j'aurais acheté à Paris, j'ai le droit de le forcer à s'embarquer pour s'entendre condamner à une condamnation pécuniaire à débattre. »

C'est là en effet le système de la loi de 1881, qui, en adoptant le droit commun en matière de compétence territoriale, n'a pas paré à cet inconvénient. Il y avait cependant des lois que le législateur de 1881 devait connaître et qui avaient prévu cela. La proposition de M. Petrot est faite, selon nous, trop exclusivement dans l'intérêt des journalistes ; les intérêts, l'honneur, la réputation des citoyens ont besoin aussi d'être protégés. Pour M. Petrot, en effet, « le lieu d'édition de l'écrit poursuivi, où est fait le dépôt légal, aux termes de l'art. 10 de la loi du 29 juillet 1881, doit seul être le lieu de la répression. »

La loi du 26 mai 1819 distinguait avec plus de raison et d'équité les poursuites faites par le Ministère Public et les poursuites intentées par la partie plaignante :

1^o Si l'action est exercée par le Ministère Public, les poursuites sont faites au lieu de l'impression de l'écrit délictueux ;

2^o Si la poursuite a lieu par la partie plaignante, on y ajoute la compétence du tribunal du lieu de son domicile.

Nous devons noter, d'ailleurs, que dans les dernières

années, le chiffre des propositions modificatives de la loi sur la presse a diminué et surtout elles ont changé de caractère. Aujourd'hui, le problème de la juridiction n'est plus posé ; on se borne simplement à chercher à améliorer, sur quelques points de détail, la législation existante, dont le principe n'est plus contesté par personne. Placées sur ce terrain, les recherches demeurent indéfiniment possibles, car les institutions juridiques sont toujours susceptibles de progrès.

Il convient cependant de noter qu'à la dernière époque, une modification a été apportée à l'art. 62 de la loi de 1881, en vue d'accélérer la solution des procès de presse, où la répression n'est efficace que si elle est immédiate, et de mettre obstacle aux moyens dilatoires auxquels pourraient recourir celle de parties en cause intéressées à retarder la plus possible la décision sur ce fond. Déjà, lors de la discussion de la loi sur la presse en date du 29 juillet 1875, M. Dufaure, Garde des Sceaux, avait fait observer l'importance qu'il y a pour une société qui demande une réparation, comme pour le prévenu qui est poursuivi, à ce que la décision soit rendue dans un délai très court. Or, si des incidents sont soulevés et qu'on forme appel des décisions rendues à leur égard en première instance, l'action de la justice sera énervée, en raison du retard apporté à la sentence. De là, la loi du 4 juillet 1908, dont le vote a été déterminé par le procès du *Matin* devant la Cour d'Agen. D'après cette loi, tous les incidents ou exceptions de procédure, soulevés en matière de presse, ne pourront empêcher un jugement sur le fond car l'appel ou le pourvoi contre les jugements ou les arrêts qui auront statué à leur

égard ne seront formés, à peine de nullité, qu'après le jugement ou l'arrêt définitif, et, même en temps que l'arrêt ou le pourvoi contre le dit jugement ou arrêt. On a voulu éviter par là qu'un journal, qui ne veut pas être jugé pour des délits qui lui sont imputés, puisse imposer à son adversaire des procédures ruineuses et se soustraire indéfiniment aux sanctions de la loi, en accumulant, soit devant les tribunaux soit devant la Cour d'Assises, les exceptions les plus fantaisistes et les fins de recevoir les plus invraisemblables. Les droits de la partie civile ont été ainsi plus efficacement sauvegardés.

CONCLUSION

Tel est l'état actuel de la législation sur la compétence en matière de presse ; il est facile de la caractériser en disant qu'elle érige le jury en juge ordinaire de la presse, et réserve au tribunal correctionnel et au juge de simple police les procès qui ne concernent que des intérêts purement privés ou la sanction d'infractions peu importantes, c'est-à-dire les diffamations envers les particuliers et les contraventions purement matérielles. Mais le principe en 1881, et qui n'a pas été modifié, c'est que la Cour d'Assises demeure la juridiction de droit commun pour juger ces délits, de caractère vague et indéterminé, que constituent les infractions de presse, et il ne semble pas qu'il y ait lieu de lui retirer la compétence dont le législateur l'a dotée, car le jury, composé des citoyens appartenant à toutes les classes de la société, forme la garantie la plus sérieuse du respect de la justice et de la liberté.

Vu :

Le Président de la thèse,
F. LARNAUDE.

Vu, le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD,

BIBLIOGRAPHIE

- BARBIER. — *Code expliqué de la presse*, 35 vol., 1887.
- BONNIER et LARNAUDE. — *Traité des preuves*, 5^e éd., 1888.
- LARNAUDE. — *Cours de doctorat*, 1908-09.
- BERTHELÉMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*, 5^e éd., Paris, 1908.
- CRUPPI. — *La Cour d'assises*, 1898.
- CHASSAN. — *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, 2^e éd., 3 vol., 1851.
- DALLOZ. — *Petit code de la presse*.
- FABREGUETTES. — *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, 2 vol., 1884.
- CARRAUD. — *Traité de droit pénal*, 6 vol., 2^e éd., 1898.
- GARÇON. — *Code pénal annoté*, Paris, 1904.
- GAHIER. — *La diffamation et la loi du 29 juillet 1881*, Paris, 1893.
- GIRAUD. — *Observations sur la juridiction en matière de presse*, Thèse, Paris, 1907.
- GOUGE. — *De la responsabilité en matière de presse*, Thèse, Paris, 1902.
- LE POITTEVIN, G. — *Traité de la presse*, 3 vol., Paris, 1904.
- LHOPIEAU et THIBAUT. — *Les Eglises et l'Etat*.
- MÉRILLON. — *Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de cassation sur la presse et le droit commun*, Paris, 1890.
- PRÉVOST-PARADOL. — *La France nouvelle*, Paris, 1868.
- Revue-Bleue. — *Enquête sur la responsabilité de la presse*, 1897-98.
- Revue pénitentiaire. — *Enquête sur l'échevinat*, année 1899 et 1900.
- SALMON-LEGAGNEUR. — *De la compétence du jury en matière de presse*, Thèse, Paris, 1882.
- VEYSSIÈRE. — *Etude sur l'application du droit commun à la presse*, Thèse, Paris, 1908.
- WORMS. — *Les attentats à l'honneur*, Paris, 1890.

TABLE DES MATIÈRES

Chap. I. — Introduction historique	1
Chap. II. — De la juridiction et de la compétence en matière de presse d'après la loi de 1881	38
§ I. — Juridiction de la Cour d'Assises	39
§ II. — Juridiction du Tribunal Correctionnel	68
§ III. — Juridiction du Tribunal de Simple Police	81
§ IV. — De la compétence relative en matière de presse	82
Chap. III. — Projets de réforme	89
§ I. — Juridictions exceptionnelles	96
§ II. — Juridictions de droit commun	100
§ III. — Juridiction spéciale	111
§ IV. — Juridiction disciplinaire	116
§ V. — Propositions de réforme	125
CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE	137

